



HAL
open science

Territoires et réparation - La recyclerie du futur - Living labs de la réutilisation et de la reconception

Julie Gobert, Benjamin Tyl, Romain Allais, José-Frédéric Deroubaix

► To cite this version:

Julie Gobert, Benjamin Tyl, Romain Allais, José-Frédéric Deroubaix. Territoires et réparation - La recyclerie du futur - Living labs de la réutilisation et de la reconception. [Rapport de recherche] ADEME. 2020. hal-03084771

HAL Id: hal-03084771

<https://enpc.hal.science/hal-03084771>

Submitted on 21 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mars
2020



EXPERTISES

TERRITOIRES ET REPARATON

LA RECYCLERIE DU FUTUR : LIVING
LABS DE LA REUTILISATION ET DE LA
RECONCEPTION

RAPPORT FINAL

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

En partenariat avec :



Leesu
laboratoire eau environnement systèmes urbains



École des Ponts
ParisTech

REMERCIEMENTS

Mariane BLOQUEL (ADEME)
Hélène BERTIN (Les Grangettes)
La Communauté de communes Cœur de Savoie
Le syndicat Bil ta Garbi
L'ensemble des personnes qui ont répondu au questionnaire ou qui se sont prêtés à un entretien semi-directif

CITATION DE CE RAPPORT

GOBERT Julie, TYL Benjamin, ALLAIS Romain, DEROUBAIX José-Frédéric. 2020. Territoire et Réparation. La recyclerie du futur : living lab de la réparation et de la réutilisation. 108 pages.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME
20, avenue du Grésillé
BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 1777C0011

Projet de recherche coordonné par : Julie Gobert et José-Frédéric Deroubaix

Appel à projet de recherche : APR Transitions écologiques, économiques et sociales

Coordination technique - ADEME : Marianne Bloquel
Direction/Service : Service Consommation Prévention
Direction Economie Circulaire et Déchet

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	6
ABSTRACT	7
1. Introduction	8
1.1. Contexte.....	8
1.1.1. Les pratiques et limites du réemploi et de la réparation	8
1.1.2. Les living labs pour repenser les logiques de réparation et de conception	9
1.2 Présentation du projet et de ses objectifs.....	9
1.2.1. Présentation des deux territoires	10
1.2.2. Présentation des livrables, des workpackages et de l'agenda	13
2. Pratiques et offres de réparation sur les territoires : état des lieux 15	
2.1. Diagnostics de territoire sur les enjeux de réparation/réutilisation : l'offre de réparation	15
2.1.1 Cadre théorique.....	15
2.1.2 Méthodologie.....	17
2.1.3 Diagnostic territorial de la communauté de communes de Cœur de Savoie.....	19
Le réseau d'acteurs agissant sur la question du déchet, de sa réutilisation voire de sa réparation.....	19
La recyclerie : un objectif à atteindre sur le territoire Cœur de Savoie	19
La problématique de la gouvernance	21
L'enjeu du parrainage : conseiller et aider.....	21
La communauté de communes : incitatrice, accompagnatrice mais non porteuse	23
Conclusion	26
2.1.4. Diagnostic pour le territoire de la communauté d'agglomération du Pays Basque	28
La diversité des acteurs de la réutilisation/réparation/upcycling	28
Relations entre les acteurs de la réutilisation/réparation et l'environnement	31
Le.s périmètre.s d'action des initiatives de réutilisation/réparation	32
Positionnement des acteurs publics du Pays Basque.....	33
Conclusion sur le Pays Basque	34
2.1.5 Conclusion sur les deux cas d'étude.....	35
2.2. Recours à la réparation et connaissance des recycleries : enquête auprès des habitants.....	36
2.1.1. Méthodologie	36
Elaboration du questionnaire.....	36
Caractérisation de l'échantillon.....	36
Mise en perspective avec les entretiens téléphoniques	37
2.1.2. Les données recueillies	40
Trouver et utiliser des produits de seconde main.....	40
La fin de vie des objets : vers d'autres appropriations potentielles	41
Le recours à la réparation.....	43
La fréquentation des lieux dédiés à la réparation et à la réutilisation : les recycleries/ressourceries.....	45
Les attentes des réparateurs et des non réparateurs	47
2.1.3. Etude des logiques d'engagement vers la réparation	48
Les processus d'acculturation à la réparation	48
Les registres d'engagement à la réparation	49
2.1.4. Conclusion.....	52

3. Les living labs.....	53
3.1. Proposition	53
3.2. Développement des living labs	54
3.3. Développement du protocole “living lab produit”	55
Diagnostic individuel (40-60 minutes)	55
Interlude.....	57
Conception collaborative (100-120 minutes).....	58
Analyse et déploiement	61
Communication et recrutement des participants	61
La conférence d’inspiration.....	61
Choix des produits	63
Réflexion multi-niveaux.....	64
Le rapport à la matière (les sens, l’absence).....	65
Perspectives	66
3.4. Protocole living lab niveau atelier.....	67
3.4.1. Création du protocole et des fiches support	67
Travail individuel sur les ateliers et restitution au groupe (40 minutes)	67
Interlude (20 minutes).....	69
Atelier collaboratif pour la conception d’un lieu de la réparation (120 minutes).....	69
3.4.2. Observation et résultats	71
3.4.3. Perspectives.....	71
3.5. Les living labs ‘territoire’	72
3.5.1. Temps de jeu et nombre de participants.....	72
3.5.2. Objectifs du jeu.....	73
3.5.3. Plateau de jeu	73
3.5.4. Les personnages.....	76
3.5.6. Lancement de la partie.....	78
Les produits et ressources.....	80
3.5.5. Résultats	85
3.5.6. Perspectives.....	86
3.6. Conclusion et mises en perspective des livings labs.....	86
4. Apprentissages réciproques sur la structuration de lieux de réparation et la culture de la réparation	88
4.1. Réparer, reprendre, restaurer, bricoler : une question de définition ?.....	88
4.2. Les différentes trajectoires des déchets vers la seconde vie - Matières à composer et à recomposer.....	89
4.3. La difficile reconnaissance et montée en légitimité de la réparation	91
4.3.1. Monde de l’ESS/ économie traditionnelle : passerelles ou instrumentalisation.....	91
4.3.2. L’engagement des collectivités territoriales	92
Quelle action des collectivités territoriales pour favoriser la réparation ?	93
La gestion des déchetteries : un enjeu important pour favoriser la réutilisation/réparation	94
L’infrastructure ou la cristallisation des futurs envisageables	95
4.3.3. De la justification des porteurs de projet à l’adhésion ou l’indifférence des habitants : concordances et disjonctions	96
Avec ou sans les pouvoirs publics : ambivalence	96
Les concurrences (ou possibles complémentarités) entre porteurs de projet.....	97
Concordances et décalages entre les initiatives prônant la réparation et les potentiels utilisateurs.....	98
5. Conclusion.....	99

Recommandations à l'égard des pouvoirs publics.....	100
<i>La réparation en quelques mots</i>	<i>100</i>
<i>Que peuvent faire les collectivités locales ?.....</i>	<i>100</i>
Références bibliographiques	102
Liste des figures	105
Notes de bas de pages.....	107

RÉSUMÉ

Le projet RECYLUSE vise à favoriser la transition écologique, économique et sociale vers l'économie circulaire par la promotion de la réparation et de la réutilisation en analysant les représentations des acteurs et singulièrement celles des usagers et en structurant une solution partenariale qui puissent lever les résistances et difficultés identifiées (les living labs).

Il s'est plus particulièrement intéressé aux tiers lieux que sont les initiatives de l'économie sociale et solidaire (les recycleries, les repair-café, les lieux de réparations spécialisés), en essayant de comprendre comment elles s'inséraient dans leur environnement, dans une possible dynamique territoriale. A ce titre le projet s'est appuyé sur deux l'étude de deux territoires, la Communauté de communes de Cœur de Savoie et la Communauté d'Agglomération du Pays Basque.

Dans le même temps, le projet a cherché à comprendre les déterminants et résistances des usagers/non usagers vis-à-vis des activités de réparation pour savoir :

- *De quelle manière faire adhérer les consommateurs de produits manufacturés dont les profils sont différents aux projets visant la réparation et la réutilisation?*
- *Comment mieux les intégrer sur les réseaux de réparation/réutilisation?*
- *Comment stimuler la collaboration d'acteurs hétérogènes dans le cadre de living labs?*
- *Comment mieux outiller la prise de décision afin de structurer des « réseaux territoriaux de réparation » ?*

Cela a permis d'une part de connaître les modalités de recours à la réparation et les attentes des citoyens à l'égard des initiatives la favorisant. Des logiques d'engagement dans la réparation ont pu être dessinées. D'autre part, cette double approche a donné à comprendre les différentiels entre la projection des porteurs de projet et la manière des citoyens de penser la réparation/réutilisation.

A l'aide de ces données, des living labs ont été organisés au niveau produit, au niveau de l'atelier et au niveau du territoire, afin de mettre en interaction des acteurs différents, aux compétences diverses en termes de réparation, pour résoudre une série de problématiques d'action collective et de conception.

Finalement, cette recherche a permis d'analyser concrètement la place de la réparation sur les territoires, les résistances auxquelles cette pratique plurielle fait face à différentes échelles et de structurer une série de recommandations à destination des pouvoirs publics.

ABSTRACT

The RECYLUSE project aims to foster the ecological, economic and social transition to the circular economy by promoting repair and reuse. It targets to analyse the social representations of the different actors, particularly those of the users, and to bring collective solution that can overcome the resistance and difficulties identified.

We particularly investigated the third places created and animated by social firms (recycleries, repair-café, specialized repair places), tried to understand how they fit into their environment and a territorial dynamics. In this respect, the project was based on the study of two territories, the conurbations Cœur de Savoie and Basque Country.

At the same time, the project has tempted to understand the determinants and resistances of users/non-users towards repair activities and to know :

- How can the consumers of manufactured products be interested in repair and reuse initiatives?*
- How can they be better integrated into repair/reuse networks?*
- How to stimulate the collaboration of heterogeneous actors within the framework of living labs?*
- How can we help local deciders to promote "territorial repair networks"?*

On the one hand, this research enables to know the reasons for recouring to repair and the expectations of citizens with regard to initiatives that promote it. Logics of commitment to reparation were drawn up. On the other hand, this two-pronged approach helped us understand the differences between the project leaders' projections and the way citizens think about reparation/reuse.

With the help of this data, living labs were organized at the product level, at the workshop level and at the territorial level, in order to bring together different actors, with different skills in terms of repair, to solve a series of issues concerning collective action and design.

Finally, this research has made possible to concretely analyze the place of repair in the territories, the resistances that this plural practice faces at different scales and to structure a series of recommendations for public authorities.

1. Introduction

1.1. Contexte

1.1.1. Les pratiques et limites du réemploi et de la réparation

La Commission Européenne demande à ce que : « au fur et à mesure que les déchets iront moins en décharge, ils seront redirigés vers une série d'options plus intéressantes dans la hiérarchie des déchets, ce qui sera bénéfique pour l'environnement. » (2008/98/EC). Ainsi la politique de gestion des déchets s'articule généralement autour de la stratégie des 3R, pour « Réduire – Réutiliser – Recycler ». « Réduire » est une stratégie essentiellement préventive. Elle demande de la part des citoyens des changements de comportement, et de la part des concepteurs une remise en cause de la fonctionnalité des produits et de leur architecture. « Réutiliser » est une stratégie de réduction de l'impact environnemental du produit. Elle vise à réutiliser tout ou partie du produit en fin de vie, et donc de préserver ainsi la valeur ajoutée lors de la conception et de la fabrication. « Recycler » est aujourd'hui la solution largement plébiscitée en termes de politique de traitement des déchets. Par la mise en place de filières industrielles, elle permet de récupérer de la matière première secondaire qui sera utilisée pour concevoir de nouveaux produits.

Les approches actuelles sont largement centrées sur des modèles d'entreprise à grande échelle, et sur la recherche de solutions technologiques (Bridgens et al., 2018). Ainsi, la réparation est-elle souvent mentionnée comme une stratégie de l'économie circulaire en tant que moyen de prolonger la durée de vie des produits et de travailler en circuit fermé (Terzioğlu, 2017). La littérature scientifique mentionne largement les techniques pour favoriser le démontage, l'upgradabilité, la modularité (Mont, 2002, Pialot et al., 2012, Cooper, 2013). Ces approches expertes n'intègrent que très ponctuellement les parties prenantes concernées (utilisateurs, citoyens, collectivités) dans un processus de conception « fermé ». Il apparaît nécessaire d'adapter ou de repenser ces outils et méthodes pour ces modèles alternatifs à l'économie productiviste globalisée.

La solution la plus efficace pour préserver les ressources doit reposer sur la réduction des déchets à la source, la durabilité des produits et le développement de cycles de vie additionnels courts et locaux que sont le réemploi et la réparation (Fortin, 2010). La réparation et le réemploi de produit ont le potentiel de réduire la consommation de matière première et engagent plus fortement les citoyens dans la gestion des déchets, à travers le développement d'une économie basée sur des structures locales (Fortin, 2010).

Ateliers de réparation, ressourceries, recyclerie, repair cafés, etc., de nombreuses initiatives autour du réemploi et de la réparation ont émergé sur les territoires. Souvent très locales et isolées, elles sont généralement issues de mobilisations collectives, avec des finalités sociales ou environnementales. Ces activités remettent en question nos modes de consommation et de production actuels en proposant des produits réemployés, réparés ou « surcyclés » sur le marché. Ainsi, ce sont des acteurs-clefs pour la transition en cours vers l'économie circulaire. Pour autant, ces initiatives restent des niches et les structures porteuses peinent à pérenniser leurs activités. La transition des activités de réparation-réemploi vers un régime résilient requiert de dépasser l'angle technique de la gestion des déchets pour embrasser de manière concomitante les enjeux techniques, politiques, culturels, et sociétaux dans une approche systémique.

Les organisations de la filière du réemploi sont issues de de la société civile ou font partie du secteur de l'ESS. La filière représentait 16000 équivalents temps pleins sur les 22000 du secteur de l'ESS en 2013 (ADEME, 2015). Elles peuvent être des entreprises à mission qui peuvent adopter des démarches participatives pour faciliter l'autonomisation des individus ou se comporter comme des structures plus classiques de l'entrepreneuriat. Les principales typologies d'organisation pour favoriser le réemploi et la réparation sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Les réseaux caritatifs traditionnels tels qu'Emmaüs, les lieux émergents de la réparation tels que les « repair cafés » ou les ateliers d'autoréparation ont ainsi développé des solutions innovantes pour prolonger la durée de vie des produits. Par exemple, les repairs cafés offrent des lieux conviviaux pour l'apprentissage et l'échange de savoir-faire en mettant à disposition des outils et du matériel pour permettre aux participants d'effectuer les réparations dont ils ont besoin.

	Type ou organisation	Exemples
Atelier de réparation	Organisation hiérarchique conventionnelle	Organisations issues de l'ESS (e.g. Emmaüs)
Atelier de réparation autonome	Structures physiques mixtes (souvent à travers du volontariat)	Repair cafés Ateliers de réparation de vélos
Plateforme d'échange en ligne	Structures mixtes virtuelles (un fournisseur et une foule de contributeurs et d'utilisateurs)	ifixit.com commentreparer.com repair wikis

Tableau 1 - Typologie d'organisation du secteur du réemploi et de la réparation

1.1.2. Les living labs pour repenser les logiques de réparation et de conception

A l'opposé des pratiques de conception actuelles, expertes et fermées, les living labs positionnent les citoyens et les usagers au centre de leurs démarches pour leurs objectifs de participation et de co-construction (Scaillerez, Tremblay, 2017). Les living labs ont été définis comme des environnements d'expérimentations dans lesquels les utilisateurs finaux sont considérés comme des co-concepteurs (Ballon et al. 2005). Ils permettent l'échange de savoir-faire et de connaissances entre les parties impliquées et semblent être une modalité pour modifier des représentations, débloquent certaines résistances et créer des pistes d'innovation territoriale (Gobert, Brullot, 2016).

Bénéficiant d'un réseau européen (le réseau ENOLL), les living labs constituent donc une méthodologie de recherche centrée sur l'utilisateur pour la détection, le prototypage, la validation et le perfectionnement de solutions complexes dans des contextes multiples et changeants de la vie réelle. Un living labs est un processus de réflexion centré sur l'usage qui prône une démarche de conception itérative qui permet de prototyper de nouveaux systèmes où tous les acteurs sont considérés comme des experts.

Ce type d'approche répond bien aux problématiques environnementales car il encourage une réflexion plus globale, s'extrayant du cadre purement technologique de la conception de produit, pour réfléchir sur une approche plus systémique. Ils permettent la co-construction de solutions locales innovantes, doivent également permettre une meilleure acceptabilité sociale et appropriation économique. Toutefois, les cas d'applications sont rares sur la thématique de fin de vie des produits. Nous pouvons noter les travaux de Bridgens mais qui s'attachent davantage à explorer la mise en place d'espace de réparation et d'*upcycling* plus qu'en la co-construction de solutions. Une deuxième recherche, de Terzioglu (2017), s'attache à développer et observer des ateliers de réparations, sans pour autant être qualifié par l'auteur de living labs. Ces living labs autour de la fin de vie des produits s'intéressent à un niveau particulier du système (produit ou atelier) sans prendre en compte les interactions avec de ces systèmes de niveaux supérieurs.

1.2 Présentation du projet et de ses objectifs

Le projet RECYLUSE vise à favoriser la transition écologique, économique et sociale vers l'économie circulaire par la promotion de la réparation et de la réutilisation en analysant les représentations des

acteurs et singulièrement celles des usagers et en structurant une solution partenariale qui puissent lever les résistances et difficultés identifiées.

Il s'est plus particulièrement intéressé aux tiers lieux que sont les initiatives de l'économie sociale et solidaire (les recycleries, les repair-cafés, les lieux de réparations spécialisés), en essayant de comprendre comment elles s'inséraient dans leur environnement, dans une possible dynamique territoriale. Les études de cas ont été choisies parce que la pluralité de ces initiatives ne constituait pas d'emblée un écosystème opérationnel du réemploi et de la réparation à l'échelle locale et qu'il s'avérait pertinent de voir comment elles interagissaient ou non ensemble, avec le tissu économique local et surtout avec les collectivités locales.

Dans le même temps, le projet a cherché à comprendre les déterminants et résistances des usagers/non usagers vis-à-vis des activités de réparation pour savoir :

- De quelle manière faire adhérer les consommateurs de produits manufacturés dont les profils sont différents ?
- Comment mieux les intégrer sur les réseaux de réparation/réutilisation ?
- Comment stimuler la collaboration d'acteurs hétérogènes dans le cadre de living labs ?
- Comment mieux outiller la prise de décision autour de structuration de « réseaux territoriaux de réparation » ?

Cela permettait d'une part de connaître les modalités de recours à la réparation et les attentes des citoyens à l'égard des initiatives la favorisant. D'autre part, cette double approche donnait à comprendre les différentiels entre la projection des porteurs de projet et la manière des citoyens de penser la réparation/réutilisation.

RECYLUSE s'est appuyé sur deux études de cas afin d'appréhender et de qualifier ces déficits de légitimité (par le recours à des questionnaires, des observations et des entretiens semi-directifs avec les représentants des recycleries, les pouvoirs publics, les usagers et non utilisateurs). La matière recueillie par les diagnostics a permis de créer des living labs sur les deux territoires, intégrant des professionnels de la réparation/réutilisation, des concepteurs et des utilisateurs. Ces living labs ont permis l'échange de savoir-faire et de savoirs entre les parties prenantes impliquées. Ils semblent être une modalité adéquate pour modifier des représentations et ainsi débloquer certaines résistances et créer des pistes d'innovation territoriale.

Cette recherche doit *in fine* permettre aux opérateurs existants et aux collectivités de trouver des modalités de meilleure appropriation des projets par les usagers (feuille de route partagée pour la recyclerie du futur qui inclue les usagers/non usagers, concepteurs, pouvoirs publics ; caractérisation des biens et des pratiques) en étant attentifs à la durabilité du processus (élaborer un modèle d'affaire viable et innovant, faire participer les consommateurs, créer de la valeur territoriale, diminuer les impacts environnementaux négatifs de nos modes de consommation).

RECYLUSE revêt une ambition interdisciplinaire forte notamment à la fois dans la structuration de la méthode et l'élaboration des résultats. Cela passe par un véritable travail commun sur le terrain des chercheurs en sciences pour l'ingénieur et des chercheurs en sciences sociales.

Ce projet se situe à l'intersection de trois enjeux soulevés par l'appel Transition écologiques, économiques et sociale de l'ADEME :

- faciliter le passage de l'hyperconsommation à une consommation moins impactante en qualité et en quantité (meilleure considération des activités de réparation et des objets issus du processus),
- mieux associer le consommateur à la gestion des déchets,
- et permettre la transition d'initiatives isolées portées essentiellement par des associations, soutenues à des collectivités (niche) à une démarche ancrée dans l'économie et les systèmes locaux (réseaux territoriaux de réparation).

1.3. Rapide présentation des sites d'étude

Deux territoires ont été étudiés de concert : l'un avant tout associé à une volonté de traiter les déchets et de trouver des voies de valorisation, la communauté d'agglomération du Pays Basque, l'autre de permettre l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté, la communauté de commune « Cœur de Savoie ».

La communauté de communes Cœur de Savoie (43 communes rurales et urbaines, 35000 habitants) est un EPCI née en 2014 après 10 années de coopération entre les quatre précédentes communautés de communes autour des thématiques du développement agricole, touristique et économique. Cœur de Savoie porte un projet de développement durable territorial confirmé par les labels Territoire à énergie positive (TEPOS) en novembre 2015, doublé d'une labellisation Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) en juillet 2016.

En octobre, 2016, Cœur de Savoie a déposé sa candidature pour l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée (ETCLD). Parmi les 6 champs d'action identifiés comme porteurs d'activités nouvelles et d'emplois, « la réduction et la valorisation des déchets et le renforcement de l'économie circulaire territoriale » trouve écho dans le projet RECYLUSE.

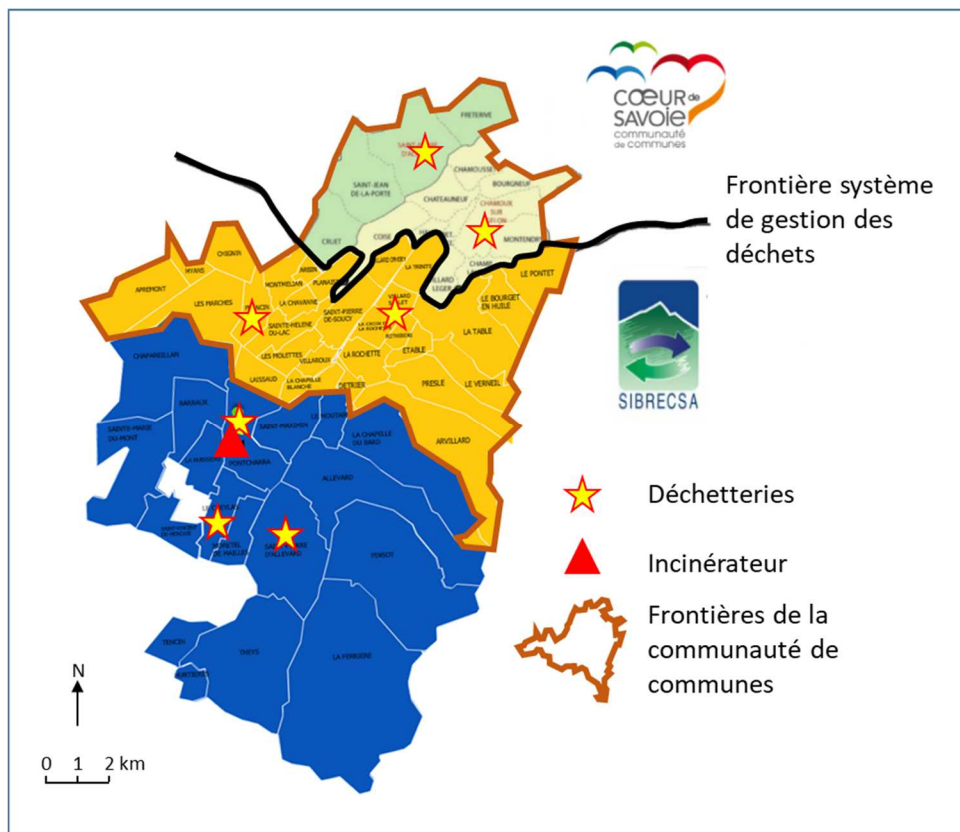


Figure 1 – Carte de situation de la communauté de communes

La communauté d'agglomération du Pays Basque est un territoire comprend 158 communes (dont Bayonne, Anglet, Biarritz ou Mauléon), soit 309 723 habitants. Le syndicat mixte de gestion des déchets du Pays Basque Bil Ta Garbi (avec lequel le partenaire APESA est en étroite collaboration) s'est montré particulièrement intéressé pour être terrain d'étude du projet.

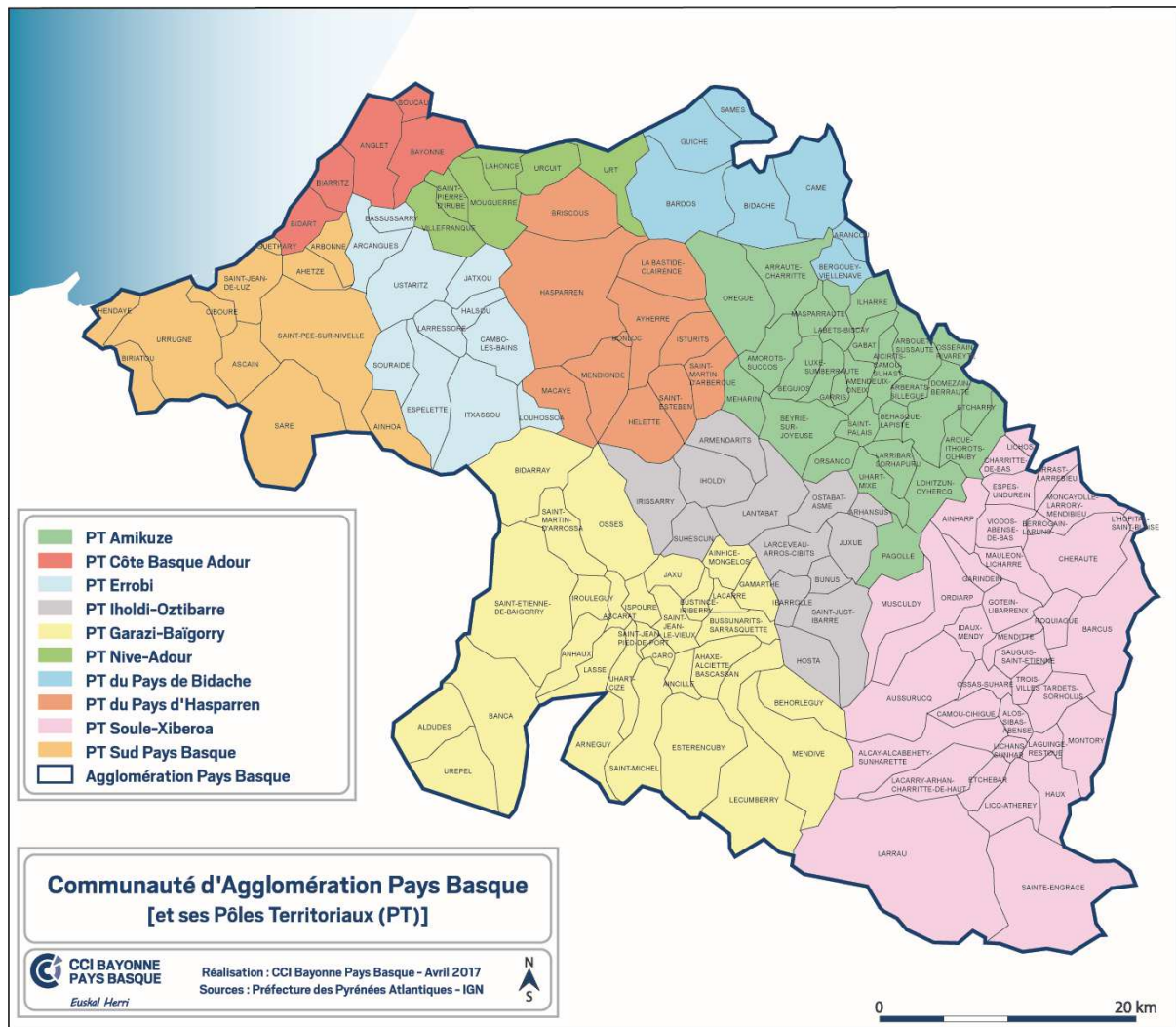


Figure 2 – Carte de la communauté d'agglomération du Pays Basque

Ce territoire présente pour le projet RECYCLUSE trois intérêts majeurs :

(1) le syndicat responsable du traitement des déchets, Bil Ta Garbi, traitant les déchets de l'agglomération, est en pleine phase de réflexion sur la mise en place d'une politique favorisant la réparation et le réemploi des produits en fin de vies. Il a ouvert en 2013 deux pôles de valorisation des déchets, Canopia et Mendixka, qui permettent de réduire de moitié les déchets enfouis. Il a de plus créé un partenariat avec Emmaüs en 2010. Enfin, il s'agit d'un territoire particulièrement dynamique quant au nombre d'acteurs agissant dans le domaine des 3R (citons parmi eux les trois acteurs majeurs rencontrés par le consortium du projet : Emmaüs, SELgarekin, Recycleco...) et deux recycleries sont en cours de montage (à Bayonne et sur Hendaye).

(2) Le projet porté par le syndicat a été labellisé en 2015 « Territoire Zéro Déchet, Zéro Gaspillage » par le ministère de l'environnement. Ce projet a pour objectif d'intégrer l'ensemble des acteurs du territoire (porteurs de projet, citoyens, entreprises, collectivités) dans la gestion des déchets sur le territoire basque.

(3) Au 1^{er} Janvier 2017, l'ensemble des dix intercommunalités préexistantes du Pays Basque se sont regroupées au sein d'une communauté d'agglomération unique. Cette nouvelle institution territoriale doit notamment permettre une gestion efficace des déchets sur l'ensemble du territoire.

1.4. Présentation des livrables, des workpackages et de l'agenda

Le projet a été divisé en quatre lots (voir le schéma ci-dessous) afin de pouvoir allier un travail de diagnostic permettant d'identifier les différents acteurs du territoire impliqués dans une dynamique de réutilisation/réparation, de comprendre quels sont les verrous institutionnels, organisationnels et au niveau des comportements des usagers et la réalisation de living labs pour faire travailler de concert des parties prenantes diverses sur différentes échelles de la réparation.

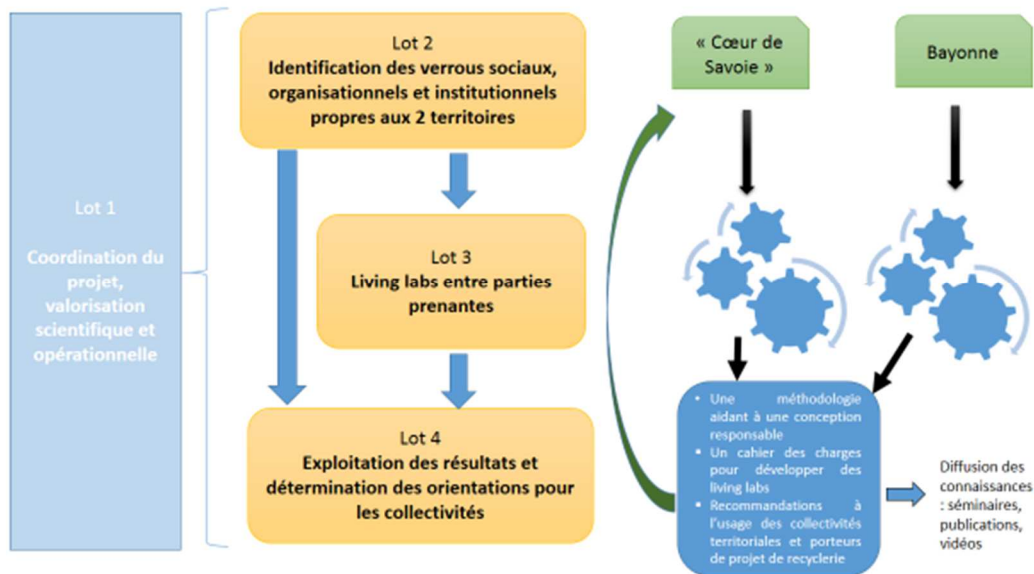


Figure 3 - Les différents lots du projet

Le calendrier de réalisation du projet a été décalé en raison notamment de difficultés de retranscription (une entreprise sous-traitante ayant fait défaut en septembre et accusant un certain retard dans le travail donné) et de diffusion du questionnaire.

	2018												2019												2020	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
Lot 1 – Pilotage																										
L 1																										
Lot 2 – Verrous																										
--- Sous tâche 2.1																										
--- Sous tâche 2.2																										
--- Sous tâche 2.3																										
L 2																										
Lot 3 – Living Labs																										
--- Sous-tâche 3.1																										
--- Sous-tâche 3.2																										
L 3																										
Lot 4 - Exploitation																										
--- Sous-tâche 4.1																										
--- Sous-tâche 4.2																										
L 4																										

Figure 2 - Calendrier révisé

Apparaissent en rouge la date des livrables.

La case avec la lettre M constitue la mise à jour du diagnostic avec l'ensemble des éléments recueillis et analysés sur les usagers/non usagers.

La case F correspond à la fin de la mise en palces living labs.

1.5. Plan de présentation des résultats

Pour présenter l'ensemble des résultats que nous avons recueillis nous avons combiné des approches descriptives et analytiques.

Aussi la partie 2 est dédiée dans un premier temps à la présentation des résultats obtenus via les diagnostics territoriaux et qui donnent un aperçu de l'offre existante sur les territoires en termes d'initiatives de réparation réutilisation. Dans un second temps, le curseur est pointé sur la « demande » ou plutôt l'appréhension par les habitant.e.s. des territoires de la réparation, des espaces qui y sont dédiés, des motivations à la réparation/réutilisation.

La partie 3 expose la méthodologie et le travail mené lors des living labs sur les deux sites d'études. Les trois niveaux de living lab sont exposés en détail et sont tirés un certain nombre de conclusions sur les apports que ces formes méthodologiques ont apporté.

La partie 4 combine l'analyse des résultats des différentes données recueillies et monte en généralité pour comprendre comment la réparation s'inscrit ou non sur les territoires, au regard de l'engagement des différents acteurs, des ressources déployées et des difficultés rencontrées comme la dépendance du sentier (le fait qu'avoir investi dans des infrastructures coûteuses et longues à amortir réduit le champ des possibles et l'accélération de la transition dans la gestion des déchets).

La partie 5 présente une brève conclusion, suivie de recommandations qui ont été ensuite développées dans un document à part (policy brief de l'ADEME).

2. Pratiques et offres de réparation sur les territoires : état des lieux

Nous présenterons ici les résultats obtenus dans le cadre du lot 1 qui visait à comprendre d'une part comment s'agençaient les acteurs et les initiatives sur chaque territoire d'étude et d'autre part la manière dont la réparation et les recycleries/ressourceries étaient appréhendées par les consommateurs en général.

2.1. Diagnostics de territoire sur les enjeux de réparation/réutilisation : l'offre de réparation

Cette sous-partie donne à voir d'une part le cadre théorique et méthodologique mobilisé, ainsi qu'une analyse des réseaux d'actions impliqués dans la réparation/réutilisation, de l'état d'avancement et de maturité des projets de recyclerie sur chaque cas d'étude. Des premières réflexions sont mises en évidence, parfois singulières à un cas, parfois commune aux deux cas. L'ensemble de ces analyses permet de comprendre le niveau d'insertion territoriale des différentes initiatives.

2.1.1 Cadre théorique

Nous avons décidé de nous nourrir de plusieurs sources théoriques, car cela permet d'allier les compétences des deux chercheurs en sciences sociales présents dans le projet. Dans le même temps ce projet est une recherche qui se situe au croisement de plusieurs champs puisqu'il s'agit à la fois de comprendre les leviers ou freins institutionnels et organisationnels à l'échelle d'un territoire tout en les confrontant au processus d'adaptation, de résistance, de changements de comportement à l'échelle individuelle. La sociologie de l'action publique (Lascoumes, Le Galès, 2007) nous permet en cela de décrypter l'action menée par les autorités publiques locales sur la question du déchet et plus particulièrement en matière de réparation/réutilisation et de voir les interrelations qui peuvent se tisser ou non avec les acteurs, les appropriations ou détournements de la règle, les alliances qui peuvent se nouer pour élaborer des solutions originales.

Mais s'intéresser au déchet dans les processus de transformation matériel/physique et symbolique/immatériel qu'il subit au travers de la réparation/réutilisation demande de travailler sur des échelles plus fines et de mobiliser la sociologie des sciences et des techniques. Celle-ci nous donne à lire et à comprendre les liens et tensions entre des objets techniques et les usages (domestication, débordement) (Akrich, 2010) mais aussi entre la volonté du concepteur/créateur et le désir du consommateur, usager ou consomm'acteurs (usagers qui s'implique dans les ateliers de réparation). Ce regard peut être enrichi par la sociologie des usages et de la consommation (étude des processus d'appropriation ou de résistance) (Desjeux, 2006) que nous utiliserons particulièrement au moment de l'exploitation du questionnaire. Ces champs de références offrent la possibilité d'aller plus loin dans l'étude particulière de ce pan de l'économie circulaire pour :

- Étudier la manière dont l'objet et l'assignation qui lui est donnée par les différents acteurs évoluent au long du processus de réparation, réutilisation et re-conception
- Comprendre les rouages de l'innovation potentielle au fil des arrangements entre acteurs dont les intérêts différents peuvent créer des résistances ou des tensions.

Ce regard pluriel nous amène également à structurer des méthodes qui permettent d'une part de collecter des données pertinentes en fournissant les outils d'analyse nécessaires. De ce fait le travail interdisciplinaire alimente ce travail méthodologique parce que les sciences pour l'ingénieur vont poser des questions, adopter des postures épistémologiques différentes, qui par réflexivité induisent le chercheur de sciences humaines à s'interroger, à s'adapter, à trouver des voies de compromis et de travail commun. Les deux approches sont complémentaires car, en interrogeant les contextes socio-territoriaux, les sociologues conduisent les sciences pour l'ingénieur à questionner les schèmes explicatifs qu'ils mettent en avant pour expliquer l'innovation, à savoir des approches surtout cognitivistes et économiques ; la réflexion sur les déterminants socio-politiques de l'action permet de se représenter que ce qui est pensable et envisageable d'un point de vue technique et économique

peut rencontrer des freins et des blocages d'ordre politique (absence de bénéfices symboliques pour certains acteurs, conflits organisationnels...).

Notre approche se situe au niveau méso et macro-territorial afin de comprendre les relations entre les acteurs impliqués dans la réparation/réutilisation, d'analyser la représentation qu'ils entretiennent de leur activité et de leurs (potentiels) usagers.

Périmètres pour l'action évolutifs: un moyen de comprendre comment les acteurs interagissent dans le temps et dans un territoire donné

Les terrains ont également été analysés en termes de mobilisation des ressources lors des différentes phases de structuration selon le cadre d'analyse des projets territoriaux proposé par Gobert et Allais (2016 ; 2019). Ce cadre d'analyse s'intéresse aux dynamiques de mobilisation de ressources lors de projets ancrés dans des territoires. Ce cadre considère à la fois les ressources matérielles et immatérielles mise en commun par les partenaires d'un projet et la mobilisation des ressources du territoire.

L'analyse est structurée au travers des différentes temporalités du projet et de la mobilisation des actifs territoriaux (ressources matérielles et immatérielles). Avant l'existence du projet (temps 0), le territoire compte des acteurs, des réseaux et des caractéristiques particulières potentiellement mobilisables. Va émerger un besoin ou se construire une stratégie chez un ou plusieurs acteurs qui s'inscrivent déjà dans des relations et des réseaux (temps 1). Ils vont chercher à les activer, à créer d'autres relations pour trouver de nouveaux acteurs porteurs d'actifs nécessaire au lancement du projet comme des financeurs (gouvernement, banques...), s'entourer d'expertises (université, bureau d'étude...). Le périmètre pour l'action va se créer en fonction des objectifs du projet et de l'ajout de ces nouveaux partenaires. Dans la phase projet (temps 2), l'activation des partenaires du réseau et l'association des compétences externes manquantes à la bonne application du projet, vont donc concrétiser ce périmètre pour l'action défini collectivement par les partenaires. On peut concevoir également un temps de l'après-projet (temps 3) qui est une évolution du temps 0 : le réseau construit redevient un réseau latent mobilisable pour un nouveau projet ou, au contraire, en cas de conflit ou d'échec, les relations sont rompues.

Le concept de périmètre pour l'action émerge de cette analyse des dynamiques d'acteurs d'un projet. Nous voyons ainsi que le périmètre pour l'action n'est pas continu et s'inscrit dans une histoire à la fois héritée (réseaux construits antérieurs, périmètre géographique, filière...) (temps 0) et construite lors des phases de structuration (temps 1) et de réalisation d'un projet (temps 2) puis redevient un potentiel à mobiliser (temps 3). Nous rejoignons ainsi la notion de territoire en construction perpétuelle défendue par Glon et Pecqueur (2006).

Ce cadre d'analyse a été mobilisé de manière partielle en tant que support à la construction de guides d'entretiens pour les deux terrains. A terme, il s'agit de constituer une base de cas. En effet, nous faisons l'hypothèse que des modèles pourraient émerger (problématiques, typologie d'acteurs, portefeuille spécifique de ressources mobilisées...) pouvant être utilisés comme outil d'inspiration pour les acteurs de projets de recycleries.

2.1.2 Méthodologie

Pour chaque cas d'étude la socio-genèse des recycleries et de leurs relations avec les autres actions du territoire a été réalisée grâce à des entretiens auprès des acteurs qui sont impliqués ou concernés par les activités de réparation/réutilisation, ainsi que des entrepreneurs locaux (19 entretiens semi-directifs par terrain – voir les tableaux ci-après).

Chaque entretien a d'abord fait l'objet d'un mail auprès de l'interlocuteur visé, puis d'une prise de rendez-vous qui la plupart du temps s'est effectué dans les locaux mêmes d'exercice de l'activité de la personne interrogée. Ce qui a permis dans certains cas de coupler l'entretien avec une visite de site, de mieux s'approprier les lieux, les méthodes d'occupation de l'espace qui constitue un enjeu majeur pour le sujet étudié (espace de vente, espace de stockage, espace de livraison des ressources/déchets...). Chaque structure adopte son propre aménagement et procède à des prises en main singulières des objets déchus par leurs anciens propriétaires ou méritant une réparation. Ce tour de site donne aussi l'occasion de revenir sur certains éléments de l'entretien.

Les entretiens ont duré entre une et deux heures sauf contraintes particulières de l'interlocuteur.

La grille d'entretien comprenait les thématiques suivantes :

- Définition du rôle de l'acteur dans le projet de recyclerie et ses relations avec les autres partenaires.
- Comment s'inscrit la recyclerie/l'activité de réutilisation/réparation dans son environnement et plus particulièrement dans la politique de gestion des déchets locale?
- Le projet jouit-il d'une reconnaissance à la fois par les acteurs publics, privés et par la population?
- Quels sont les freins identifiés par les acteurs et comment pensent-ils les résoudre?
- Leurs attentes et leur implication éventuelle dans la mise en place de living labs.

Ces thématiques ont été aménagées lors des entretiens avec les collectivités, puisque l'objectif visé à leur rencontre était de comprendre comment s'inscrivait la logique de réparation/réutilisation dans leurs politiques sur le déchet.

Cette première tâche a permis de déterminer les verrous organisationnels et institutionnels que peuvent rencontrer les porteurs de projet de recyclerie, de définir les ressources qu'ils mobilisent, leurs appréhensions des usagers et non usagers.

	Fonction de l'interlocuteur	Institutions/entreprise
Entreprises	Concepteur Menuisier (récemment installé)	API-R BOIS
Structures œuvrant dans la valorisation des déchets	Co-directeur	Emmaüs
	Directrice de site	Nantet – recyclage déchets
	Conceptrice et directrice de site	Recyclerie R de Récup
	Directeur	Chantiers valoristes
	Directrice	Sibresca
Institutions publiques Représentants des collectivités Elus	Directeur	Tri'alp
	Elu et porteur de projet Zéro chômeurs de longue durée, ancien porteur de projet de recyclerie (Grenoble)	mairie de Fréterive
	Cheffe de service déchet cœur de savoie	CC Cœur de Savoie
	Chargée de mission économie circulaire en charge du projet TZDZG	Agence régionale – Pays de Savoie
Initiatives autour de la réparation/réutilisation	Chargé de mission accompagnement économique entreprise région	Agence régionale – Pays de Savoie
	Porteur projet recyclerie la salamandre	Chômeur de longue durée
	Responsable atelier vélo	Roue Libre
	Responsable atelier textile	Fibr'Ethik

	Responsable repair café	Bien vivre en Val Gelon
Associations du territoire	Directrice	Association Cantonale d'Animation de la Combe de Savoie
	Membres de l'association	Régie de territoire
Développeurs d'outils numériques (non intégrés dans l'analyse)	Consultant recyclerie (formation et outil logiciel)	CAP3C
	Fondateur plateforme vente produit en réemploi	VERTUOSE

Figure 4- Liste des entretiens effectués en Savoie

	Fonction assurée par la personne interrogée	Structure
Institutions publiques Représentants des collectivités Elus	Directeur	Delta Voile
	Cheffe de projet environnement - responsable DD marque Tribord	Décathlon
	Encadrant technique	Twirind'ola
	Chargées de mission	Bil ta Garbi – Syndicat de gestion des déchets
	Directeur + chargée de mission	Conseil de développement
	Maire Adjoint à la mairie de Hendaye. Conseiller communautaire	Mairie de Hendaye
	Chargées de mission DD et ESS	CA Pays Basque
	Chargée de mission	PTCE
	Directrice chargée des déchets	CA Pays Basque
Associations du territoire	Association de défense de l'environnement	BIZI
Initiatives autour de la réparation/réutilisation	Porteuses de projet d'une recyclerie – Ekia	Projet de recyclerie
	Directrice	API'UP
	Présidente + couturière	Association de couturières. Orratzetik Hari
	Porteur de projet	Y'a Matière – Projet de recyclerie qui n'a pas vu formellement le jour
	Directeur	AIMA
	Porteuse de projet d'une recyclerie	Recycl'arte
	Directeur	Emmaüs Tarnos
	Porteur de projet d'une potentielle recyclerie	BIZI
Directeur	Le Hangar du Sport	

Figure 5 - Liste des entretiens effectués au Pays Basque

Afin de mettre à jour notre connaissance de la dynamique autour de la réparation, nous avons effectué de nouveaux deux entretiens auprès de deux porteurs de projet que nous avons déjà rencontrés lors de notre précédente session d'enquête. Entre temps, leur projet a pu évoluer : il s'agit du président de KonponTxoko, association organisant des repair café et des ventes d'objet de seconde main en plein air à Bayonne et du président de BAB La Recycle'Rit, projet de recyclerie sur Bayonne.

Deux entretiens ont également été effectués avec des représentantes des éco-organismes (Valdélia et Ecomobilier).

2.1.3 Diagnostic territorial de la communauté de communes de Cœur de Savoie

Le réseau d'acteurs agissant sur la question du déchet, de sa réutilisation voire de sa réparation

A l'échelle de la communauté de communes de Cœur de Savoie, il n'y a pas de réseau formalisé d'acteurs sur la réparation/réutilisation, mais un ensemble d'initiatives en émergence, des acteurs engagés à titre individuel ou collectif dans des activités visant le détournement d'objets (*upcycling*), la récupération et la réparation. Bien que ces initiatives se matérialisent autour de l'intention de créer moins de déchets et d'en faire une ressource, cette motivation prend selon les intérêts propres des acteurs une place différente. Malgré l'absence de réseau structuré, il existe cependant des interactions dont nous analyserons plus tard la nature, interactions qui tendent à créer les prémisses d'un réseau sur ces questions. Il existe plusieurs réflexions et initiatives sur le territoire :

- Fibr'Ethik, activité d'éco-marquinerie réalisée par la régie de territoire au travers d'un chantier d'insertion, qui utilise des bâches non fibrées qui avaient été d'abord utilisées comme support de communication. L'activité est gérée par la régie de territoire et avait été essentiellement créée au départ pour avoir des emplois d'insertion destinés avant tout aux femmes.
- Le projet de café de réparation porté par un collectif initial de trois hommes, réparant ponctuellement chez eux, ayant déjà eu pour certains une expérience ailleurs de *Fab lab*. Ils se sont adossés à une association existante pour bénéficier des autorisations nécessaires.
- L'activité professionnelle d'*upcycling* d'un jeune ingénieur qui a souhaité faire une reconversion professionnelle dans la menuiserie et qui cherche à développer sa clientèle et son réseau.
- L'antenne de Montmélian de l'association Roue Libre basée à Chambéry. Souhaitant avant tout promouvoir la mobilité en vélo, auprès des habitants et des collectivités, les personnes initiatrices de ce projet se sont associées à une association déjà établie, Roue libre pour bénéficier de leur expérience. Il s'est avéré que les « vélo-bricolades », ateliers de réparation des vélos, étaient un des moyens les plus utiles pour attirer les gens et mobiliser sur la question du vélo.

La recyclerie : un objectif à atteindre sur le territoire Cœur de Savoie

Le projet a été pensé au départ au sein de la régie de territoire parce ce type d'activité aurait pu permettre le retour à l'emploi de personnes en situation de chômage. Finalement à l'époque, ce sont deux autres activités qui ont été retenues comme chantiers d'insertion : l'entretien des espaces verts et la petite maçonnerie d'une part et un projet d'éco-marquinerie à base de bâches non fibrées récupérées auprès des entreprises, distributeurs ou collectivités d'autre part.

Le projet est réapparu lors de la réflexion autour de l'appel à projet Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) d'octobre 2016. De fait les acteurs impliqués dans la réflexion initiale au sein de la régie étaient également impliqués au sein d'associations caritatives. Ces dernières se sont mobilisées pour répondre collectivement à l'appel à projet TZCLD. Différents acteurs du territoire ont été consultés, dont la communauté de communes qui est devenue une partie prenante, les industriels en charge du traitement et la valorisation des déchets...

« Il était venu un peu nous expliquer le contenu de son projet en disant : vous êtes une entreprise du territoire, est-ce que on peut faire cohabiter notre projet à nous politiques, avec votre projet d'entreprise. Donc on lui avait dit qu'y avait certainement des choses à développer, l'objectif n'étant pas de venir en concurrence de nos activités, mais plutôt de développer et créer des activités complémentaires. » (Représentante d'une entreprise de valorisation des déchets)

Le portage de la recyclerie devait être réalisé par un Etablissement à But d'Emploi créé pour le projet TZCLD. Au départ l'expérimentation devait concerner l'installation de recycleries dans les déchetteries sur le modèle de ce qui existait déjà à la Régie de quartier de Grenoble-Villeneuve, projet initié et développé par un membre du collectif.

« Il y a quelque chose de très intéressant auquel j'ai participé au début des années 2000 – 2003-2004-2005 – qui était la mise en place de la ressourcerie de Grenoble. J'étais, à l'époque, Président de la Régie de quartier de Grenoble-Sud, Villeneuve et on s'était proposés pour mettre en place dans chaque déchetterie des chalets de réemploi. Lorsque les voitures arrivaient, elles ouvraient leur coffre et il y avait un agent de réemploi – je ne sais pas comment on les appelait à l'époque – qui regardait ce qui pouvait être réutiliser avant le dépôt, le jet dans les bennes parce qu'une fois que c'est jeté dans une benne, c'est déjà cassé et ce n'est plus réemployable. On a développé ce service qui a été repris par la Communauté de communes. » (Entretien avec un élu de Fréterive)

Malgré l'effervescence territoriale, le projet TZCLD dessiné par les acteurs du territoire de Cœur de Savoie n'a pas été retenu dans la première vague des projets acceptés. Ce refus n'a pas dissuadé les parties prenantes autour de la table. Un porteur de projet, chômeur de longue durée, a été identifié pour faire mûrir l'idée. Elles ont décidé de continuer à y travailler, laissant le porteur de projet préciser mieux la forme, réaliser une étude marché, une étude des gisements et des partenaires potentiels. L'objectif était de conserver la dynamique initiée sur le territoire et de pouvoir soumettre de nouveau une réponse à un potentiel deuxième appel à projets TZCLD en intégrant cette activité recyclerie.

Aussi le projet de recyclerie est-il toujours d'actualité. « Le soutien à la création d'une ressourcerie » est inscrit dans le Plan de Prévention des Déchets de la communauté de communes de Cœur de Savoie (pour le territoire dont elle gère les déchets). La collectivité s'y inscrit comme accompagnateur, c'est-à-dire qu'elle se positionne pour superviser le projet de création d'une filière « ressourcerie », mettre en place la filière de récupération d'objets en déchèterie (celles de Saint Pierre d'Albigny et Chamoux) et à sensibiliser les habitants sur l'existence d'un tel lieu.

Les acteurs industriels du traitement des déchets ont été consultés lorsque les premières réflexions sur le projet Territoire Zéro Chômeurs de longue, puis associés à la première réunion du projet RECYLUSE en janvier 2018. Ils sont en attente, dans la mesure où ils considèrent qu'il existe un potentiel d'action et un gisement qui n'est pas épuisé par le fonctionnement des éco-organismes. Ils sont parfois engagés sur des territoires à proximité de Cœur de Savoie sur des actions visant à promouvoir la réutilisation, le réemploi et la réparation.

« Sur cette déchèterie [à Aix les Bains] on a un casier réemploi, parce que là on avait bossé en amont avec les Chantiers Valoristes sur le projet (...) Donc le principe c'était : notre responsable de la déchèterie pro met de côté dans ce box des déchets qu'il estime réemployables. Et ensuite les chantiers Valoristes passent de temps en temps pour collecter, récupérer ce qu'on a mis de côté. » (Représentante d'une entreprise de valorisation des déchets)

**Informations issues du dossier de présentation du projet la Salamandre d'octobre 2017
(Fuentès, 2017)**

Le projet La Salamandre a été pensé comme un Atelier Chantier d'Insertion (ACI) sous le format Structure d'Insertion par Activité Economique (SIAE) acteur de l'économie circulaire. Ce projet s'adresse aux personnes du territoire privées d'emploi depuis plus d'un an pour créer des activités utiles aux habitants, non concurrentes des emplois existants et qui répondent aux besoins du territoire. La recyclerie a pour fonction

1. de collecter les produits en fin de vie auprès des particuliers, lors de débarrassages, dans les braderies ou dans les déchetteries ;
2. de valoriser ces produits par le réemploi, la réutilisation ou le recyclage ;
3. de vendre ces produits à bas prix pour générer des ressources et du lien social ou d'exposer les objets valorisés et
4. de sensibiliser à ces pratiques à travers différents canaux (ateliers, réseaux sociaux...).

Au moment de l'enquête au premier semestre 2018 le porteur de projet était à la recherche de locaux suffisamment spacieux pour accueillir les activités de tri, de réparation, de démantèlement et de créativité d'une part, la boutique et la réception des déchets. Ce choix de locaux s'avère toujours délicat à la fois en termes de situation géographique (faut-il se situer dans une zone industrielle, dans une zone

commerciale ?), de nombre de mètres carrés disponibles (faut-il d'emblée choisir des grands locaux et y réaliser les investissements nécessaires ? Faut-il dissocier les activités ?), etc. Or les réponses à ces questions ne semblaient pas faire l'objet d'un consensus, sans doute parce qu'elles n'avaient pas été posées explicitement à toutes les parties prenantes simultanément. Aussi le soutien de l'agglomération pour trouver les locaux disponibles via leur service développement économique ne correspondait pas toujours aux attentes du porteur de projet et à la projection qu'il avait de la recyclerie.

Au cours de l'année 2019, un local permettant de répondre aux problématiques de fin de bail pour les activités de la régie de territoire (Fibr'ethik et l'entretien d'espaces verts) et d'implantation de la recyclerie avait été identifié. Les démarches étaient en cours pour la réalisation et le plan de financement des aménagements nécessaires à la mise en conformité de cet espace.

La problématique de la gouvernance

La gouvernance du projet est longtemps restée problématique et a constitué l'un des freins à la concrétisation du projet de recyclerie. Les relations entre le porteur de projet et la communauté d'agglomération sont soumises à certaines incompréhensions, en raison de cadres cognitifs qui ne se recourent pas entièrement entre :

- les attentes d'une administration (qui attend la présentation d'un modèle d'affaires conforme à ce qu'elle est habituée à voir, qui a une certaine vision du réseau de partenaires...),
- un homme fortement impliqué sur le projet avec des compétences techniques avérées, ayant suivi différentes formations pour monter la recyclerie, mais qui reconnaît ne pas pouvoir porter tout l'aspect administratif,
- des associations caritatives ou d'action locale qui souhaitent laisser au porteur de projet le temps de structurer l'initiative, considérant qu'il s'agit d'une montée en compétences pour ce dernier, même si le processus est parsemé d'hésitations et de difficultés.

La solution d'un "chapeautage" de l'initiative par une recyclerie récente qui s'est créée sur Pontcharraⁱ, R de Récup, a donc émergé. Cette solution présentait plusieurs avantages : permettre une synergie entre les deux lieux, sachant que le projet de Cœur de Savoie souhaite intégrer une dimension de réparation et d'*upcycling* non présente sur Pontcharra ; réduire les frais de structure, afférents notamment aux services supports que sont la comptabilité et les ressources humaines. Au demeurant, cette alliance qui reposait sur le principe que la directrice de R de Récup devienne la directrice administrative tandis que le porteur de projet de Cœur de Savoie joue le rôle d'encadrant technique se heurtait à des difficultés administratives et conjoncturelles : la difficile capacité de la directrice à dégager du temps pour la structure située sur Cœur de Savoie, la géographie de l'attribution des aides par les DIRRECTE (Direction régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) qui respecte les limites départementalesⁱⁱ.

Une troisième voie, adoptée aujourd'hui, est celle du portage du projet de recyclerie par la régie de territoire, car la régie est une structure déjà habituée aux chantiers d'insertion et elle est située à Saint Pierre d'Albigny, sur le territoire de la communauté de commune. Le porteur du projet, sans emploi, est ainsi devenu salarié de cette structure.

Le contenu du projet a ainsi peu évolué depuis sa définition mais le portage a été modifié à plusieurs reprises. Malgré le travail de diagnostic effectué à différents moments de la réflexion sur la recyclerie, le projet s'intercale pour l'instant relativement peu avec les autres actions existantes ou en voie de structuration sur la réparation. Les autres acteurs restent en attente.

L'enjeu du parrainage : conseiller et aider

Les acteurs du Grand Chambéry (Trialpⁱⁱⁱ, les Chantiers valoristes^{iv}), l'animatrice du projet Territoire Zéro Déchets sur les agglomérations voisines^v sont souvent cités au cours des entretiens à titre individuel ou en tant que personne morale, parce qu'ils ont conseillé, aidé, mis en relation les acteurs du territoire de Cœur de Savoie à mieux définir leurs intentions, à se former sur la question de la valorisation du déchet, à comprendre les enjeux spécifiques de l'insertion dans les pratiques de traitement de déchets. Nous pouvons considérer à ce titre qu'ils font figure de parrains, parce qu'ils sont dotés d'une expérience et d'un réseau qui peut bénéficier à ceux qui viennent vers eux. Aussi, les exemples de proximité (R de Récup) et les « parrains » proches tout en étant extérieurs à la dynamique territoriale s'avèrent-ils

vraiment des acteurs clés. Leurs réalisations concrètes, visibles et reconnues les dotent d'une légitimité pour ceux qui veulent suivre leurs voies ou ouvrir des nouvelles pistes sur la réutilisation/réparation.

La position de parrain peut, à un moment donné, contribuer dans la suite du projet à tisser des partenariats ou à trouver des *modus operandi* par lesquels chacun respecte le périmètre de l'autre et sa mission.

« Moi, Emmaüs, chaque fois que je les ai rencontrés en disant : on ne voudrait pas vous faire de la concurrence. La première chose qu'ils m'ont dite c'est : il n'y en a pas, et qu'est-ce qu'on peut faire pour vous ? Nous, dès qu'il y a du social, dès qu'il y a tout ce qu'il faut, on vous aide. Ils sont assez extraordinaires, franchement. Donc là, le lien, c'est qu'on leur laisse cette déchetterie et puis on montre aussi aux collectivités qu'on est capable de collaborer tous ensemble. Je trouve ça plutôt pas mal. Ils sont très proches en termes de territoire et cette déchetterie est très proche de leur site donc ça prend du sens aussi. C'est-à-dire en termes de kilomètres, d'impact, tout ça, ça nous paraît beaucoup mieux. » (Entretien avec la représentante d'R de Récup)

L'exemple qui marche à Pontcharra. Un idéal à atteindre ?

La recyclerie R de Récup est présentée par de nombreux acteurs du territoire rencontrés au cours de l'enquête comme l'exemple à suivre, notamment par sa proximité, par son aménagement intérieur « qui donne envie » et son fonctionnement. Situé à Pontcharra, dans le département de l'Isère, et sur le territoire géré par le SIBRECSA, cette recyclerie a vu le jour en 2017. Elle connaît un succès certain en termes de fréquentation et d'organisation, puisque la structure a réussi à créer plusieurs emplois en insertion. Elle a intégré une partie de réparation, dès lors que les objets apportés sont facilement réparables. Ils sont dans le cas contraire renvoyés en filière de recyclage. En outre un projet de Repair'cafés a été monté pour traiter les équipements électroménagers.



Figure 6 – Photos prises dans l'espace boutique d'R de Récup (Gobert, 2018)

R de Récup n'est pas considéré comme un concurrent du projet de recyclerie sur Cœur de Savoie malgré la relative proximité à Montmélián (14 minutes en voiture) et à Saint Pierre d'Albigny (26 minutes) parce qu'ils sont situés sur des vallées différentes et des bassins de vie qui ne sont pas intégrés. En outre l'accessibilité ne peut se réduire à l'accessibilité géographique. Pour la question de la réutilisation/réparation elle répond à des pratiques et à des comportements d'usagers que le volet quantitatif de l'enquête met en exergue.

Même si R de Récup entretient des liens avec Emmaüs, sa directrice revendique sa différence et s'inscrit dans une autre dynamique. Elle veut clairement s'en distinguer par la manière de présenter les objets en boutique (volonté de créer un circuit de circulation des clients, de reconstituer des petits espaces intérieurs à l'image de ce que fait IKEA), de rendre chaleureuse sa recyclerie (en intégrant un espace café, en créant des moments festifs). Ce choix de faire autrement a aussi été retenu par le porteur de projet de « la Salamandre ». En filigrane, la

manière d'occuper l'espace d'Emmaüs apparaît comme l'exemple à ne pas suivre, pour ne pas être considéré comme un lieu destiné aux personnes démunies, mais au contraire qui s'adresse à tous. Ces présupposés incitent donc les acteurs à se positionner autrement.



Figure 7 – Photos prises à Emmaüs Chambéry (Gobert, 2018)

La communauté de communes : incitatrice, accompagnatrice mais non porteuse

Dans le cadre de son plan local de prévention des déchets, la CCCS (Communauté de communes Cœur de Savoie) a mis en place une action « Je répare, je repars » afin de soutenir la mise en place d'ateliers de réparation. Aussi a-t-elle lancé un appel à la population en ce sens qui est resté sans réponse. L'agglomération attend donc désormais plutôt d'être sollicitée pour appuyer l'initiative que d'être initiatrice.

« [Les associations] ne sont pas trop partantes pour ça [mettre en place des ateliers réparation]. Nous, on a dit clairement qu'on ne pouvait pas gérer quelque chose comme ça. On peut prendre le local, on peut prendre la gestion administrative, des choses comme ça, mais on ne peut pas mettre quelqu'un qui va gérer les ateliers une fois par semaine, etc. Pour le moment, ce n'est pas le but. » (Entretien avec une technicienne de la communauté de communes)

Ce positionnement est dicté par plusieurs réalités : les moyens financiers et humains circonscrits que peut dégager la collectivité, ainsi que l'appropriation et le ressenti de l'action publique par les habitants. Les habitants s'emparent peu ou mal des dispositifs qui sont pensés uniquement par la collectivité publique ; ils restent souvent usagers-passifs. Pour qu'un processus de participation s'enclenche, l'idée doit avoir pu circuler entre des citoyens, des associations, des structures privées et la collectivité.

Pour autant la collectivité publique, que ce soit la commune ou l'intercommunalité, reste un acteur dont on attend un engagement, un soutien clair et qui parfois déçoit car elle ne répond pas assez vite aux demandes, manque d'expertise sur la question et surtout de moyens financiers.

Dans le même temps, les positionnements des collectivités surprennent parfois, remettent complètement en cause des organisations et déstabilisent les actions entreprises par les acteurs, comme ce fut le cas sur l'agglomération de Chambéry dont les choix réalisés en matière de gestion de déchets interroge profondément des acteurs de l'insertion dans le traitement des déchets^{vi}.

La segmentation du territoire de Cœur de Savoie en matière de traitement des déchets

Sur le territoire d'étude de Cœur de Savoie, une limite importante à une action coordonnée sur la gestion des déchets se situe dans la segmentation du territoire en termes de gestion des déchets. En effet la Communauté de communes Cœur de Savoie compte 43 communes. Toutefois, elle exerce la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés pour les 14 communes des secteurs de Saint Pierre d'Albigny et Chamoux-sur-Gelon^{vii}. Le SIBRECSA^{viii} (Syndicat Intercommunal du Bréda et de la Combe de Savoie) regroupe 46 communes sur les départements de l'Isère (17 communes) et de la Savoie (29 communes)^{ix} (voir la carte ci-après). Cette partition du territoire n'est pas facilitante pour mettre au point et appliquer des politiques publiques lisibles pour les habitants en termes de réparation/réutilisation.

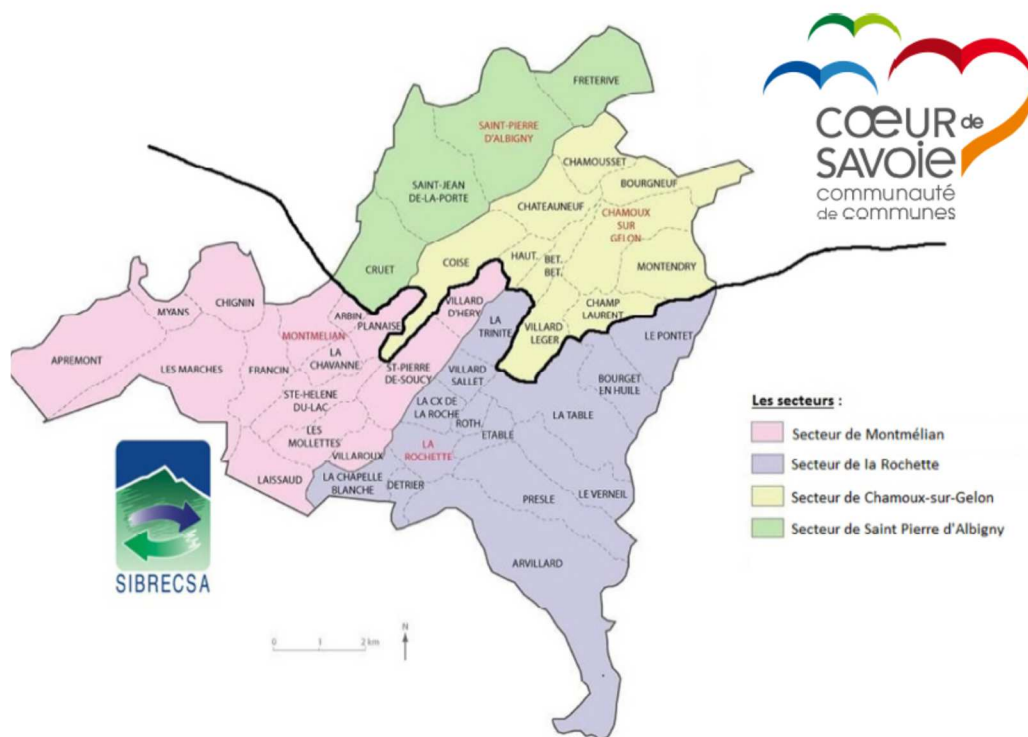


Figure 8 – Carte de la communauté de Communes Cœur de Savoie distinguant les périmètres d'intervention en régie ou délégués au syndicat SIBRECSA

Malgré la présence d'élus au sein du SIBRECSA, cette segmentation induit des marges de manœuvre réduite pour sensibiliser de manière uniforme sur la diminution des déchets (promotion du compostage, action visant à l'« adoption » d'une poule, travail dans les établissements scolaires...) et pour harmoniser les modalités de tarification. D'ailleurs, ces politiques différenciées ont des effets de vases communicants entre les territoires : quand une décision est prise sur le territoire d'un établissement public de coopération intercommunale il a souvent des répercussions sur l'autre. Ainsi la mise en place d'un système d'identification pour le dépôt en déchetterie sur certaines parties du territoire (instauration de cartes d'accès) a pour conséquence un apport supplémentaire de déchets dans les déchetteries non concernées et donc un volume plus important à traiter pour le secteur qui ne s'est pas aligné. De même, la mise en place d'une tarification incitative sur Cœur de Savoie a suscité de nombreuses craintes des habitants, et a également généré au départ des effets pervers ponctuels avec des apports de déchets sur l'agglomération de Chambéry.

« Le Grésivaudan a mis le contrôle d'accès en déchetterie donc nous, on va le mettre aussi parce qu'on récupère tous les gens qui ne veulent pas faire de carte dans le Grésivaudan. Ils ont perdu à peu près 20 % à 30 % de déchets ; nous, par contre, on a sacrément augmenté. Ça va encore plus loin puisque Cœur de Savoie suit le mouvement et on en profite pour mutualiser tout ça et être basés sur le même système pour que tous les gens de la vallée puissent avoir un système d'accès identique aux déchetteries. » (Entretien avec une représentante du syndicat de gestion de déchets, SIBRECSA)

D'où l'enjeu pour les structures publiques d'harmoniser leurs manières de faire, même si aujourd'hui cette harmonisation se concrétise par le rattrapage d'un territoire sur l'autre plutôt que par un travail en commun.

Conclusion

Le territoire de la communauté de communes de Cœur de Savoie est en voie de structuration d'un réseau d'acteurs sur la question de la réparation/réutilisation. Le schéma ci-après (fig. 7) montre l'ensemble des parties prenantes qui peuvent influencer sur le territoire et en dehors. Plusieurs initiatives ont en effet déjà vu le jour ou sont en train de naître. Manque cependant une meilleure définition des attentes des habitants/usagers/consommateurs dans ce territoire péri-urbain et de la manière dont ils pourraient à associer à l'innovation.

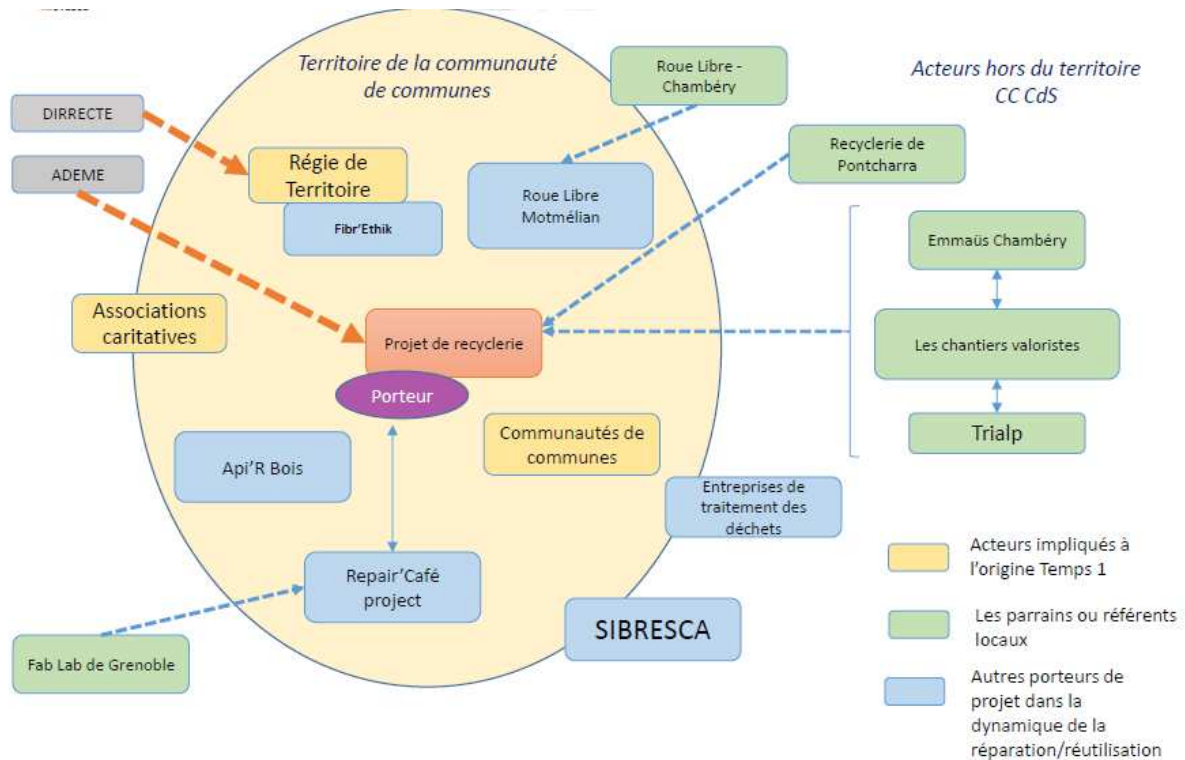


Figure 9 – Schéma de la scène d'acteurs présents ou influençant la réflexion sur la réparation sur le territoire communauté de communes Cœur de Savoie – Au chevet de la future recyclerie ?

Autour de ce projet de recyclerie et ses tâtonnements successifs, de nombreux acteurs ont été impliqués dans la définition, le portage ou comme apporteurs de compétences et connaissances. La recyclerie a connu plusieurs démarrages avortés mais ces cycles successifs (fig. 8) ont permis d'avancer sur l'émergence du lieu et de renforcer les acteurs dans la définition de leurs intentions. Il est à noter une continuité dans le portage par différents acteurs et un passage de relais constant (de la régie au collectif, du collectif au chômeur longue durée puis du chômeur longue durée à la régie). Les revers sont de différentes natures : arbitrage sur la pertinence de la réalisation de l'activité, manque de financements (subventions, périmètre et investissements), manque de compétences (ingénierie de projet) ou de locaux adaptés. Ils sont en voie ou ont été progressivement levés, exigeant à chaque fois de nouveaux efforts de la collectivité locale.

Temps 1	1.0 Régie de territoire	<p>Développer une nouvelle activité pour la Régie de Territoire pour l'intégration par l'activité économique</p> <p>La recyclerie mentionnée comme une nouvelle activité</p> <p>Abandon pour d'autres activités</p>
	1.1 TZCLD	<p>Demande d'expérimentation TZCLD, 6 propositions de création d'activités pour créer de l'emploi local (recyclerie comprise)</p> <p>Constitution d'un collectif (ONG, citoyens, chômeurs, industries, communauté de communes Cœur de Savoie); Création d'une base commune de connaissances sur la recyclerie (visite du site, inspiration de la recyclerie de Grenoble de Villeneuve); Définition collective du concept de recyclerie</p> <p>Projet non sélectionné pour l'expérience nationale</p>
	1.2.1 La Salamandre	<p>Manque de compétence pour le portage administratif, recherche de locaux adaptés à l'activité</p> <p>Constitution d'un petit groupe autour du chef de projet (chômeurs de longue durée impliqués dans le projet TZCLD); Expertise technique du chef de projet; Inspiration et soutien des « parrains » (par exemple Emmaüs à Chambéry); Proposition de portage par le directeur d'une recyclerie à proximité mais en dehors du périmètre administratif.</p>
	1.2.2 Recycl'ethik	<p>Portage administratif et recherche de subventions portées par la régie de territoire qui emploie le porteur de projet</p> <p>Difficulté à trouver des locaux adaptés aux contraintes combinées de la régie de territoire (délocalisation de toutes leurs activités) et aux besoins de la recyclerie (grande surface, financement, équipements, etc.)</p>

Figure 10 - Les différentes temporalités du projet de recyclerie

2.1.4. Diagnostic pour le territoire de la communauté d'agglomération du Pays Basque

La diversité des acteurs de la réutilisation/réparation/upcycling

Le territoire du Pays Basque accueille une grande diversité d'acteurs engagés dans les logiques de réutilisation, de réparation et de détournement des objets au travers de pratiques d'*upcycling* (ou surcyclage). Ces acteurs peuvent être spécialisés sur un produit particulier comme le vélo ou le mobilier, une pratique (la couture) ou bien être plus intégratifs sur le modèle des ressourceries/recycleries.

Les acteurs spécialisés

La spécialisation de certains acteurs s'effectue par le choix de certains produits ou par le savoir-faire qui permet de redonner une seconde vie aux déchets. Sans épuiser l'ensemble des actions qui existent sur le territoire en voici quelques-unes :

- **Txirind'Ola** se présente atelier participatif d'auto-réparation de vélo et de promotion de l'écomobilité. L'idée originale a vu le jour en 2011 et s'est d'abord concrétisée au travers d'ateliers vélo ambulants avant qu'un local ne soit ouvert en juin 2012. L'objet de l'association dépasse la simple (re)mise en état des vélos soit collectés en déchetterie soit apportés par leur propriétaire pour réaliser l'entretien ou des réparations. En effet l'association a développé une école-vélos visant à développer la capacité à rouler en vélo^x. Elle continue par ailleurs à promouvoir la mobilité cyclable et donc l'usage du deux-roues non motorisé en agissant auprès des pouvoirs publics et des habitants.
- De création récente, le **Hangar du Sport** situé à Ustaritz se définit ainsi comme une recyclerie sportive dédiée à la réparation et réemploi d'équipements ou d'habillements sportifs. Assez excentré, cette initiative est à la recherche de son modèle d'affaire, cherchant à allier vente de matériels récupérés, réparation et centre sportif.



Figure 11 – Photo de la boutique Hangar du Sport

- **Orratzetik Hari** (OH) est un collectif de couturières et créateurs situé à Cambo-les-Bains qui propose des ateliers de couture auprès d'un large public, mais vend également les créations de ses membres. L'association intègre aussi une partie réemploi dans son espace fripes où des vêtements de seconde main sont vendus à prix modérés. Cette activité permet à l'association d'avoir de la trésorerie pour l'ensemble des charges qu'elle doit payer.



Figure 12 – Photos de l'atelier et de la boutique d'OH

- **Api'up** est une association et une marque qui produit en série des objets neufs à partir de déchets collectés auprès d'entreprises (déchets de bureaux et déchets de production). Elle est située en dehors du Pays Basque mais elle est très connue parmi les acteurs de la réutilisation/réparation sur le territoire à fois comme modèle positif (en raison de sa réussite incontestable et de sa médiatisation) et négatif (en raison de son captage des aides publiques).

D'autres structures existent (comme Recup Et Toc De L'art à Saint Pierre d'Irube), mais nous n'avons pas toutes pu les rencontrer.

L'enjeu pour ces différentes organisations est de se positionner sur un marché de consommation qui promeut le neuf et qui se basent sur la mode, donc des séries qui passent très rapidement. Car il ne suffit pas de revendiquer des objectifs environnementaux, éthiques et une fabrication locale, il leur est souvent nécessaire de s'inscrire dans/de créer des niches, de tisser un réseau de partenaires pour ou avec lesquels intervenir. Par exemple les créateurs de l'association OH vont réaliser des accessoires plutôt que des vêtements car le facteur prix peut être dissuasif, même pour les consommateurs souhaitant procéder un acte d'achat responsable.

Elles doivent également diversifier l'activité d'*upcycling* par la transmission de l'acte de réparation (apprendre à coudre dans les écoles, les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, aider à réparer un vélo...), la réflexion partagée sur l'acte de création ou par la proposition de services annexes en lien avec la prestation principale (vente de vêtements de seconde main par exemple) et répondant à un modèle alternatif de consommation.

Elles peuvent également jouer sur le registre de la création locale et plus spécifiquement basque, pour se démarquer et attirer de nouveaux clients.

Mais le client n'est pour autant pas envisagé comme un simple consommateur de produits créatifs issus de la réparation, il est même plutôt considéré comme un acteur, d'une part parce que l'accès au service de réparation ou à des cours requiert une adhésion et que la plupart du temps l'objectif de développer l'usage de produits déjà utilisés est très fortement lié à la volonté de développer l'acte d'auto-réparation. La stratégie adoptée est de mettre en place des espaces reconnus où les potentiels usagers trouvent des outils, un accompagnement, et une ambiance conviviale.

Les projets et les initiatives de recycleries sur le territoire du Pays Basque

Les initiatives autour de la structuration de recycleries sont nombreuses et montrent une richesse de points de vue sur les objectifs poursuivis et le sens donné au projet :

- Les actions menées par **AIMA (Allons Imaginer un Monde d'Amitiés)** association humanitaire et caritative créée en 2002, reconnue comme Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale. Elle possède deux espaces dénommés recycleries par les initiateurs, le Hangar de Came créée en 2014, le Hangar de Salies créée en 2016.
- Le projet de recyclerie **Y'a Matière** sur l'ancienne agglomération ACBA (Agglomération Côte Basque - Adour située sur le littoral Côte Basque) qui a finalement débouché sur la mise en place de zones de gratuité.

- Le projet **EKIA** est né de la volonté d'étendre une activité de location de matériel pour des événements extérieurs (tables, nappes, chaises, vaisselle) à une activité de réparation/réutilisation de différents produits (le ciblage n'ayant pas été définitivement arrêté au moment de l'entretien). La difficulté principale rencontrée par les porteurs de projet, trouver un local adapté et bien situé, ne l'était pas ici puisque les deux porteuses de projet pouvaient bénéficier d'un espace dont une partie sert au stockage des équipements en location (à Larressore, à l'intersection de plusieurs routes). Elles se sont en outre rapprochées des porteurs de projet de Y'a Matière pouvant ainsi bénéficier de leur « expertise profane^{xi} ». Mais le projet a été abandonné rapidement.
- Le projet de **Recycl'arte** (Hendaye) doit prochainement aboutir à la mise en place d'une recyclerie. Ce projet au long cours a été incubé par le Pôle territorial de coopération économique dans le Tube à ESSai. L'association a débuté par des ateliers de réparation et d'*upcycling* dans le cadre d'une association. Elle a déjà tissé des partenariats avec des entreprises locales (Sokoa, Delta Voile...) et le centre de conception de la marque Tribord de Décathlon afin notamment de récupérer leurs déchets de production mais aussi concevoir des produits spécifiques pour eux (cf. coussins de canapé). La porteuse de projet vise une clientèle transfrontalière et c'est en partie la raison pour laquelle le collectif sur lequel elle a structuré son initiative souhaite fortement se différencier d'Emmaüs. En effet à leur sens, Emmaüs revêt une image négative chez les Espagnols parce qu'elle est associée à la période du franquisme et véhicule une impression de pauvreté. D'où le souhait de cultiver une image de marque « on est jeune, on est cool, on est créatif. »
A la recherche d'un local qui puisse avoir une certaine visibilité, l'activité se situe aujourd'hui dans un bâtiment d'une zone industrielle. A terme, le collectif Recycl'arte souhaite développer à la fois des ateliers mobiles de réparation, tout en déployant sur leur emplacement principal les activités classiques de la recyclerie.
- Au moment des premiers entretiens en juin, un nouveau projet en émergence sur Bayonne dont les porteurs sont en partie issus de Bixi ! Ce dernier était à l'état de réflexion et d'échanges entre partenaires et accompagnateurs éventuels. Un an plus tard, deux projets étaient en train de se structurer, l'un suivant une trame institutionnelle et devant se développer plutôt dans un quartier de Bayonne, l'autre investissant régulièrement l'espace public, avec des moments dédiés à la réparation.

Les projets sus-cités par leur maturité différente et la motivation diverse qui anime les porteurs et leurs collectifs, tout comme les « échecs » qu'ont pu connaître certains d'entre eux, donne à voir combien la maîtrise de l'ingénierie de projets et la clarification des intentions d'origine sont fondamentales. L'acquisition de ce savoir-faire peut être accompagnée par l'échange d'expérience par des pairs (personnes ayant déjà créé leurs structures) et/ou par des organismes dédiés. Ce besoin de ressources cognitives s'accompagne souvent de la nécessité de trouver des fonds pour amorcer les projets que peuvent dispenser sous conditions certaines collectivités publiques (aide aux études de faisabilité, financement des porteurs pour qu'ils définissent leur modèle d'affaire et valide différentes étapes de leurs projets...).

*« Avant, on a eu pas mal de projets qui sont venus dans mon bureau sur la question de la ressource, de la recyclerie, mais ils n'ont jamais avancé. On en a eu pas mal sur Bayonne ; j'ai dû recevoir 3-4 collectifs en 3-4 ans sur Bayonne. Aucun n'a abouti. On a souvent des citoyens qui ont envie de s'emparer de ces questions-là, qui sont convaincus, mais qui, par contre, sont juste démunis pour ce qui est de la lourdeur de la mise en place d'un projet de ce type. Malgré tout, ce sont des projets lourds pour lesquels il faut beaucoup de logistique, du foncier... Tout ça nécessite un vrai travail d'ingénierie de projet, un travail de long terme et les bénévoles, ils s'essoufflent, et sur Bayonne, on n'en a pas vu qui ont réussi à aboutir. »
(représentante du Tube à ESSai)*

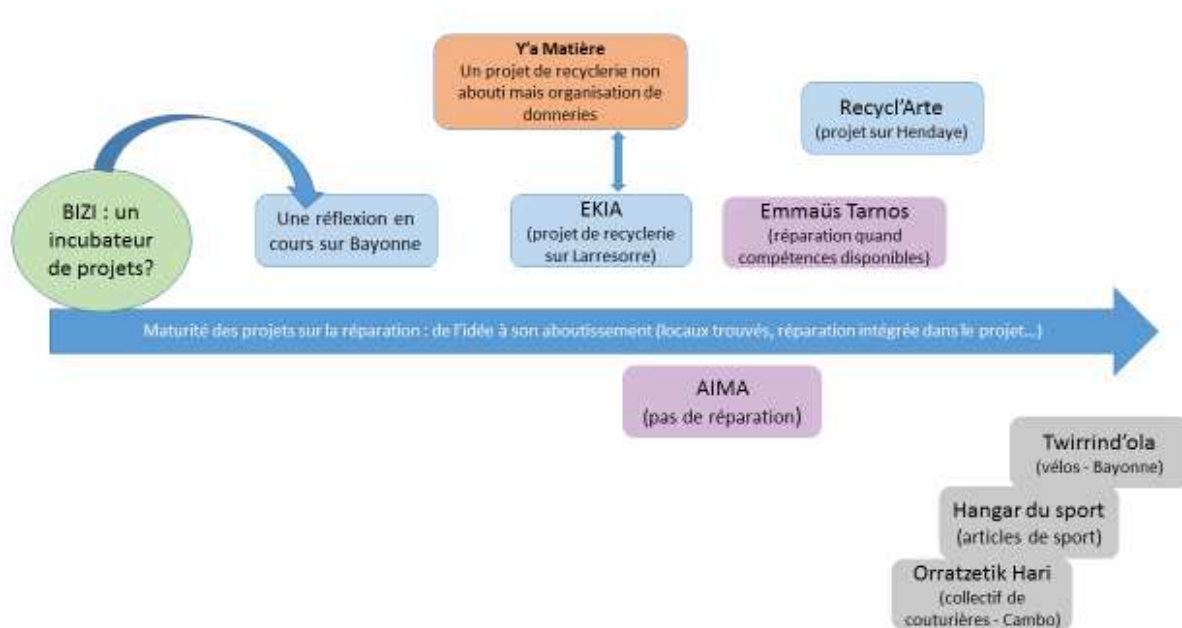


Figure 13 – Recycleries/Ressourceries : Des initiatives multiples au Pays Basque, mais des degrés de maturité et de diversification différents (état des lieux fin juin 2018)

L'ensemble de ces acteurs qu'ils soient spécialisés ou non sont à la recherche du « bon » statut, c'est-à-dire d'un cadre juridique, administratif et économique qui leur permette selon leurs objectifs de mobiliser des bénévoles (souvent par le biais de l'association), de recruter des ressources humaines et de percevoir des aides. Ces structures connaissent souvent des périodes d'incertitude et de fragilité puis de stabilisation, au gré de (ré-)orientations de politiques publiques à l'échelle nationale (comme la modification en profondeur de l'octroi d'emplois aidés), régionale ou territoriale.

« Je vais prendre toutes les informations pour voir comment cela se passerait surtout au niveau des couturières. Car les couturières elles sont toutes en auto-entreprises. Elles ont toutes leur statut et après elles dépendent du collectif OH. Comme l'idée c'est de ré-embaucher quelqu'un qui fasse tout ce travail de démarchage, de communication, d'administration... car les couturières elles ont un peu autre chose à faire... Ce serait bien qui est quelqu'un qui maintienne le lieu, qu'il y ait toujours quelqu'un tous les jours qui répond... »
(Entretien avec une représentante d'OH)

Relations entre les acteurs de la réutilisation/réparation et l'environnement

S'il n'existe pas de réseau formel estampillé comme tel réunissant tous les acteurs de la réparation/réutilisation du Pays Basque, d'autres réseaux institués ou plus informels (relations interpersonnelles, partenariat entre associations présentant les mêmes objectifs) sont présents et peuvent se cristalliser et se structurer autour d'actions collectives.

Tout d'abord citons Alternatiba, événement qui mobilise profondément les énergies des individus, des collectifs et des associations se positionnant sur les questions environnementales et sur des propositions alternatives au modèle économique dominant dans le Pays Basque. Alternatiba n'est pas seulement un lieu pour montrer ce qui existe, mais aussi pour discuter et initier de projets, rencontrer de nouvelles personnes et diffuser des idées...

Bizi !^{xiii} association de loi 1901 qui se définit comme altermondialiste, est quant à elle un lieu de rencontres entre personnes ayant des aspirations environnementales, un incubateur et un catalyseur d'idées, même si les initiatives qui peuvent naître ici mûrissent souvent dans d'autres structures. Ce qui a pu être le cas pour des projets visant la réparation/réutilisation.

Quand on observe les collectifs ou les actions de réparation/réutilisation, on peut tracer les contours de réseaux d'acteurs connectés entre eux par différents types de relation. On retrouve ainsi souvent le nom de l'Atelier vélo Txirind'Ola qui fait à la fois figure de préfigurateur (première initiative bénéficiant d'une grande visibilité) et de parrain en apportant son soutien aux initiatives.

« On a été à l'initiative de beaucoup de choses localement parce qu'on s'est aperçu que beaucoup de gens avaient des projets autour de ressourceries, recycleries et d'éviter le gaspillage. Il y a des structures qui se sont appuyées sur ce qu'on avait fait, ce qu'on avait réussi à monter. Notamment, Recycl'Arte à Hendaye nous a invités plusieurs fois à ses réunions de projet. (...) On a été aussi sollicités lorsqu'il y a eu un projet de ressourcerie-recyclerie sur l'agglomération. Ils cherchaient justement des partenaires qui pouvaient animer le lieu. (...) C'était une structure beaucoup plus exigeante que pour une petite structure comme la nôtre. » (Entretien avec Txirind'Ola)

Aima et son représentant sont également souvent cités dans les entretiens mais aussi dans les partenariats affichés par les acteurs de la réparation/réutilisation dans leurs différents documents.

Le syndicat Bil ta Garbi souhaite, en raison de l'étendue de son périmètre d'action, de la légitimité qu'il a au travers de ses compétences, créer un réseau des réparateurs et élaborer en ce sens des événements cherchant à promouvoir la réparation. Ce travail est en adéquation avec les actions inscrites dans le plan de prévention et dans les objectifs de Territoire Zéro Déchet. Concernant le premier point le syndicat souhaiterait que ce « réseau » permette par exemple d'éviter la concurrence sur l'accès aux déchetteries. L'organisation de rencontres entre les structures et d'événements permettant d'informer la population sur l'existant ou ce qui est en voie d'émergence sont des moyens pour y parvenir. Pour autant faire réseau et travailler la transversalité n'est pas un principe que l'on impose.

Le partenariat et la complémentarité se construisent au fur et à mesure des relations inter-individuelles ou inter-structures, sachant que les motivations qui animent les différents porteurs de projet ne sont pas les mêmes, qu'elles se basent sur des visions du monde qui ne se recoupent pas nécessairement. S'inscrire dans une activité de réduction des déchets ne revêt pas les mêmes objectifs en fonction des structures ; cela peut être un moyen de favoriser l'insertion de personnes loin de l'emploi en premier lieu, de repenser les circuits de consommation, de se créer une nouvelle niche économique... Aussi former un réseau territorial de la réparation ne peut pas voir le jour par la seule volonté d'un acteur.

Le.s périmètre.s d'action des initiatives de réutilisation/réparation

La majorité des acteurs de la réparation/réutilisation interrogés s'inscrivent clairement dans des projets de territoire, c'est-à-dire à la fois pour créer de la valeur locale, mais aussi pour affirmer l'identité basque. Ce dernier principe est souvent fortement souligné et s'incarne notamment par le biais d'ateliers réalisés en langue basque.

« ...vu mon côté escoldon je voudrais créer une ressourcerie bilingue... j'aime plus trop parce que je travaillais dans des écoles bilingues et en fait il n'y avait que 5% dans le Pays-Basque... ce n'est pas du tout bilingue. Mais l'Eskola doit être présent dans cette ressourcerie. Parce que c'était mon premier truc... Pour moi c'est important... » (Entretien avec une porteuse de projet)

Plus encore créer un projet de territoire induit de ne pas se limiter aux liens entre « pairs réparateurs », mais de dépasser le cercle des convaincus et de participer à la modification en amont des modes de fabriquer et de jeter. Ainsi existent-ils les échanges entre designers/concepteurs et porteurs de projet : échanges de savoir-faire, de réflexion, mise à disposition de machines. Mais cette relation semble d'abord aller dans un sens (concevoir un produit à partir des chutes, des déchets magasins). Elle ne semble pas entraîner le processus inverse dans la conception des produits neufs pour accroître la réparabilité et éviter la production de déchets, entretenue par le renouvellement des collections.

« Mais ce qui est important et super intéressant, c'est que chaque fois que je vais à TRIBORD, je rencontre des ingénieurs en conception, je parle avec eux et je leur dis. Face à leur nouveau kayak qui ne va même plus être récupérable, etc. Ils me disent, oui, mais... ils me trouvent toujours des excuses pour dire... ça va être mieux qu'avant. Et moi, je leur dis : oui, mais ça va être de la poubelle. C'est aussi ma façon de les sensibiliser parce que ce sont des concepteurs. C'est comme ça que j'arrive à travailler avec eux en ayant toujours bonne

conscience. (...) leurs ingénieurs avaient des trucs et astuces qu'on ne connaissait pas – je vous passe les détails – et ils savaient utiliser les grosses machines industrielles qu'ils ont. Donc, on a pris un kayak ; on pensait travailler sur d'autres choses, mais finalement ils nous ont montré, en gros, tous les trucs qu'ils avaient chez eux, les formes de conception. » (Entretien avec une porteuse de projet de ressourcerie créative à Hendaye)

De même des relations sont souvent nouées avec les artisans locaux dans le but de ne pas créer de concurrence, mais plutôt des synergies « gagnant-gagnant ». Aussi toutes les structures insistent-elles fortement sur le principe d'auto-réparation, de *Do it yourself* que doivent respecter les usagers et qui leur est rappelé. Des partenariats peuvent en outre exister pour l'obtention de prix réduits pour l'achat de pièces détachées par les usagers des recycleries.

C'est pourquoi se pose directement ou indirectement la réflexion sur la sphère d'influence pertinente des projets de réparation/réutilisation. Selon plusieurs des personnes interrogées, elle ne peut épouser l'entièreté du Pays Basque et ne doit pas phagocyter d'autres initiatives existantes ou potentielles.

« Nous, sur les différents projets qu'on a, on réfléchit en termes de cercle. Le cercle où est pris, le périmètre qui ne doit pas dépasser 25-30 km. S'il y a une seule ressourcerie ou une recyclerie à l'échelle du Pays Basque, pour moi, ça n'a pas de sens. Maintenant, qu'il y ait sur le territoire différentes implantations, ça oui. » (Entretien avec un élu de la mairie d'Hendaye)

« Pour moi, il ne faut pas des sphères qui soient trop grandes parce que sinon on n'est pas cohérent avec tout un tas principe, et le type de population. Nous, pareil, on est très militants sur ce qu'est un projet de territoire... Il y a une taille critique pour chaque projet donc cette taille critique, il va falloir qu'ils l'atteignent. » (Entretien avec une représentante du PTCE)

Il semble aussi que le périmètre d'un projet doive répondre à plusieurs réalités : aire de récupération de déchets, aire de « chalandise » de la clientèle en prenant en compte les caractéristiques locales (et pas seulement un indicatif de distance), les populations de la côte basque n'ayant pas les mêmes préférences que celles de l'intérieur.

Il est évident que le développement de ces initiatives nécessite la « rencontre » avec un public et plus largement la population. Cela repose à la fois sur de l'information/incitation, sur le choix des lieux d'activité, sur l'attrait des publics pour les produits ou les activités proposés. Ils peuvent venir soit pour soutenir l'initiative qui correspond à leur vision sociétale, soit en raison d'une motivation environnementale assumée, soit en raison de l'accès à des produits à prix modiques, soit pour réparer un produit dont ils ne veulent pas se détacher, mais pour lequel ils ne disposent pas des outils et compétences nécessaires. Si le pan quantitatif de l'enquête permettra de mieux définir les consommateurs, les usagers ou consomm'acteurs de ces lieux, il n'en demeure pas moins qu'en creux des motivations des porteurs de projet et plus concrètement dans leur modèle d'affaire se dessine la silhouette des personnes qu'ils visent, le territoire qu'ils ciblent.

« On donne une caisse à outils spécifique où on a mis les principaux outils pour la réparation. Ils s'installent et ensuite s'ils ne s'y connaissent vraiment pas, quelqu'un leur explique comment faire. Le but étant, de toute façon, que la personne fasse. On n'accepte pas... on a eu plusieurs personnes qui sont venues en disant : vous pouvez me réparer ce vélo, je reviens dans deux heures ? Non, ce n'est pas le but de l'association, donc on leur dit d'aller voir un professionnel. » (Entretien avec un représentant de Txirrind'Ola)

Souvent également les collectifs ou porteurs de projets se considèrent comme des leviers potentiels de changements de comportement, par les lieux d'accès à des produits usagers qu'ils offrent et par les activités qu'ils proposent. Il sera donc intéressant d'analyser quelles sont les relations entre l'utilisateur et le lieu (ou l'activité de réparation), si le changement de comportement ou la motivation précède la fréquentation des lieux/activités ou si le processus inverse s'effectue.

Positionnement des acteurs publics du Pays Basque

La période rendait un peu compliquée d'esquisser avec les différents interviewés une représentation claire des acteurs publics, hormis les rapports immédiats avec certains élus locaux et emblématiques ou avec le syndicat Bil ta Garbi. En effet la nouvelle agglomération qui a vu le jour en 2017 est encore en complète réorganisation, ce qui entraîne des réflexions à de multiples niveaux (compétences,

modalités d'action), mais a surtout engendré une certaine paralysie (temporaire) de l'avancée de certains dossiers. Au demeurant nous avons pu commencer à esquisser les postures de l'acteur public sur le territoire et la manière dont ses dernières sont perçues.

Le territoire et en particulier le syndicat Bil ta Garbi restent très actifs comme l'illustrent à la fois la dynamique de Territoire Zéro Déchets Zéro Gaspillage et son programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés. Ainsi sur la question de la réparation/réutilisation, beaucoup d'actions sont inscrites. De fait, outre la promotion du réemploi et de la réparation au travers de partenariats avec des acteurs comme Aïma, Emmaüs, Txirrind'Ola, apparaît une volonté de promouvoir le réemploi via la mise en place de collectes spécifiques (le textile, dans les écoles), de réfléchir à l'optimisation logistique des partenariats au sein des déchetteries, de participer aux comités de pilotage des projets de recyclerie/ressourcerie sur le territoire... Des journées promouvant la réparation ont été régulièrement organisées.

Conclusion sur le Pays Basque

L'agglomération du Pays Basque compte une grande diversité d'acteurs qui se connaissent et se reconnaissent, même s'ils ne partagent pas toujours d'atomes crochus en fonction de leur motivation principale. Ce réseau informel est déjà opérationnel concernant les échanges de pratiques et partages de retours d'expériences. Toutefois, ces collaborations s'opèrent principalement d'organisation à organisation selon leurs affinités. Ainsi, un réseau territorial de la réparation et du réemploi existe bel et bien au Pays Basque, les échanges de compétences en témoignent mais il n'est que partiellement fonctionnel et discontinu. La stratégie suivie par le syndicat pour fédérer les initiatives est aujourd'hui celle du plus petit dénominateur commun.

Toutes les organisations constituant le réseau d'initiatives sont bien comprises dans le périmètre du syndicat de traitement de déchets (l'agglomération). Toutefois, ce réseau d'initiatives est polarisé et discontinu et ne couvre pas l'ensemble du périmètre du syndicat. Nous considérons pour le PB que le projet observé est la création de réseau territorial de la réparation proposé par Bil ta Garbi. En effet, ici l'enjeu est moins de structurer une recyclerie (beaucoup existent (temps 2), sont en montage (temps 1) ou ont périclité (temps3). Chaque cas contribuant à l'apprentissage collectif. Toutefois, la diffusion de ces connaissances n'est pas aujourd'hui réalisée pleinement. La structuration du réseau autour de cette notion de base de connaissance, de commun autour de la réparation pourrait être une autre stratégie de consolidation du réseau à l'opposé des stratégies de confrontation qui peuvent apparaître. Ces conflits naissent des divergences de visions et positionnements politiques des porteurs qui proposent des alternatives aux alternatives.

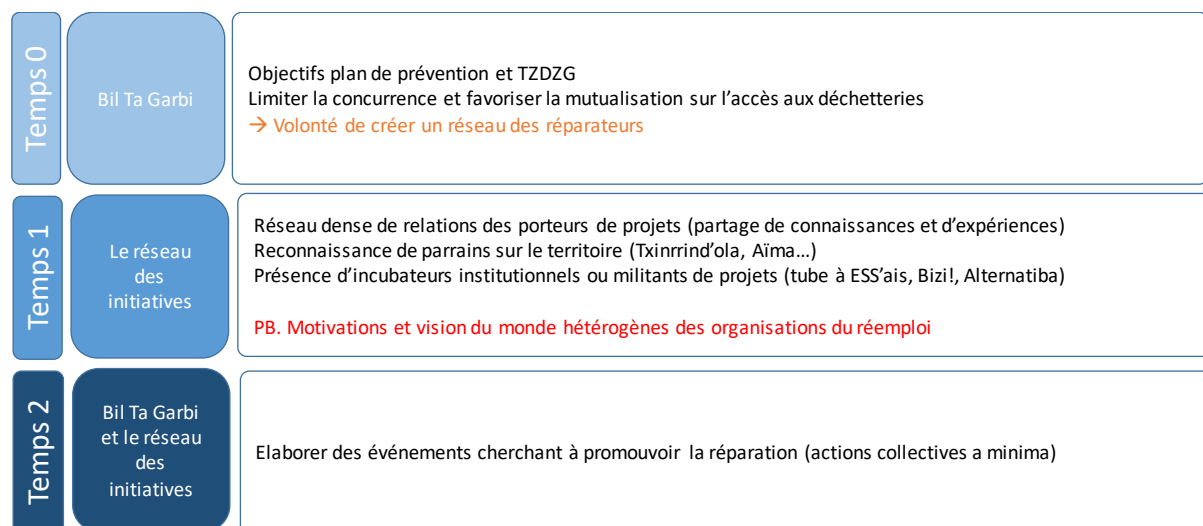


Figure 14. Les temporalités du projet de structuration d'un réseau d'acteurs de la réparation

Cet état des lieux réalisé suite aux entretiens en 2018 possède des contours qui évoluent rapidement, en raison de la capacité des acteurs locaux à faire éclore les projets, mais aussi en raison aléas

organisationnels ou institutionnels (suppression des emplois aidés qui a déstabilisé le fonctionnement de certaines structures) que rencontrent les porteurs de projet.

Ce dynamisme constitue pour les chercheurs un vrai potentiel de recherche à toutes les échelles que nous avons préalablement établies, comme le montrent également les living labs.

2.1.5 Conclusion sur les deux cas d'étude

Comme nous l'analyseront ultérieurement, dans les deux cas, il n'y a guère de « tête de pont » dans les réseaux, ni d'organisateur ni de grand intégrateur. On peut formuler plusieurs hypothèses non exclusives sur cette absence : la croyance forte de chacun des acteurs individuels du réseau, quels qu'ils soient, que la décentralisation est la seule forme d'organisation légitime et valable ; le caractère tout à fait marginal des politiques locales en ce qui concerne l'aide aux associations et à l'économie sociale qui conduit les collectivités, à se positionner timidement en accompagnatrices...

Dans le même temps il existe des facteurs territoriaux spécifiques qui se lisent dans la structuration des réseaux : opposition littoral/intérieur au Pays Basque, existence de bassins de vie liés aux vallées savoyardes qui permettent d'éviter la concurrence entre structures mais doivent aussi empêcher la mutualisation des approvisionnements et des services.

Ces diagnostics territoriaux ont pu nourrir le travail de structuration des living labs afin de les rendre conforme à la réalité des territoires et des aléas rencontrés par les porteurs de projet.

2.2. Recours à la réparation et connaissance des recycleries : enquête auprès des habitants

Cette partie s'appuie sur l'étude des résultats du questionnaire qui visait à interroger des habitants des deux territoires d'étude, qu'ils soient ou non usagers des lieux de réparation et pratiquants de la réparation/réutilisation. L'ambition était d'abord de saisir leurs représentations à l'égard de l'activité de réparation, les résistances (qu'elles soient culturelles au regard de notre société de consommation, sociales, géographiques en raison des lieux dédiés à ces activités...). Dans un second temps, l'objet était de pouvoir déterminer les profils et registres d'engagement des habitants à l'égard de la réparation.

2.1.1. Méthodologie

Elaboration du questionnaire

Le questionnaire a été élaboré sur la base des thématiques jugées pertinentes à explorer pour mieux comprendre les pratiques de réparation. Il intégrait quatre volets (voir l'annexe associée) :

- Savoir si les répondants utilisaient ou achetaient des produits de seconde main : il s'agissait de voir d'emblée les potentielles résistances à l'usage de produits du réemploi, mais aussi dans un second temps de voir le lien avec la réparation,
- Déterminer si la réparation est une pratique courante pour les habitants quand un produit ne fonctionne plus et ce qu'elle implique concrètement (achat d'outils, appel à des tiers réparateurs...),
- Savoir si les tiers lieux de la réparation et de la réutilisation (et plus exactement les recycleries/ressourceries) sont connus et appropriés par les habitants,
- Connaître les données socio-démographiques afin de pouvoir réaliser des analyses statistiques croisées.

Le questionnaire a été préalablement testé avant d'être mis en ligne via le serveur du logiciel d'enquête utilisé (SPHINX).

Caractérisation de l'échantillon

La diffusion du questionnaire devait se faire via deux modalités :

- Passage du questionnaire en vis-à-vis ou directement par les habitants :
- Remplissage du questionnaire en ligne par les habitants.

La deuxième modalité a été la plus utilisée, la première n'ayant pu être que très ponctuellement déployée et ne rencontrant pas le succès escompté^{xiii}. Les questionnaires remplis en vis-à-vis ont permis de saisir la difficulté à comprendre le terme « réparation » et « recyclerie », comme nous l'expliquerons plus tard.

Pour atteindre les habitants, le plus simple a donc été de diffuser le questionnaire via les représentations régionales de l'ADEME, les acteurs du territoire que nous connaissons, qui pour la grande majorité gèrent ou interviennent dans la gestion des déchets. Les collectivités (communautés de communes Cœur de Savoie, le conseil de développement du Pays Basque) ont également été sollicitées pour aider au déploiement du questionnaire.

Ces canaux de diffusion nous laissent à penser que l'échantillon recueilli n'est pas tout à fait représentatif et comporte des biais, même si le passage direct des questionnaires dans des associations ou sur un marché a permis de corriger à la marge ce problème.

En outre, la dénomination de l'enquête (« Etude sur la réparation et la réutilisation ») a sans doute créé un biais dans la volonté de répondre ou non des citoyens, dans la mesure où ils pouvaient ne pas se sentir concernés par une pratique dans laquelle ils ne se reconnaissent pas.

Par ailleurs, nous n'avons pas obtenu un seuil critique de remplissage de questionnaires (au total 267 questionnaires ont été remplis) pour pouvoir réaliser des analyses croisées et préciser des profils bien déterminés. Deux stratégies ont été adoptées pour remédier à cette faiblesse : d'une part, nous avons pour nourrir notre étude recouru à une série d'entretiens téléphoniques avec des habitants ayant laissé leurs coordonnées lors du remplissage du questionnaire ; d'autre part, nous avons recoupé certaines données avec l'enquête menée par un entrepreneur social, Pascal Ballatore, en cours de création d'une

recyclerie. A cette fin il a réalisé une enquête et obtenu plus 438 réponses dont une majorité d'habitants de Bayonne (54.6%) car le projet visé serait installé dans les Hauts de Bayonne. Les statistiques concernant cette étude seront présentées comme enquête 2.

Mise en perspective avec les entretiens téléphoniques

Dix entretiens téléphoniques ont été menés. Ces derniers ont duré environ trente minutes chacun. Ils visaient à mieux comprendre les ressorts ou au contraire les résistances au recours à la réparation, tout en cherchant à mieux connaître les logiques de consommation.

Nous n'avons pas non plus dans cet échantillon une représentation de la diversité des profils d'habitants. Au demeurant, nous avons pu faire varier les âges et les situations socio-professionnelles.

Ainsi avec cette stratégie méthodologique complémentaire, s'il n'est pas possible de dresser des types très spécifiés, statistiquement significatifs, on arrive quand même à « épuiser tous les registres possibles » des rapports aux objets de seconde main et à la réparation.

Figure 15 - Présentation du panel d'entretiens

Prénom	Territoire	Age	CSP	Statut habitat	Description sommaire
Pascal	Saint-Pierre d'Albigny	53 ans	Cadre	Seul	Actif d'une cinquantaine d'années qui a toujours fait attention à sa consommation. Contraintes financières. A un métier lié aux déchets. Il fait un peu de reprisage. Ne souhaite pas particulièrement prendre du temps le week-end pour réparer ou apprendre à réparer. Il souhaite plutôt mettre à disposition ses compétences.
Valéry	Cambo les Bains	50 ans	Cadre	Famille	Elu. Personne sensibilisée à la question des déchets. Il répare ou fait réparer ce qu'il peut parce que c'est une habitude, qu'il connaît des personnes pour le faire. S'interroge sur la société de consommation: le nombre d'emballages dans les supermarchés, la problématique de l'obsolescence programmée
Cécilia	Montmélian	42 ans	Profession intermédiaire	Famille	Mère de famille. Elle donne l'exemple d'un site pour acheter des tee shirts français. Cependant la plupart du temps elle consomme des vêtements dans les boutiques tel que la Halle. Elle essaye de faire attention à la qualité pour que cela dure. Elle réalise des travaux de couture simple, mais ne sait remplacer une fermeture éclair. Pour les enfants, la couture ce n'est pas adapté car ils grandissent ; d'où plutôt le recours au don soit à des proches soit à des associations caritatives. Son mari a des compétences en termes de réparation qu'il a développé sur "le tas" et grâce aux modules sur Internet. Veut avoir une démarche qui permet au commerce local de se développer. Appétence environnementale. Elle connaît bien l'environnement local du réemploi et de la réutilisation : R de Récup, Emmaüs, le magasin de dépôt-vente, l'atelier Fibr'Ehtik.
Berthe	Bettonet (Savoie)	62 ans	Retraitée	Famille	Désencombrement de la maison et impression de bien- être. Connaît Emmaüs Chambéry et très bien l'écosystème de la réparation. Bénévole sur la recyclerie de Pontcharra. Limite financière de sa retraite l'a poussée à plus jardiner. Le zéro déchet est une éducation. Recyclerie = caverne d'Ali Baba.
Jean	Anglet	64 ans	Retraité	Couple	Retraité. Fait attention dans sa consommation de produits neufs à l'origine du produit, la matière utilisée. Pour les produits alimentaires, utilise son jardin. Quand elle était jeune, les affaires devaient durer longtemps avant d'être changées. Ce sont des habitudes qui ont perduré. Sait coudre pour des travaux simples. Pour les réparations compliquées, qui concernent l'électronique ou l'électricité, elle a toujours eu un réseau familial (ex-mari, son père, son oncle). Elle mobilise sinon le voisinage et décrit un système de mutualisation dans son quartier. Sensibilisé à la récupération. Connaît Recycl'arte, Alternatiba. Elle s'était mobilisée sur les questions anti-nucléaires et avait manifesté.

Marianne	Anglet	52 ans	Profession libérale	Famille	N'achète pas tout d'occasion, mais quand elle peut le faire elle le fait. Pour les vêtements, elle a deux ados à la maison. Donc mix entre de l'achat neuf et de l'achat d'occasion. Professionnelle de la question. Fait attention aux déchets. Maison écolo sans chauffage.
Charline	Montmélian	36	Cadre	Famille	A fait partie du défi famille Zéro Déchet qui a obligé tous les membres à repenser les gestes du quotidien. Utilise beaucoup les sites permettant de vendre et d'acheter des produits de seconde main. Mais elle réalise peu de réparation par elle-même. Elle se tourne vers des structures compétences qu'elle connaît, notamment les chantiers valoristes. Elle travaille dans le domaine de l'éco-conception
Gatien	Pays Basque	59	Cadre	Seul	N'a pas le temps de réparer. Aimerais avoir à disposition un outil pour connaître les professionnels qui peuvent le faire à un prix raisonnable. Souhaiterait que les déchetteries soient étendues avec des espaces dédiés.
Aubin	Cœur de Savoie	36	Profession intermédiaire	Famille	Habite un village très ouvrier (aciérie Leborgne), mentalité paysanne selon lui. Les habitants se rendent des services les uns les autres. Lui récupère beaucoup sur les bennes de chantiers, etc. Réseau local d'entraide que les néo-ruraux n'investissent pas. Il y a beaucoup de vide-grenier ou débarras de maison dans le coin. Il ne va pas à Emmaüs car c'est à 40-45 min en voiture et que ce déplacement coûte de l'argent. Pas la fibre écologique, mais volonté pragmatique selon lui des villageois
Judith	Bayonne	32	Cadre	En couple	Ne se considère pas comme une grosse acheteuse. Pense que les habitudes jouent. Ne pas acheter dans la précipitation. Prendre son temps. Acheter moins mais mieux. N'a pas nécessairement de compétences en termes de réparation mais elle mobilise les siens. En train de monter un projet de réemploi

2.1.2. Les données recueillies

Nous proposons de mettre en lumière les résultats obtenus lors du questionnaire en nous intéressant d'abord à l'usage par les personnes interrogées de produits de seconde main et les motifs qui les animent. Ensuite nous analysons la manière dont les gens prennent en compte les objets qui dysfonctionnent pour ensuite nous intéresser plus spécifiquement à la place de la réparation dans le quotidien des citoyens. Réparation et réutilisation étant au centre des projets de recyclerie, nous décrivons finalement la manière dont ces lieux sont connus et appropriés.

Trouver et utiliser des produits de seconde main

Dans les deux enquêtes menées, le recours à la réutilisation de produits déjà utilisés atteint de fortes proportions (90% de l'échantillon dans notre enquête) et concerne particulièrement les vêtements, le mobilier et les livres.

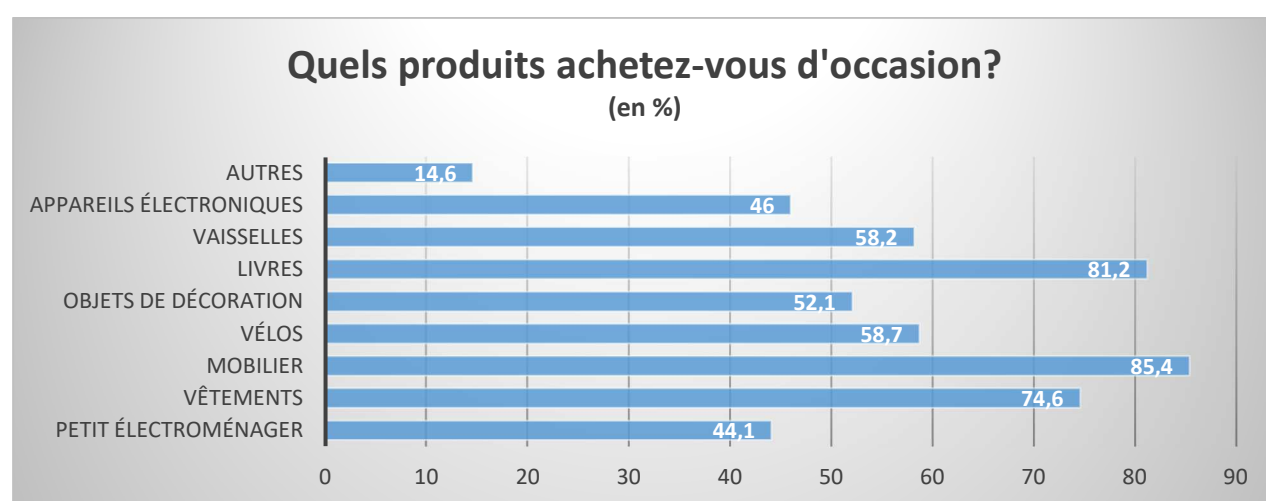


Figure 16 - Niveau de recours aux produits d'occasion ?

(Echantillon = 267 ; Taux de réponse sur la question = 80%)

Les espaces les plus sollicités pour trouver des objets de seconde main sont les brocantes et vide-grenier en premier lieu, puis les espaces tenus par les associations caritatives puis les sites Internet. Les ressourceries/recycleries sont utilisées dans 30% des cas. On remarque que les moins de 25 ans sont ceux qui fréquentent le moins ces lieux.

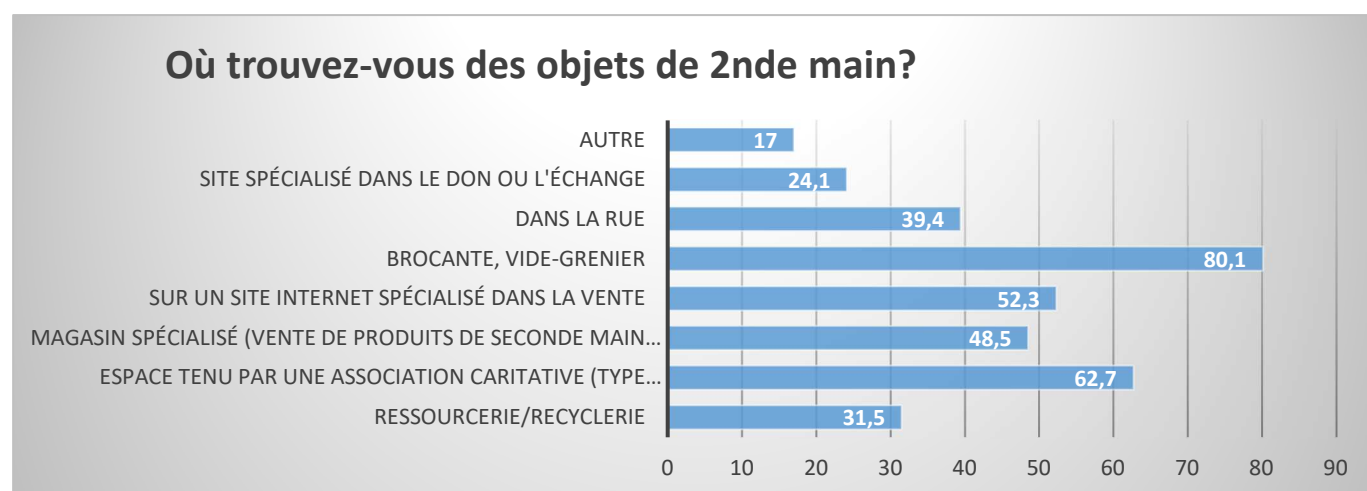


Figure 17 - Lieux où trouver des produits de seconde main

(Echantillon = 267 ; Taux de réponse sur la question = 90%)

Un certain nombre d'études ont déjà exploré les motivations qui peuvent guider les consommateurs à adopter des modes alternatifs de consommation et ont montré que le prix était souvent l'un des motifs de l'achat de produits de seconde main (Gullstrand, Lehner, et Mont, 2016; Guiot, Roux, 2010). C'est également le résultat que nous obtenons. Au demeurant la motivation environnementale est fortement marquée et prend aussi de plus en plus de place dans les discours.

Globalement recourir à la seconde main, notamment via les recycleries ou magasins spécialisés, c'est prendre plus de temps dans sa manière de consommer et d'acheter un objet. Les lieux de vente de ce type d'objet ne mettent pas en avant des séries, il faut se déplacer dans un lieu spécifique ; il faut fouiller pour trouver ce qu'on souhaite.

L'usage des produits de seconde main, quand il n'est pas dû en premier lieu à des problématiques financières, découle d'interrogations du citoyen sur sa consommation.

La fin de vie des objets : vers d'autres appropriations potentielles

Se séparer d'un objet n'induit pas nécessairement que celui-ci est usé et hors d'état d'être (ré)utilisé (cf. enquête 2 où 30,4% des gens reconnaissent se séparer de produits qui fonctionnent toujours ou sont toujours utilisables), mais qu'il ne répond plus à la fonction que lui assigne celui qui le détient. La fonction peut être liée à l'esthétique, à la taille...

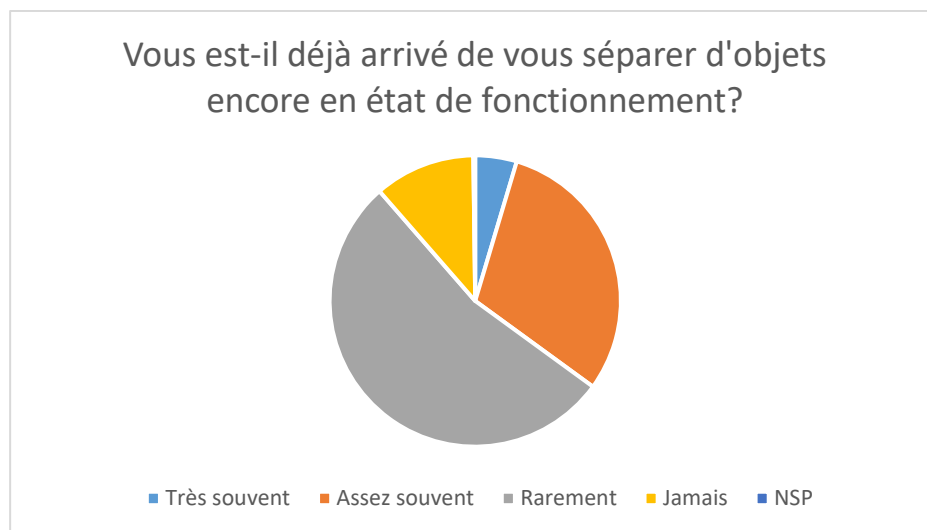


Figure 18. Mise au rebut d'objets encore en fonctionnement

(Echantillon = 437; Taux de réponse sur la question = 100%)

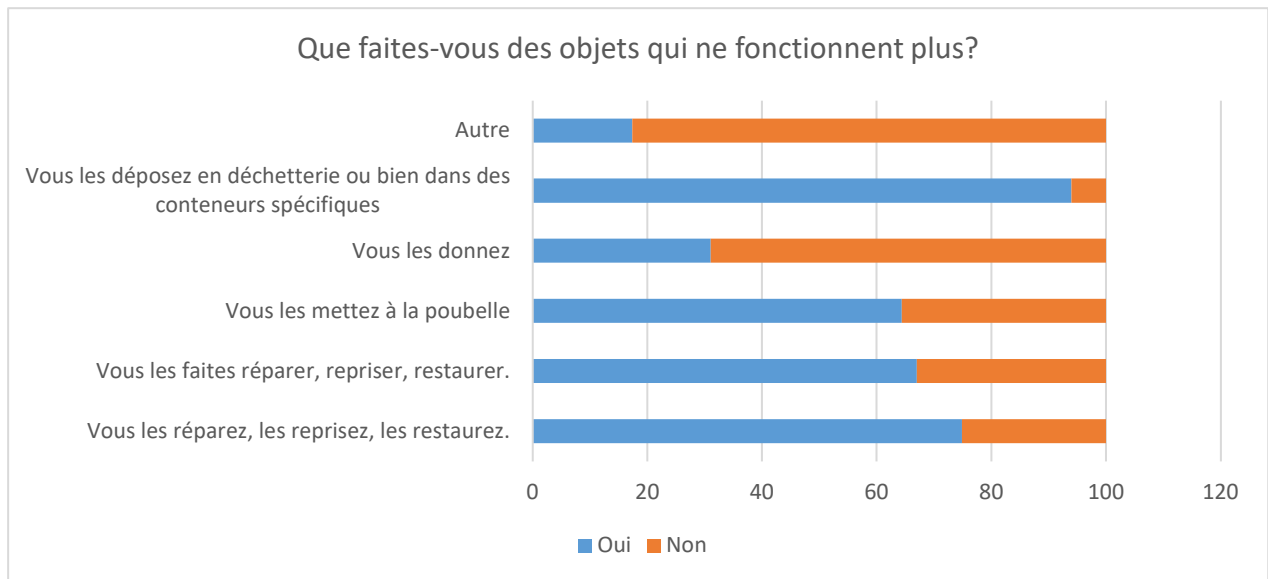


Figure 19 – Que faites-vous des objets qui ne fonctionnent plus ?

(Echantillon = 267, Taux de réponse = 100%)

Dans ce cas, la logique de don auprès de proches (famille et amis) est forte parce qu'elle permet de consolider des relations interpersonnelles et échapper à une logique de pure consommation (Cova et Rémy, 2014 ; Caillé et al., 2014). Elle arrive avant la revente des objets via des réseaux de revente numérique ou physique.

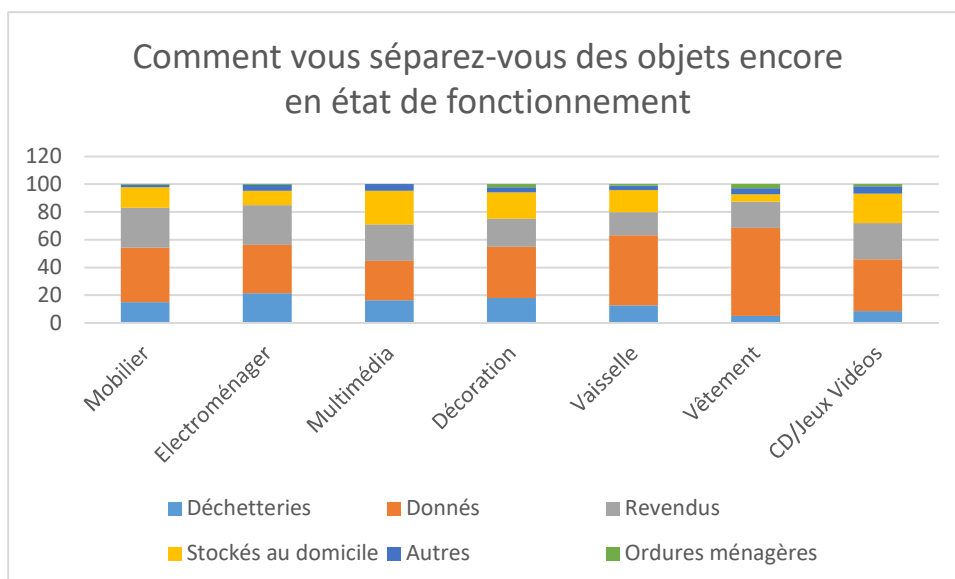


Figure 20 - Le devenir des objets en état de fonctionnement

(Echantillon = 437 ; Taux de réponse sur la question = 60%)

Se séparer d'un objet ne signifie pas toujours le jeter et/ou lui conférer le statut de déchets. Le stockage à domicile est une pratique non négligeable face à un objet dont on ne veut plus se servir mais qui est encore en état. Ainsi comme l'avaient fait apparaître les études regroupées par Anstett et Ortar (2017), au fur et à mesure d'une rupture du lien à l'objet, d'une désappropriation, il change d'endroit de stockage pour s'éloigner de plus en plus du quotidien et du regard et être rangé dans des endroits où il peut rester longtemps. On ne jette pas, on garde. Mais garder ne garantit pas un usage ultérieur ou un don et les

individus ont conscience que ce type de (longue) conservation peut potentiellement altérer la fonctionnalité du produit.

Toutefois l'apport en déchetterie pour les objets encore fonctionnels est quasiment systématiquement la 3^e modalité ; il s'agit en effet souvent de la seule manière légale de se séparer d'objets n'entrant pas dans la gestion des déchets ménagers ramassés en porte-à-porte ou déposés dans les lieux d'apport volontaire. Souvent au domicile les personnes interrogées regrettent l'absence de casiers dédiés au réemploi/réparation ou de personnels d'associations pour les récupérer. En effet, porter un objet en déchetterie c'est le mettre dans des bennes et lui faire perdre son « intégrité » physique et fonctionnelle. Mettre en déchetterie, c'est donner réellement un statut de déchet à l'objet et savoir qu'il a peu de chance d'avoir une seconde vie.

Ces résultats illustrent ce qui avait déjà été mis en lumière dans la littérature sur l'objet en fin de vie et la gestion des déchets par les individus. L'objet dont on souhaite se désapproprier même s'il n'est pas en fin de vie est rarement considéré comme un déchet. On tente de le sauver du rebut d'une manière ou d'une autre dès que c'est possible. Et même au moment du dépôt en déchetterie, le souhait est que l'objet puisse soit être restauré soit recyclé. D'où tout l'enjeu de bien nommer les choses. La fin d'une relation à l'objet ne signifie pas qu'on le range dans le champ des déchets, mais qu'on peut escompter d'autres appropriations futures ou par d'autres personnes.

Le recours à la réparation

La réparation est une des modalités de prolonger la durée de vie d'un appareil et donc son appropriation^{xiv}. Elle peut aussi être le moyen suite à la récupération d'un objet usager de lui redonner des fonctionnalités, de le transformer et de se l'approprier.

A la question « Que faites-vous des objets en votre possession qui ne fonctionnent plus ? », la variable réparer ou faire réparer est fortement mise en avant, respectivement à 74.9% et 67%. Dans les questionnaires réalisés en face à face, une fois bien explicité le terme réparer, les gens expliquent qu'ils tentent des réparations minimales dès qu'ils le peuvent ou bien font appel à leurs proches. Ils fournissent des exemples : imprimante, sèche-linge... Notre hypothèse face au décalage entre les résultats que nous obtenons et les résultats usuels (qui placent très bas la réparation) est d'une part que notre échantillon était conditionné par le titre de l'enquête (au moins dans les réponses acquises via le questionnaire en ligne) et que les répondants étaient des personnes qui se reconnaissent dans l'acte et qui ont donc rempli le questionnaire. Mais surtout qu'il y a une invisibilité de la réparation, parce que le terme en lui-même ne permet pas à tout le monde d'identifier des pratiques que les personnes mènent.

Ce qu'on entend derrière le terme « réparer » doit être explicité et qualifié : reprendre, remettre en état... Recoudre un vêtement apparaît comme une pratique commune même si elle est limitée, à la fois au type de travail à effectuer (« Je sais reprendre des chaussettes ou recoudre un bouton, mais je ne sais pas remplacer une fermeture éclair. » « J'ai réalisé un drap house à partir d'un vieux drap. Ce n'est pas si difficile que cela. Ça demande de la logique. » « Ma fille a essayé de remettre un élastique à un pantalon. Elle a réussi. »), les outils à disposition et leur maîtrise... Cette capacité à coudre ou à réparer est souvent liée à une transmission familiale, parfois non complète, mais qui a laissé une trace concrète.

Par ailleurs beaucoup de gens s'essayent à des petites réparations (« Le four micro-onde était en panne. J'ai essayé en regardant différentes vidéos d'identifier la panne... et j'ai réussi ») et tirent une fierté certaine à réussir par eux-mêmes.

Plus encore, les tiers de confiance réparateurs, les figures emblématiques (voir partie suivante) dans l'entourage immédiat apparaissent comme importants chez beaucoup de gens qui sont confrontés à un objet défectueux. A la fois, ils peuvent intervenir pour réparer un objet en panne, mais aussi pour prodiguer des conseils pour le réparateur en herbe. Ils peuvent aussi prêter des outils que ne possède par la personne qui souhaite réparer.

Lorsque ces deux cercles ne peuvent pas aider, alors les habitants se dirigent vers les artisans spécialisés et dans une moindre mesure vers des enseignes spécifiques (comme les magasins de sport, pour réparer les vélos).

« Je ne jette que les objets cassés et qui ne sont plus utilisables. Sinon j'essaye de donner... et parfois cela m'interroge avec la polémique sur Le Relais. Et puis j'essaye de réparer. Par exemple, récemment mon lave-linge était bloqué. J'ai fait appel à un réparateur. [...] J'avais demandé avant des précisions sur ses tarifs. » (Judith, habitante de Bayonne)

Les ateliers de réparation de l'économie sociale et solidaire sont aussi une ressource possible mais qui arrive derrière les autres et qui demandent d'en connaître à proximité. Cette demande de proximité est assez forte. Ainsi les résultats de l'enquête 2 où les habitants étaient interrogés sur la distance à laquelle ils veulent voir une recyclerie s'installer l'illustrent-ils : moins de 10 km et si possible encore plus proche. Mais ce résultat est contrebalancé par la difficulté à identifier des lieux dédiés pour la réparation, singulièrement pour les meubles, tandis que la connaissance d'espaces de réparation pour les vélos est très importante. Et ce même dans les territoires qui ont mis en place un annuaire des réparateurs existants.

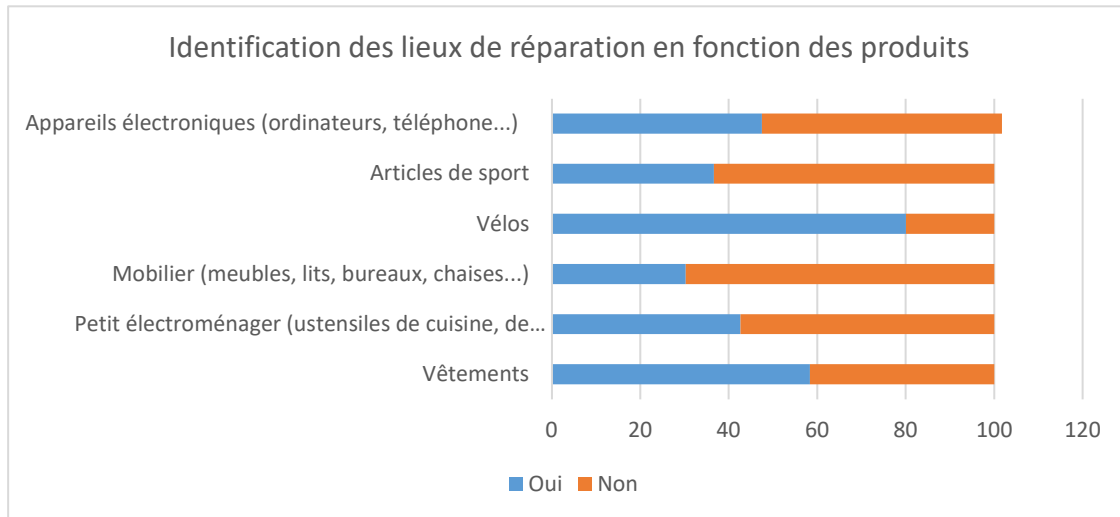


Figure 21 - Connaissance des lieux de réparation en fonction des produits.

Les motifs mis en avant par les « réparateurs » sont environnementaux mais aussi économiques et éthiques (voir le graphique suivant). Réparer c'est remettre à plus tard une dépense, lutter contre l'obsolescence des produits et pouvoir mettre en œuvre ses compétences.

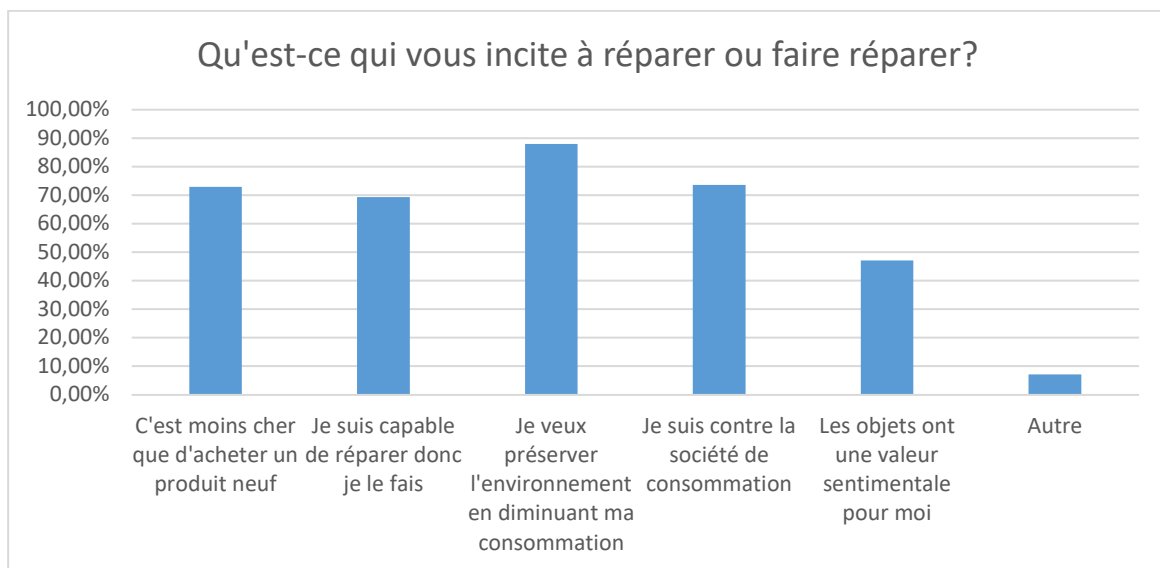


Figure 22 - Les motifs du recours à la réparation

En creux, il est intéressant de constater que ceux qui ne réparent mettent d'abord en avant leur non-compétence déclarée et leur incapacité à identifier un réparateur potentiel qu'il soit du cercle familial ou amical ou professionnel. Le manque de temps est aussi souvent avancé ; réparer, c'est renoncer à une autre activité.

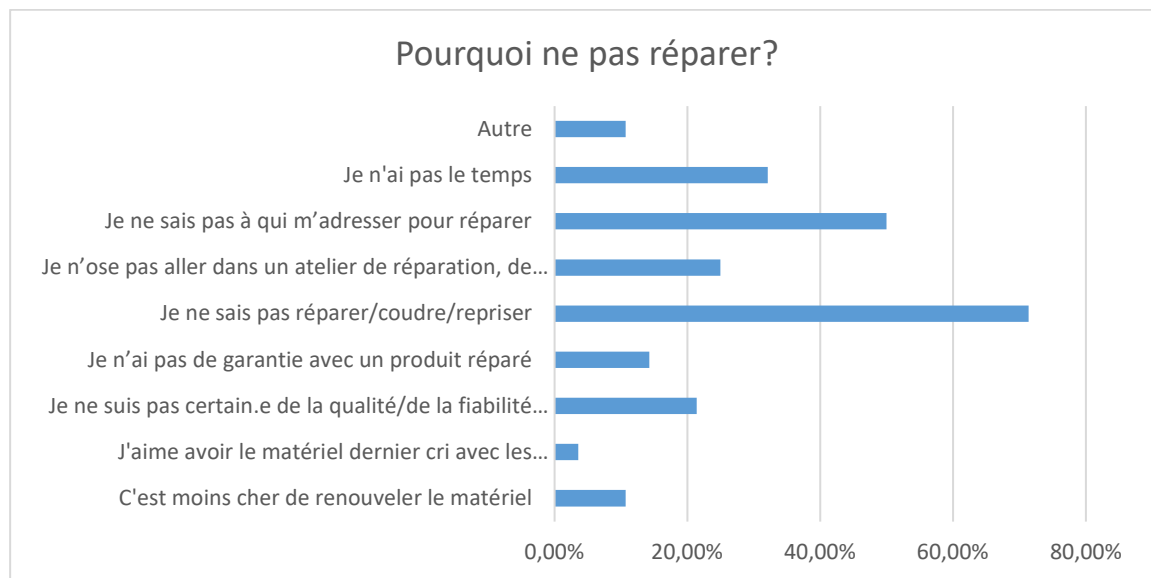


Figure 23 – Les motifs de la non-réparation

La fréquentation des lieux dédiés à la réparation et à la réutilisation : les recycleries/ressourceries

Les recycleries sont des lieux qui restent marginalement appropriés car peu de gens connaissent ce type de lieux (cf. figures 24 et 25). Plus encore ils ne connaissent pas la terminologie et donc le système de fonctionnement sous-jacent. Dans les questionnaires administrés en face à face, il fallait souvent expliciter le terme. Dans le Pays Basque, du côté de Bayonne et d'Anglet, la définition donnée amenait fréquemment les gens à associer la définition à Txirrind'Ola. Les personnes interrogées plus finement ont une plus grande facilité à visualiser les espaces tenus par les associations caritatives type Emmaüs, que les nouveaux lieux comme les ressourceries/recycleries, dont le panel d'activité intègre la réparation.

Les espaces dédiés à la réparation/réutilisation fonctionnent en grande partie avec des utilisateurs ponctuels mais réguliers, qui les ont intégrés dans le paysage des lieux où trouver et acheter des produits de seconde main à un bon prix et où on peut éventuellement faire des dépôts.

Les gérants de recyclerie identifient des usagers très réguliers, voire quotidiens, mais ces derniers restent relativement rares, et habitant à proximité du lieu.

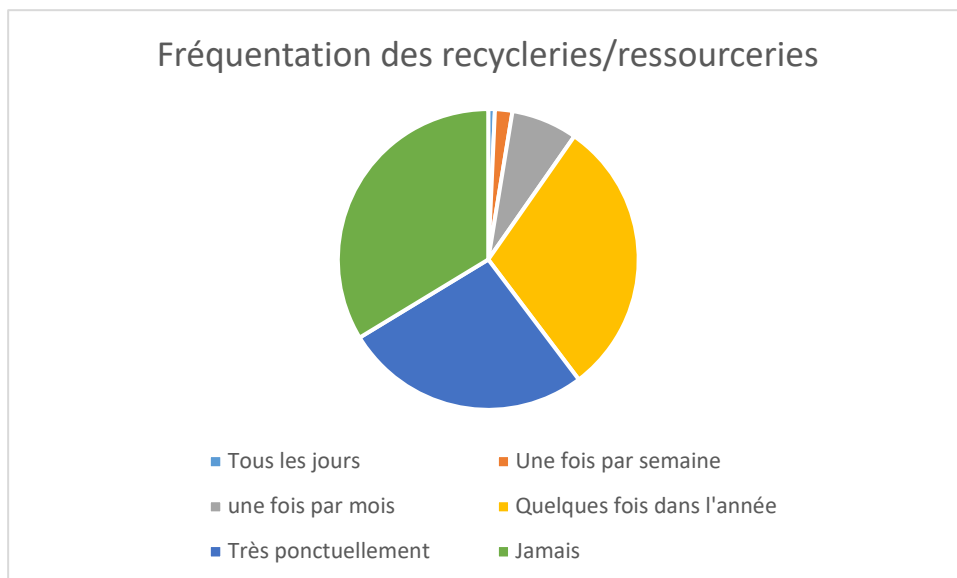


Figure 24 – Niveau de fréquentation des recycleries

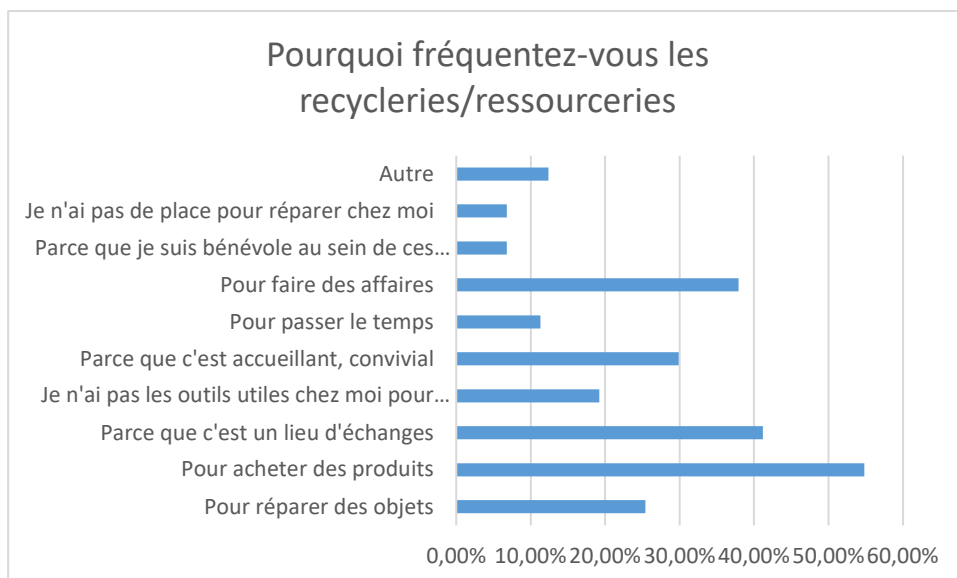


Figure 25 - Motifs de fréquentation des recycleries/ressourceries

Ceux qui connaissent des ressourceries ou recycleries les voient comme des espaces chaleureux d'échange et surtout de lieux de consommation et de pratiques alternatives.

Les femmes vont davantage dans ces lieux parce qu'elles peuvent y faire des affaires, que ces espaces sont accueillants et conviviaux et qu'elles peuvent y acheter des produits. Les hommes y vont d'abord parce qu'ils les considèrent comme un lieu d'échange, pour réparer leurs objets et parce qu'ils n'ont pas les outils nécessaires pour réparer.

Au demeurant, les recycleries/ressourceries restent des initiatives mal identifiées et cela constitue la première cause de non-fréquentation.

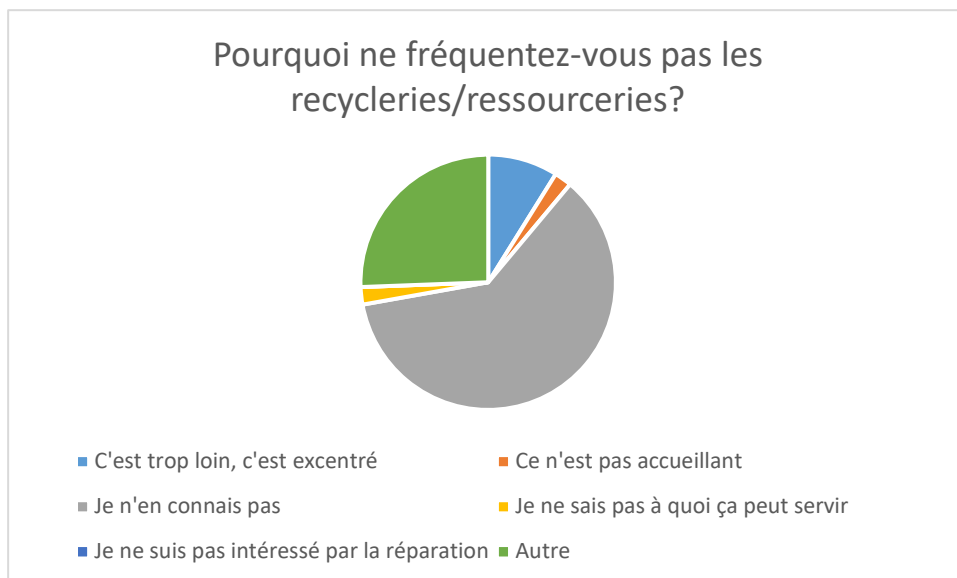


Figure 26 - Motifs de non fréquentation des recycleries/ressourceries

Outre le manque de connaissance de ces lieux et de capacité à les localiser, les gens soulignent dans leurs explications qu'ils ne sont pas informés, qu'ils n'y pensent pas. L'amplitude horaire et la difficulté à les connaître apparaissent également comme des éléments de dissuasion. D'autres considèrent que ce sont des lieux brouillons où il est difficile d'exhumer des choses intéressantes. « Ça m'impressionne. J'ai peur d'y aller pour rien. Je n'aime pas fouiller dans les rayons. »

Reste également ancrée l'image de lieux dédiés à des personnes défavorisées, tenus par des employés en insertion et qui ne sont donc pas ouverts à tous. « Pas de besoin spécifique. C'est souvent des gens marginalisés. Moi j'ai tout ce qu'il faut, même en trop. » « Je ne me sens pas assez défavorisé au point de fréquenter ce genre d'enseignes faites pour des personnes vivant bien en dessous du seuil de pauvreté. »

Un certain nombre de citoyens quand ils identifient très fortement les recycleries comme lieux de réparation ont l'impression de ne pas avoir les compétences nécessaires pour aller dans ces lieux.

Les attentes des réparateurs et des non réparateurs

Les personnes qui disent réparer les objets en leur possession n'ont pas d'attente particulière en termes de disponibilité de lieu de réparation collective. Elles sont globalement bien outillées mais peuvent emprunter dans leur entourage. Ils achètent rarement des outils (53%) ou une fois par an. Ils jugent de manière très favorable la possibilité de pouvoir disposer d'une outillière (un endroit où emprunter des outils). Les entretiens permettent de comprendre qu'il s'agit moins de l'outillage standard que de certains équipements sophistiqués dont le prix et l'encombrement potentiel qu'ils induisent chez soi constituent des freins : machine à coudre, machine de découpe laser...

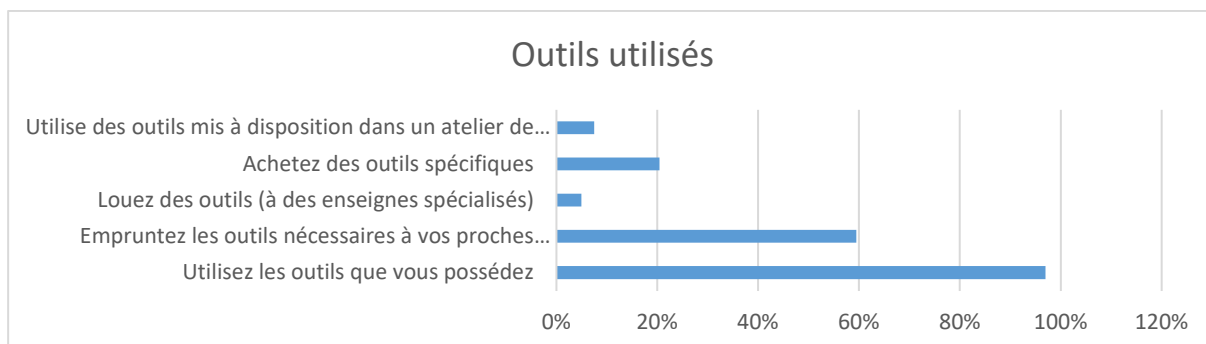


Figure 27 – Les outils utilisés pour réparer

Pour autant 64% de ces réparateurs/repriseurs se disent prêts à partager leurs savoirs.

Les personnes qui ne réparent pas n'escomptent pas nécessairement apprendre ou aller dans des lieux spécifiques dédiés à la réparation par soi-même. Mais elles veulent mieux connaître le tissu professionnel et de l'économie sociale et solidaire proposant de réparer, d'apprendre à réparer ou de réparer par soi-même.

2.1.3. Etude des logiques d'engagement vers la réparation

Les processus d'acculturation à la réparation

Les tris croisés que nous avons effectués n'avaient pas ou très rarement de significativité en fonction de l'âge, du genre, du revenu. Toutefois au travers des entretiens nous avons pu noter que l'environnement familial a une influence non seulement sur la volonté de réemployer des produits déjà utilisés mais aussi de les réparer. Par exemple le fait d'avoir des enfants induit qu'on ne réutilise pas les vêtements car il existe une obsolescence rapide par la taille ; ce qui minimise le recours à la couture. Pour autant le recours au don et aux vêtements de seconde main est bien installé, même si, dans le même temps, les phénomènes de mode sont aussi souvent mis en avant : « Vous savez j'ai deux adolescentes à la maison. Alors je ne peux pas toujours leur imposer de passer par les vêtements éthiques ou de seconde main » (Entretien avec Cécilia, septembre 2019).

Le rôle des habitudes familiales (et des apprentissages ainsi acquis au cours de sa jeunesse), l'habitus^{xv}, est structurant dans la capacité à vouloir recourir à la réparation (par soi-même ou par un autre.) « Dans ma famille, tout le monde réparait, la couture pour ma mère, les appareils électroniques pour mon père ». Avoir vu des proches repriser, retoucher, a familiarisé avec l'acte de réparation et sa faisabilité.

L'environnement familial ou amical joue aussi au travers des figures emblématiques du bricolage. Le fait d'avoir un « mari bricoleur », une « grand-mère couturière », ne permet pas toujours l'apprentissage de compétences, mais d'avoir des personnes sur qui il est possible de se reposer pour faire réparer son objet. Savoir réparer est une compétence clé, appréciée et très sollicitée.

Quand ces compétences ne sont pas présentes dans le cadre familial, on apprécie de les avoir dans un cadre amical. Ainsi faire réparer signifie avant tout mobiliser ses réseaux proches (cf. figure suivante).

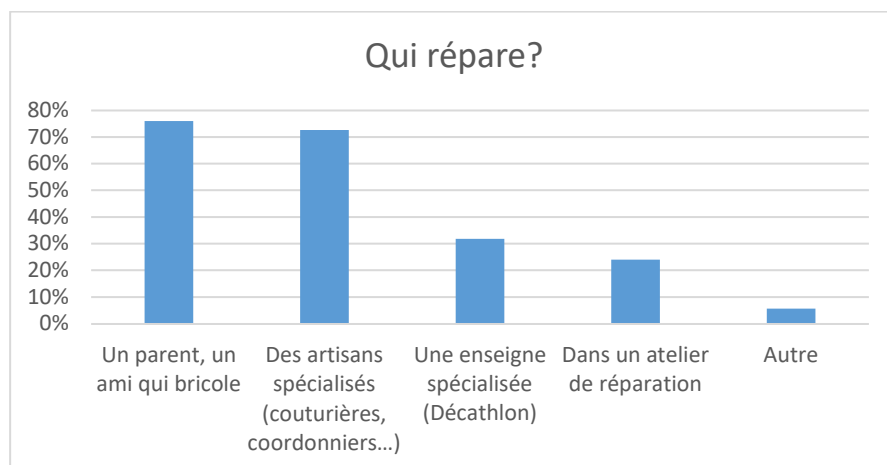


Figure 28 – Vers qui vous tournez-vous pour faire réparer vos objets défectueux ?

Même quand les personnes interrogées déclarent réparer par elles-mêmes, les figures emblématiques de l'entourage continuent de jouer un rôle ressource important pour prodiguer des conseils.

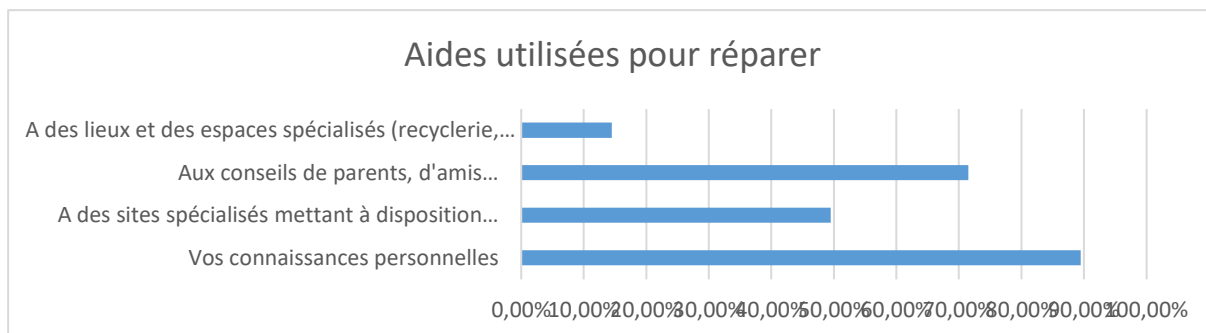


Figure 29 - Aides utilisées pour réparer

Le recours aux tutoriels et vidéos disponibles sur différents spécialisés ou non est important également pour ceux qui veulent réparer par eux-mêmes. Le réflexe d'aller dans des espaces spécialisés est lui bien plus limité (14,5%).

La quête de savoir-faire et de compétences constitue une étape pour ceux qui veulent se mettre à reprendre, restaurer des objets. Mais ils ont parfois des difficultés à déterminer où ils peuvent s'adresser. Aussi l'intérêt pour la mise en place d'ateliers de réparation est assez marqué, même si les répondants disent que tout dépendra de leur disponibilité et des horaires proposés, préférant souvent les moments interstices (au moment du déjeuner sur leur lieu de travail, le samedi matin...). La volonté d'acquérir des compétences est fortement dépendante d'arbitrages personnels en termes de temps dédié à d'autres activités, en termes d'envie.

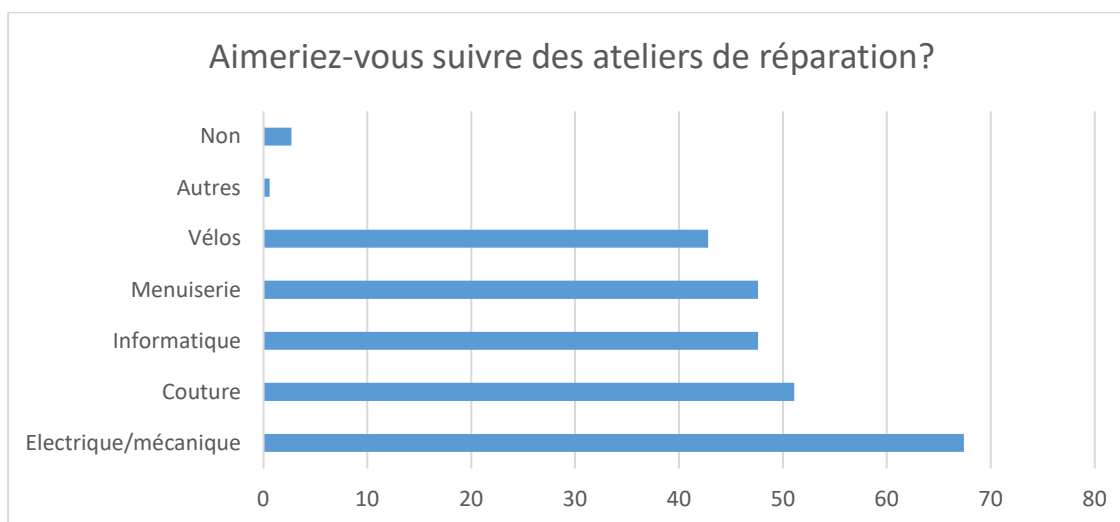


Figure 30 - Intérêt pour les ateliers de réparation

Les registres d'engagement à la réparation

Il existe donc une appétence à la réparation pour certains citoyens que nous avons cherché à préciser au cours de l'enquête. Les données qualitatives et quantitatives permettent de mettre en lumière des registres d'engagement vers la réparation (voir tableau ci-dessus). Ces registres correspondent à la fois à la manière dont les individus sont familiarisés avec la réparation et l'utilisent ou non déjà dans leur quotidien, mais aussi à la manière d'inscrire les objets dans leur espace de vie et le temps qu'ils veulent consacrer à prolonger leur durée de vie. *In fine*, si la contrainte économique existe (on a moins de facilité à se séparer d'un objet quand le coût de remplacement aura un impact fort sur son budget), elle n'est pas surdéterminante dans le choix d'essayer la réparation ponctuellement ou systématiquement. Elle est un critère parmi d'autres^{xvi}. On n'est pas un réparateur/réparatrice parce qu'on a de faibles revenus ; on l'est parce qu'un environnement familial ou professionnel nous a permis d'acquérir une culture de la réparation, des savoir-faire parfois implicites (et pas nécessairement conscientisés au point de pouvoir se déclarer compétent en réparation). Cette pression à réparer peut-être due à une situation

économique qui l'exigeait, mais ne l'est plus nécessairement. Les entretiens réalisés vont dans le même sens ; on est un.e apprenti.e réparateur/réparatrice en quête de compétences, davantage en raison d'une réflexion sur sa consommation et la société de consommation et d'une envie de ne plus être dans un achat systématique de remplacement.

Il est intéressant de souligner que tous les réparateurs ne sont pas militants d'une autre société de consommation, pas tous prêts à s'engager dans des initiatives collectives. Certains réparent parce qu'ils l'ont toujours fait, qu'ils considèrent qu'un objet doit durer. D'autres veulent apprendre à réparer parce que les problématiques de déplétion des ressources, d'abondance des déchets les questionnent. Avoir une culture de la réparation n'est donc synonyme d'un engagement politique ou associatif ; elle est d'abord un rapport particulier aux objets et au faire (pratique de la couture, de l'électro-mécanique) (Roux, 2007 ; Duibuisson-Quellier, 2009).

Aussi avons-nous distingué différents types d'engagement dans l'acte de réparation en fonction du degré d'acculturation à ces procédés, du niveau de connaissances et de la volonté de partager ces savoirs et savoir-faire (figure 31).

Dénomination	Le réparateur solitaire	Le réparateur holiste	Le répar'acteur militant	Le réparateur/réparatrice occasionnel.le en quête de compétences	Le non réparateur, non volontaire à apprendre à réparer
Lieu d'activité, de réparation	Chez lui/elle	Chez lui/elle, pour lui et les autres	Repair Café, recycleries, ressourceries	Chez lui/elle	Fait ponctuellement appel à des artisans pour réparer des produits en panne
Moyens à sa disposition	Possède ses propres outils chez lui	Possède des outils, connaît où trouver de l'outillage	Mutualisation d'outils et de moyens	Peu d'outils	A potentiellement des outils mais ne cherche pas à s'en servir. Utilise son temps pour d'autres objectifs.
Compétences en termes de réparation	Des compétences solides qu'il peut éventuellement partager	Des compétences fortes et connues par les autres.	Des compétences importantes et une envie de partager avec d'autres	Des compétences modiques, mais une envie de les étoffer via ses réseaux proches	Pas de compétences particulières.
Capacité à trouver les outils et réponses nécessaires pour réparer	Sait où trouver les outils, les réponses à ses questions	Figure emblématique familiale, amicale, voire réparateur bénévole dans les recycleries	Veut créer sa structure d'ESS ou participer à la dynamique collective pour créer des lieux et des moments dédiés à la réparation	Fait appel aux autres, notamment à des figures emblématiques. Ne sait pas nécessairement où trouver l'information utile pour accroître ses compétences	Fait appel aux autres, notamment à des figures emblématiques.
Comment se représente-t-il/elle les recycleries ? Quel rôle peut-il/elle y jouer ?	N'est pas d'emblée intéressé par ces espaces car il/elle agit en autonomie et dans son cercle amical ou de voisinage.	Ressource particulièrement recherchée par les ressourceries/recycleries	Initiateur des recycleries. Souhaite en faire un lieu de consommation et d'action alternatif au tout déchet.	Public cible pour les recycleries, les repair-cafés, leurs ateliers de réparation	Public qui souhaite qu'on puisse répondre à ses demandes de réparation. N'est pas intéressé par le <i>Do It Yourself</i> .

Figure 31 – Tableau présentant les registres d'engagement vers la réparation

Les figures de réparateurs, d'apprentis réparateurs ou de non-réparateur ne sont pas intangibles, des évolutions sont possibles en fonction d'événements de la vie, de rencontres... Au demeurant il ne faut pas escompter des changements radicaux par la mise en place de politiques publiques plus intenses sur le sujet ou la multiplication d'initiatives locales.

De fait, beaucoup d'initiatives créées autour de la réparation prône le *Do it Yourself (Faire par soi-même)* et même le « *Faisons-le ensemble* », dans la mesure où les espaces ou moments dédiés à la réparation proposent que des réparateurs bénévoles aident les personnes à réparer, à identifier la panne, à trouver la pièce de rechange.

Cet attrait d'une petite partie de la population pour ces nouveaux espaces et temps ne doit pas occulter toute la *réparation grise* qui existe avant que certains individus se décident à aller chercher des compétences auprès d'artisans ou dans ces espace-temps associatifs. La plupart des personnes interrogées ne jettent pas un produit électro-ménager de bon cœur. Si elles ont quelques compétences, elles essaient d'abord chez eux de le réparer. Sinon elles font d'abord appel à leur cercle familial, à leurs amis ou à leurs voisins, qui ont la compétence de pouvoir réparer. Ils ne font la démarche d'aller voir ailleurs (chez un artisan, dans une recyclerie) que si la compétence de réparation du produit défectueux n'existe pas dans leur entourage.

Au demeurant la démarche d'aller vers les lieux alternatifs de l'économie sociale et solidaire n'est pas systématique, puisque ces espace-temps ne sont pas toujours connus, peuvent être trop éloignés au regard du trajet que veulent bien consentir les consommateurs. De plus, les individus n'ont toujours pas envie de s'y rendre pour de multiples raisons : faute de temps, parce qu'ils n'adhèrent pas au principe sous-jacent...

En effet, tout le monde n'aspire pas à réparer ou apprendre à réparer. Beaucoup de personnes ne veulent pas subir l'injonction du *Do it Yourself*, dans la mesure où elles « n'ont pas le temps », que leurs arbitrages personnels entre leurs activités professionnelles, familiales, associatives, n'intègrent pas un nouveau temps pour la réparation. Réparer signifie pour elles avoir du temps à consacrer à cet acte, avoir des compétences ou avoir le temps d'acquérir des compétences. Ces non-réparateurs ne deviendront pas soudain des réparateurs. En revanche la facilitation de l'accès aux réparateurs professionnels ou associatifs à qui on peut laisser un objet pour qu'ils soient réparés sans engagement de la part du propriétaire peut s'avérer un levier.

D'un autre côté, si se déplacer dans des lieux de réparation prônant le *Do it Yourself* suppose implicitement des compétences requises élevées, le risque d'auto-censure de ceux qui ne se reconnaissent pas réparateur peut être fort. Une mauvaise communication sur le faire soi-même ou faire avec les autres risque de dissuader la participation d'habitants peu confiants sur la capacité à faire.

L'objectif des porteurs de projet sur la réparation ou des collectivités locales ne doit pas être de transformer tous les habitants en réparateurs, mais de permettre à chacun d'aller potentiellement plus loin dans les démarches qu'il réalise déjà en termes de réparation et de lui permettre d'utiliser les réseaux locaux et possibilités de réparation par une meilleure information.

2.1.4. Conclusion

Le retour des deux études par questionnaire et les interviews permettent de livrer un certain nombre de données sur la place de la réparation dans le quotidien des citoyens et la manière dont elle s'insère dans la vie d'un objet.

Si la réparation a une place moins négligeable qu'on ne le juge souvent dans le quotidien des usagers, elle s'effectue d'abord par soi-même et dans l'entourage proche. Le passage vers des professionnels ou des structures associatives n'est pas aussi systématique, par manque de connaissance et de confiance (incertitude sur le prix à dépenser, sur la fiabilité).

Mieux connaître les registres d'engagement des citoyens vers la réparation permet de concevoir des réponses territoriales qui n'uniformisent pas les potentiels clients et risqueraient de ne pas répondre à leurs attentes.

3. Les living labs

Afin de répondre aux problématiques levées dans la première partie autour de la reconnaissance de la réparation et du réemploi, nous posons l'hypothèse qu'au travers de « living labs », c'est-à-dire d'ateliers citoyens, collaboratifs et expérimentaux, il est possible de structurer des communautés de pratiques et d'améliorer la reconnaissance et le recours au réemploi. Ces living labs, en favorisant la collaboration entre acteurs hétérogènes, permettent d'imaginer collectivement ce que pourrait être des réseaux territorialisés de la réparation et du réemploi en tant qu'éléments des systèmes de gestion des déchets décentralisés à haute valeur sociale et environnementale.

Des living labs ont été conçus et déployés sur les deux terrains expérimentaux. Cette partie détaille leur construction et leur déploiement pour fournir aux porteurs de projets (collectif citoyens, collectivités...) des outils et retours d'expérience pour construire leur réseau territorial de la réparation et du réemploi.

Dans cette partie, nous reviendrons sur quelques aspects conceptuels autour de la fin de vie des produits et les stratégies de traitement (3R) puis nous reviendrons sur l'état de l'art des living labs de la réparation. Dans un second temps, nous détaillerons le développement et le déploiement de ces living labs sur nos territoires et analyserons les résultats. Nous formulerons des préconisations pour les différents acteurs et développerons des perspectives pratiques et de recherche sur ce sujet.

3.1. Proposition

Dans le cadre du projet Recyluse, nous proposons de créer des living labs systémiques et multi-niveaux appropriables par les différents participants. Ainsi, les living labs sont développés pour chaque niveau (produit, atelier, territoire) pour répondre d'une part à des problématiques "par niveau" et d'autre part, pour mettre en avant des effets d'une prise de décision d'un niveau sur les autres.

Au niveau 'produit' :

- Pour les participants, il s'agit à la fois d'apprendre les gestes de base de la réparation et d'expérimenter par la pratique ce que peut être la réparation ou l'upcycling et d'être informé sur les grands enjeux d'une filière.
- Les résultats attendus sont en premier lieu le développement de la culture de la réparation et du réemploi par l'appropriation de l'activité de réparation, tant par l'acquisition de savoir-faire techniques que par l'information sur les impacts socio-environnementaux des filières concernées.

Au niveau 'atelier' :

- Pour les participants, il s'agit de concevoir collectivement les modalités de mise en œuvre d'un atelier de réparation en questionnant ses missions et les moyens physiques, organisationnels et humains pour y parvenir et d'être informé sur les enjeux et problématiques de développement de recycleries.
- Les résultats attendus sont, en premier lieu, de sensibiliser les citoyens, entreprises et acteurs publics aux enjeux de la mise en place d'ateliers ou centre de réemploi et réparation et l'acquisition d'outils pour développer une définition partenariale de ces lieux : objectifs et missions, moyens matériels et humains pour la réalisation des ambitions sociales, environnementales et économiques du lieu.

Au niveau 'territoire' :

- Pour les participants, il s'agit principalement de concevoir une recyclerie en considérant ses interactions avec son territoire (ressources, infrastructures et géographie et réseaux d'acteurs).
- Les résultats attendus sont la sensibilisation des participants aux enjeux de l'intégration des spécificités des territoires dans les réflexions lors d'un montage de recyclerie : accès aux gisements, au foncier, interactions avec les réseaux d'acteurs, contraintes infrastructurelles...

Les ateliers visent également, dans une démarche réflexive, à comprendre en quoi la méthodologie des living labs permet de favoriser la culture de la réparation et du réemploi auprès des participants et en quoi elle favorise la collaboration entre les différents acteurs directement impliqués dans le réemploi et la réparation. Nous cherchons à comprendre comment des interactions se mettent en place ou non, quelles sont les incompréhensions qui peuvent naître entre les participants (que ce soit entre les animateurs et les participants ou entre les participants), quels registres de communication sont utilisés dans le cadre d'actions tournées vers la réparation (les paroles, l'explication gestuelle, etc.). L'enjeu le plus important est de saisir la dimension de transmission d'informations entre les individus, informations qui peuvent être de plusieurs types : apprentissage entre ceux qui savent et ceux dont les compétences sur le sujet majeur du living lab sont moindres ; information sur la compréhension et la non-compréhension face à ce qui se passe (dans l'acte de réparation par exemple...) ; échanges d'idées sur ce qu'est ou pourrait être l'acte de réparation et les conditions pour qu'il puisse s'exercer, se diffuser, etc.



3.2. Développement des living labs

Cette partie détaille la construction des protocoles pour les living labs aux trois niveaux, leur mise en œuvre sur les territoires et leur analyse.

Les living labs ont été testés à plusieurs reprises sur les deux terrains partenaires. Nous nous sommes adossés à la Semaine Européenne de Réduction des Déchets 2018 (SERD2018) pour tester de manière intensive les living labs produit au Pays Basque (3 ateliers en une semaine). En Cœur de Savoie, les trois niveaux ont été testés de février à septembre 2019. D'autres expérimentations ont été réalisées pour le niveau territoire, en interne à l'Apesa (position de candides) et au pôle territorial de coopération économique avec des porteurs de projets de recyclerie en partie sur le territoire PB.

Date	Lieux (terrain)	Activité	Nb. participants
19/11/2018	Bayonne (PB)	Conférence	26
20/11/2018	Bayonne (PB)	Produit (textile)	14
21/11/2018	Cambo-les-Bains (PB)		19
22/11/2018	Mauléon (PB)		13 dont 5 enfants
14/02/2019	Saint-Pierre d'Albigny (CdS)	Produit (ameublement)	14
02/04/2019		Atelier	10
24/09/2019		Territoire	4
15/11/2019			Pau (interne APESA)
21/01/2020	Tarnos (PB)		10

Figure 32 – Living labs réalisés dans le cadre du projet

Les protocoles des niveaux "atelier" et "produit" sont construits sur une logique similaire, travaillée en collaboration avec des chercheuses et des membres du collectif de couturières et créatrices Orratzetik Hari présentées ci-dessous.

- **Dr. Nazli Terzioglu Ozkan** (Linköping University, Suède) a réalisé sa thèse de doctorat en ingénierie de conception et d'innovation au Royal College of Art. Son doctorat explore les possibilités de réparation visible visant à sensibiliser aux problèmes environnementaux, dans le cadre d'une approche de conception de produits circulaire. Grâce à une série d'ateliers au cours desquels les participants ont réparé des produits cassés, des kits de réparation Do-Fix ont été développés et testés. Ces kits combinent de nouvelles technologies telles que l'impression 3D avec des méthodes de réparation traditionnelles telles que le kintsugi, le reprisage et le rapiéçage, visant à rendre les réparations visibles et engageantes à réaliser. Ses principaux intérêts de recherche sont l'économie circulaire, la conception de produits durables, la longévité des produits, l'entretien et la réparation des produits.
- **Dr. Marion Réal** est chercheuse en conception systémique qui explore les transformations sociales qui se produisent pendant les transitions vers les économies circulaires et le localisme cosmopolite. Elle travaille actuellement sur le projet SISCODE au Fab Lab Barcelona pour soutenir les approches de recherche et d'innovation responsables et de co-conception dans différents fablabs, laboratoires vivants et lieux culturels. En collaboration avec les parties prenantes locales, elle pilote l'initiative "Circulaire El Barri" pour renforcer l'engagement des citoyens dans la science, réduire la distance avec les décideurs politiques et concevoir de nouveaux services et systèmes circulaires.
- **Orratzetik Hari** (citée ci-dessus) était un collectif de couturières et créatrices basé à Cambo-Les-Bains qui développe un ensemble d'action concrètes envers les citoyens pour favoriser le développement de la culture de la réparation et du réemploi textile dans le Pays Basque (friperie, atelier d'apprentissage de la

couture, boutique pour les créations, actions de sensibilisation...). Maialen Zamponi (Malula création), Valérie Lallemand (Filao Fabric) et Manon Del Toro ont participé à la co-élaboration du protocole expérimental pour les living labs niveau produit par leurs apports pratiques.

Le living lab « territoire » a été conçu comme un jeu de rôle sur plateau (*serious game*) afin de reproduire les spécificités des territoires. En effet, lors de la phase de diagnostic territorial, l'influence des nœuds de communication, d'accessibilité au foncier, des réseaux d'acteurs préexistants, de la disponibilité des ressources ont été mis en avant.

Différents types de médias sont utilisés pour capter les moments sensibles au cours de l'atelier (génération d'idées, développement de prototype, présentation des résultats, etc.) : enregistrement vidéo ou audio, prise de note régulière par les chercheurs de l'étude, les documents supports remplis par les participants et enfin un questionnaire en ligne envoyé suite à la séance recueillir leurs ressentis et recommandations.

Ces observations et retours utilisateurs ont permis de faire évoluer les living labs, faire apparaître quelques résultats et lever de nouvelles interrogations. Nous présentons ici la dernière version du protocole et des supports en soulignant quels éléments ont évolués et pourquoi.

3.3. Protocole “living lab produit”

Le protocole living lab produit dure 3 heures et est divisé en deux parties (diagnostic individuel et conception collaborative) et une mini-conférence informative.

Diagnostic individuel (40-60 minutes)

L'objectif de cette première partie est de confronter les perceptions des participants individuellement puis collectivement aux produits abandonnés par leurs anciens propriétaires. Dans ce premier temps, les participants sont invités individuellement à décrire un produit choisi au hasard avec ces propres mots.

Pour le textile, des vêtements issus de la fripe de OH étaient mis à disposition et les participants étaient invités à piocher au hasard une pièce à analyser. Ces vêtements n'ont pas été triés en amont et sont représentatifs de ce que les particuliers peuvent donner aux structures de réemploi.

Pour le mobilier, du fait de l'encombrement et des problèmes logistiques associés, des fiches avec photos et courts descriptifs ont été proposés aux participants (voir exemple de fiche ci-dessous et dans les annexes). Ces fiches 'vieux meubles' ont été construites à partir du site [Label Emmaüs](#), site de vente en ligne des communautés Emmaüs. Les photos et descriptifs sont ceux que l'on trouve sur le site.





Figure 33 - Exemple de fiche 'vieux meuble'

Afin de recueillir et d'orienter le participant dans la description de son produit, une "fiche découverte" était mise à sa disposition. Cette fiche permet de se familiariser avec le produit, de décrire a priori pourquoi le produit a été jeté et enfin, de décrire quelle serait sa solution à domicile face à ce problème.

Les rubriques 'découverte', 'description' et 'solutions' sont accompagnées de questions pour accompagner la réflexion.

Découverte : Quel est le produit ? D'après vous, quels sont ses atouts ? Quelles sont ses zones sensibles ? Pourquoi a-t-il été jeté ?

Description : Pouvez-vous décrire de manière précise la partie défectueuse du produit. D'après vous qui est à l'origine de ces problèmes ?

Solution : si vous étiez chez vous et que c'était votre produit, qu'en feriez-vous ? Comment le feriez-vous ? N'hésitez pas à dessiner vos solutions.

Atelier Viens – Pense et Répare	
<p>Découverte : Quel est le produit ? D'après vous, quels sont ses atouts ? Quelles sont ses zones sensibles ? Pourquoi a-t-il été jeté ?</p> <p>Armoire bretonne. Ses atouts résident dans la qualité de ses décors. Les zones sensibles : encoffrement, antiquité. Il a été jeté car il est daté.</p>	
<p>Description : Pouvez-vous décrire de manière précise la partie défectueuse du produit. D'après vous qui est à l'origine de ces problèmes ?</p> <p>Son encoffrement et son côté défectueux.</p>	
<p>Solution : si vous étiez chez vous et que c'était votre mobilier, qu'en feriez-vous ? Comment le feriez-vous ? N'hésitez pas à dessiner vos solutions</p> <p>Ponçage des défauts pour restaurer. Création de portes d'entrée et ou de portes de placards. + Retrouver la couleur d'origine du bois.</p>	

Figure 34 - Exemple de fiche découverte

Pour clore cette première partie, les participants sont invités à restituer leurs diagnostics individuels afin de les confronter avec la qualité perçue par les autres participants et la mise en commun de leurs solutions à domicile. Pour éviter les longueurs lors de cette restitution, seuls quelques produits sont présentés selon l'envie des participants et le temps restant sur la première partie.

Observations 'découverte produit'

- Même si le fait de pouvoir manipuler les objets est une plus-value pour les participants, le travail de découverte, diagnostic, solution basée sur une photo et un court descriptif n'a posé aucune difficulté.
- Pour la description, les discussions portent plutôt sur l'esthétique, la technique, la texture (la douceur pour certains textiles) mêlant le ressenti et la technique.
- La question "D'après vous, qui est à l'origine de ce problème ? le styliste ? le fabricant ? l'utilisateur ? la société ? le collecteur de déchets..." nécessite souvent une relance spécifique de la part des animateurs. Toutefois, les participants étaient capables d'identifier une ou plusieurs personnes à l'origine de la défaillance.
- Les échanges autour de pratiques, astuces et retours d'expériences permettent un apprentissage croisé entre les participants autour d'un même objet.
- La mise en commun et les discussions sur les savoir-faire maison sont de bons moyens de briser la glace entre les participants (les vêtements démodés remportent la palme du rire).
- Il existe une très grande diversité de 'solutions maisons' proposées pour les ateliers textiles et ameublement qui illustrent que le recours à la réparation est moins un problème d'arbitrage que de compétence.
 - Réutilisation directe ("vintage", "à la mode", "à mon goût" ou "pour faire du sport ou de la peinture"...)
ou indirecte (revente en vide grenier, "je le met dans des points relais") ;
 - Détournement ou changement de destination (transformer robe en jupe, gilet en coussin, chemise en objet éducatif, "rangement divers garage"...)
 - Modification de l'esthétique (peinture, teinture, raser les bouloches, nettoyage du col...)
 - Solutions technique (lessive spécifique, réalisation d'ourlet, patch, reprise, décapage, ponçage, traitement...) réalisée soi-même ou en demandant de l'aide à un tiers ou faire faire par un.e spécialiste ;
 - Recyclage matière (tissus en patchwork, chiffon, peluche...).

Astuce: Le temps de réalisation des diagnostics individuels est soumis à la ponctualité des participants et permet de lancer les discussions et travaux collectifs en une seule fois. La structure de l'atelier (introduction, diagnostic individuel, conception collaborative) s'est ainsi transformée en diagnostic individuel, interlude, conception collaborative.

Interlude

L'objectif de cette partie qui dure vingt minutes est de sensibiliser les participants aux problématiques liées au produit considéré. Les supports réalisés par les chercheurs du projet sont annexés à ce rapport. Pour chaque living lab 'produit', les informations portent sur :

- Des éléments de contexte 'réparation/réemploi' : directive européenne 2008/98/CE "3R", les contraintes et freins au déploiement de la réparation et du réemploi (déficit de structures dédiées, mauvaise perception du consommateur, culture de la propriété...)
- Des informations générales sur les objectifs du projet de recherche Recyluse, les moyens mis en œuvre (méthode) et les résultats attendus du projet
- Des informations spécifiques à la filière concernée (filière mobilier ou textile) : volumes de déchets générés, principaux impacts socio-environnementaux sur le cycle de vie, les filières existantes de fin de vie... les informations sont issues des panoramas déchets de l'ADEME, et rapport d'observation des filières REP.



Ensuite, le living lab est présenté à travers ses objectifs, les fiches supports à la réflexion (détaillées plus bas) puis des bonnes pratiques pour la circulation de parole et le bon déroulé de la séance (pas de censure, bienveillance et convivialité...).

Conception collaborative (100-120 minutes)

Suite à l'interlude, la consigne pour cette partie du living lab est « d'imaginer de nouvelles solutions pour donner une nouvelle vie au [textile/meuble] et se projeter dans la [textilerie/recyclerie] de demain qui permettra de mettre en œuvre les propositions ». Bien que les ateliers collaboratifs aient vocation à se faire en groupe, nous nous sommes rendu compte que certains participants souhaitent développer seuls leurs idées. Les solitaires ont reçu les mêmes consignes que les équipes et ont pu travailler comme ils l'entendaient.

Les objectifs de cette partie sont multiples :

- Tester des modalités (accompagnement, support ou stimulation) pour favoriser la collaboration entre acteurs hétérogènes au niveau du produit, pour permettre aux participants d'anticiper les effets de ces décisions de conception sur l'organisation d'un lieu dédié
- Permettre le co-apprentissage et la co-construction d'un socle commun autour de la réparation et du réemploi au sein d'une équipe (travail collaboratif), entre les équipes d'un même groupe (transmission directe de pairs à pairs) et entre des groupes distincts (conservation et transmission dans le temps).

Pour répondre à ces objectifs, des ressources de différentes natures sont proposées aux participants :

« Vous allez être accompagnés par [couturière ou menuisier] qui pourra vous aider sur des techniques et nous allons vous proposer des planches d'inspirations afin de vous aider à trouver des solutions. Attention, ces planches n'ont pas pour but de vous donner des solutions toutes faites mais juste de vous aider à imaginer des alternatives. ».

Pour les ateliers textiles et menuiserie, le choix a été fait de s'appuyer sur des professionnels. Toutefois, nous avons pu constater, lors des diagnostics, que l'auto-apprentissage (internet, essais-erreurs seul ou en groupe...) sont également des stratégies bien présentes dans les initiatives. D'ailleurs, la première partie du protocole s'appuie sur la mise en commun de cette connaissance diffuse portée par chaque participant.

Les professionnels apportent leur expérience pratique (maniement machine, modalité démontage/montage des produits, traitement de problématique matière...) et leurs connaissances métier (REX, design, style...) à la demande des participants. Ils ont très largement porté l'animation de la seconde partie en accompagnant les participants dans leurs réflexions au niveau du produit.

En plus de ces connaissances portées par les professionnels, les fiches d'inspiration ont vocation à apporter aux participants des connaissances sur les principes de prolongation de la durée de vie des produits par des exemples. Lors des ateliers textiles, les fiches d'inspirations ont été réalisées par les créatrices qui les ont présentées elles-mêmes aux participants.



Figure 35 - Maialen Zamponi (Malula création), Valérie Lallemand (Filao Fabric) et détails de leur planche d'inspiration

Pour l'atelier ameublement, les fiches 'inspirations produits' ont été réalisées par les chercheurs en collaboration avec Pierre Roussat d'Api'R Bois. Sur la fiche 'inspiration produit bois' ci-dessous, des productions Api'R Bois, des projets glanés sur des sites inspirants (Pinterest par exemple) et des images d'un projet réalisé lors d'un living lab textile (jean-cravate) sont proposées pour illustrer des principes de prolongation de durée de vie. Les planches sont affichées au mur, présentées brièvement, puis laissées en accès libre durant l'atelier.



Figure 36 - fiche d'inspiration produit

Plusieurs dispositifs ont été déployés pour permettre de conserver des informations pratiques sur le développement et la réalisation du prototype en équipe. Ils doivent permettre de comprendre le concept, le reproduire, le critiquer, le poursuivre... de groupe en groupe pour une collaboration asynchrone (voir la partie dédiée aux perspectives – réutilisation des concepts).

La 'fiche concept' permet de décrire le concept par l'écrit et le dessin, de détailler le processus suivi pour sa réalisation et faire ressortir les difficultés rencontrées ou projetées. Les animateurs documentaient également les phases de développement par des photos. En fin de séance, une restitution orale de l'équipe au groupe est filmée. Pour les living labs textiles, les prototypes réalisés ont été conservés. Pour les living labs ameublement, du matériel de maquettage a été proposé aux participants (carton, colle, papiers, peinture...) mais il n'a pas été utilisé par les groupes (croquis pour la restitution de leurs concepts).



Figure 37 - Exemple de fiche concept et réalisation du prototype

Observations consignation des concepts :

- Les rubriques de la 'fiche concept' constituent une trame structurée pour la restitution/transmission de la réflexion mais ne correspond pas au mode de développement erratique et itératif des solutions. Cette fiche n'aide pas à la conception mais permet de conserver une trace du résultat.
- Les modalités de restitution des réflexions doivent rester diverses : prototypes, dessin, texte, croquis...
- La fiche concept a évolué sur le format (A4-A3) et sur le détail du contenu selon les retours participants et les observations lors des ateliers, le dessin est un moyen qui demande de la place (ex. recto-verso de la fiche concept living lab textile ci-dessous).

Analyse et déploiement

Communication et recrutement des participants

Pour remplir l'objectif de sensibilisation et de participation d'acteurs hétérogènes, ces ateliers ont été conçus pour s'adresser à tout type de participants, qu'ils soient experts ou non sur la réparation/réemploi ou sur le domaine d'activité envisagé (bois, textile, etc.), et qu'ils soient industriels, réparateurs, acteurs publics, citoyens, sensibilisés ou non. Le recrutement des participants a été un point sensible lors de la réalisation de ces ateliers.

Les stratégies de recrutement des participants sur les deux territoires se sont appuyées sur différents canaux de communication. Dans les deux cas, les living labs arrivant en cours ou après les diagnostics territoriaux, les parties prenantes rencontrées constituaient une base de participants potentiels liés au projets (porteurs de projets, élus, techniciens des collectivités, citoyens engagés, gestionnaires de déchetteries, de recycleries, des concepteurs et metteurs sur le marché...). Un point critique devenant le recrutement d'autres personnes, les « simples » citoyens, les non usagers des recycleries.

Nous nous sommes appuyés sur les parties prenantes rencontrées pour assurer la diffusion des invitations (par mails) à leurs partenaires, cercles privés... Nous avons également réalisé des campagnes d'affichage évènementiel au Pays Basque, des invitations diffusées dans la lettre d'information de la communauté de commune Cœur de Savoie (cf. affiches ci-dessous). Un relais remarquable a été l'association de couture de Mauléon dont la position initiale de défiance s'est transformée en levier de recrutement important.

The figure shows three posters for textile repair and reuse workshops in the Pays Basque region. The first poster is for a collective imagination conference on November 19-22. The second poster is a calendar of three workshops: Monday 19th in Bayonne, Tuesday 20th in Bayonne, and Wednesday 21st in Mauléon. The third poster is for a role-playing game workshop on November 30th.

Figure 38 – Affiches d'invitation pour les ateliers

Bien que les canaux aient été multipliés, le recrutement est un point sensible qui doit être encore amélioré pour obtenir les profils visés. En effet il n'y avait pas de représentants des gestionnaires de déchetterie, pas de concepteurs, très peu de citoyens pas du tout sensibilisés aux questions du réemploi et de la réparation. En effet, les participants s'auto-évaluent, pour les living labs 'textile' au Pays Basque, comme débutants à 45%, 39% comme intermédiaires, 11% avancés et 5% professionnels. Lors des échanges pendant les living labs, seuls deux participants n'avaient jamais fait de couture. Pour Cœur de Savoie, 63% des participants se considèrent débutant, 32% intermédiaires, 5% avancés et aucun n'est professionnel du « travail du bois ».

La conférence d'inspiration

La conférence d'ouverture de la SERD2018 (19/11/2018) était à destination d'un public élargi, non expert pour comprendre et débattre autour des leviers et des freins au réemploi et à la réparation dans le secteur du textile. Plusieurs intervenants participaient à l'animation de cette conférence qui comprenait :

- Une brève ouverture rappelant les enjeux de la semaine et ses objectifs,
- Les chiffres-clefs de la filière textile et les enjeux socio-environnementaux et économiques sur chaque étape du cycle de vie des produits textiles sur la base d'une exposition 'le cycle de vie du textile'^{xvii}.





Figure 39 – Affiche de sensibilisation aux enjeux textiles

Dr. Nazli Terzioğlu Ozkan, chercheuse de l'université de Linköping en Suède, est revenue ensuite sur ses travaux de thèse de doctorat sur la réparation des produits. Dans le cadre de la conférence, Nazli Terzioğlu Ozkan a présenté ses travaux intitulés : « *Towards a circular economy: Fixing our relationships with things through repair* ». Elle y décrit la réparation comme une étape de transition vers l'économie circulaire et montre l'intérêt de rendre visible la réparation pour l'encourager. Il est pour cela nécessaire de comprendre la valeur des objets à travers cet acte de réparation.

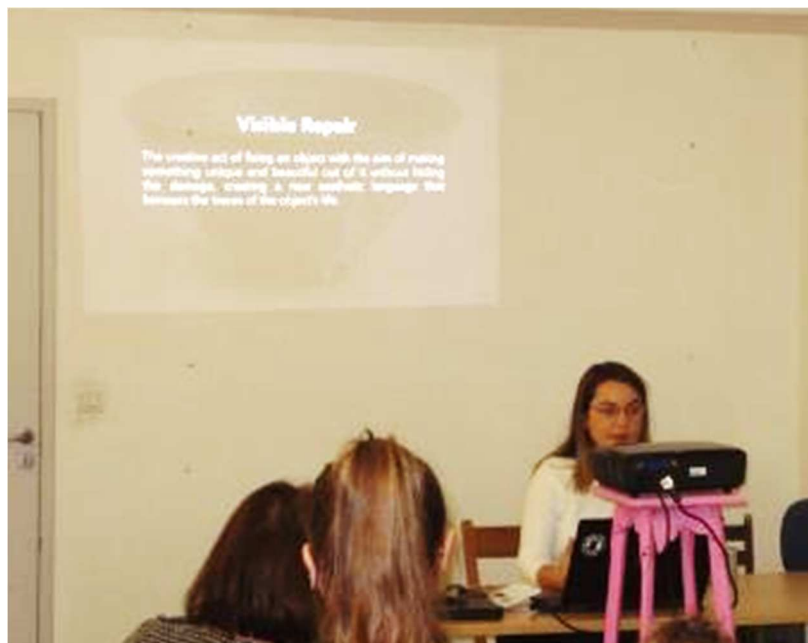


Figure 40 – Présentation de Nazli Terzioğlu Ozkan sur la « réparation visible »

Cyril Baldacchino de l'APESA a présenté différents cas et retours d'expérience issus de recycleries à l'échelle Européenne visitées lors du projet Interreg RETRACE sur l'économie circulaire. La présentation a consisté dans un premier temps à présenter un ensemble de bonnes pratiques en économie circulaire dans le secteur textile, identifiée dans le cadre du projet européen RETRACE.

Parmi ces bonnes pratiques, ont été identifiés Fruit Leather (Rotterdam, Pays Bas), entreprise qui conçoit une nouvelle matière textile à partir de rebuts de fruits récupérés dans le port de Rotterdam ; Edingourg Remakery (Edimbourg, Ecosse), recyclerie basée à Edimbourg qui est fortement axée sur les déchets électriques, et qui propose une forte implication des citoyens dans sa démarche ; ZéroWaste Scotland (Ecosse), association qui propose un accompagnement et un financement de projets orienté vers le Zéro Déchets, ou encore REDU (Iasi, Roumanie), projet global comprenant une recyclerie, un restaurant, et un atelier de confection textile qui a designer plus de 1000 produits.

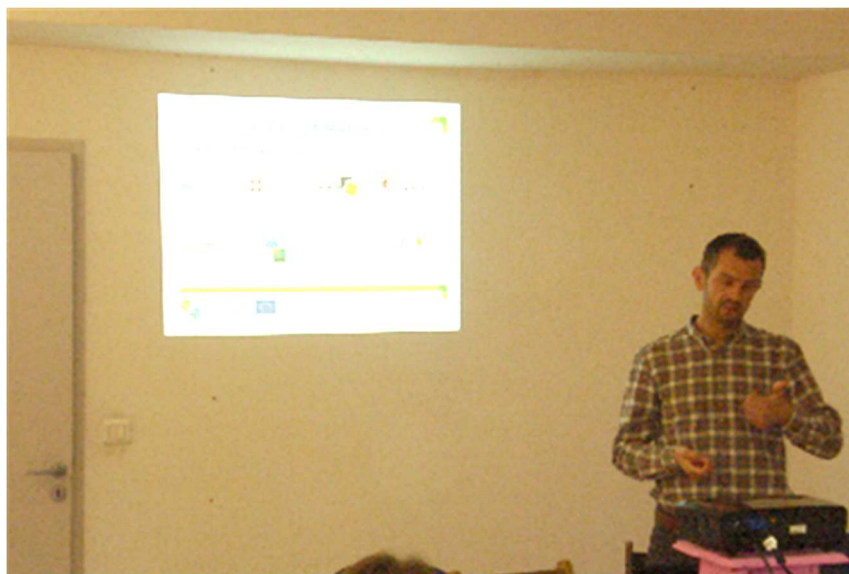


Figure 41 – Présentation de Cyril Baldacchino sur les pratiques dans le secteur textile

Une deuxième partie de la présentation s'est focalisée sur le mouvement « Slow Fashion », en appuyant sur la nécessité d'accroître la connaissances des consommateurs et chasser certaines idées reçues ; la mise en avant de la co-responsabilité des consommateurs dans les différentes étapes du cycle de vie, et la co-construction avec les consommateurs des allégations environnementales en s'appuyant sur les recherches actuelles reposant sur le marketing participatif.

Des témoignages et retours d'expériences de professionnelles ont permis d'enrichir le débat : Juliette Pellerin, fondatrice de la marque Darla et créatrice de vêtements vegans, zéro déchet, slow fashion en circuit court, de Valérie Lallemand et Manon Del Toro du collectif Orratzetik Hari.

Suite à ces prises de paroles, un débat a été proposé pour favoriser le dialogue entre les participants.

Deux sujets ont été débattus collectivement :

- L'aspect pratique de la mise en place d'une recyclerie soutenu par les questions de relance suivantes: Quel serait la pratique idéale pour la réparation, le réemploi ? Comment peuvent être gérées les fins de vie textiles ? Quelles sont les pratiques de la réparation/réemploi ? Quels sont les lieux de la réparation/réemploi ? Qui répare ? Quel apprentissage est nécessaire ? Quelle transmission ?
- L'aspect modèle, concernant l'environnement de la recyclerie : Quelles alternatives à la fast fashion ? Comment dépasser le modèle de la fast fashion ? Quels modèles d'affaire ? Quels nouveaux modes de consommation ? Quelle coexistence entre ces deux modèles ?

L'enquête suite à la réalisation de cette conférence est annexée à ce rapport.

Choix des produits

Pour les living labs 'produits', nous avons fait le choix de conserver le même protocole quel que soit le type de produit considéré afin de tester sa transposabilité d'un type de produit à un autre. Nous avons pu ainsi travailler la filière textile (fripe) au Pays Basque et la filière de l'ameublement en Cœur de Savoie. Le choix de ces produits



n'est pas anodin : ce sont deux secteurs avec des REP structurées gérant des volumes importants de déchets, des produits de grande consommation qui font partie des flux importants qui entrent et sortent des recycleries et opérateurs de seconde main.

Le choix du textile s'est imposé au Pays Basque pour plusieurs raisons :

- (1) la présence, entre autres acteurs, du collectif de couturière OH, rencontré lors de la phase de diagnostic,
- (2) la mise en place de la chaire textile BALI (basé sur Bidart), travaillant notamment sur la soutenabilité du secteur de la mode,
- (3) la présence d'acteurs historiques du textile (Quiksilver, Billabong, Décathlon), la mise en place de premiers partenariats expérimentaux entre entreprise et collectifs citoyens (partenariat entre Décathlon et Recycl'Arte).

En raison ses activités de transmission via ses ateliers de coutures ouverts au grand public, ses ateliers dans les écoles et ses activités de sensibilisation, le collectif OH est apparu comme un partenaire idéal pour le développement des ateliers produits au Pays Basque. En plus du savoir-faire pratique, nous bénéficions des savoir-faire en termes de transmissions, de l'accès au matériel (machines et accessoires), de fripes à réparer ou transformer. Les techniques de réparation du textile basiques sont rapides et assez simples à mettre en œuvre pour des débutants, ce qui en fait un candidat idéal pour des living labs. Toutefois, il aurait également pu envisager de réaliser des ateliers 'produits' autour du vélo avec le support de l'atelier collaboratif Txinrind'Ola ou d'autres types de produits. Les conditions *sine qua non* étaient l'accès à la connaissances pratiques et aux outils adéquats.

En Cœur de Savoie, bien que l'activité autour de l'upcycling textile soit également présente avec Fibr'Ethik, l'activité de ce chantier d'insertion est plutôt orientée sur la production que sur la formation auprès du grand public. Un atelier autour du vélo aurait également pu être envisagé mais la structure 'roue libre' de Montmélian était jeune et encore peu structurée lors de notre rencontre. Lors de la phase de diagnostic, nous avons constaté une présence assez forte de la filière bois sur le territoire avec la présence importante de forêts, d'activité de coupe, première et seconde transformation. Lors de la phase de diagnostic, Pierre Roussat ([Api'R bois](#)), menuisier travaillant sur des projets d'upcycling de mobilier avec une volonté de transmission de savoir-faire forte. Nous nous sommes donc orientés vers cette typologie de produit en cœur de Savoie dans la perspective de rassembler lors des ateliers les différents acteurs de cette filière bois. Le choix de l'ameublement soulève des problèmes logistiques et de réalisation de prototypes, impossibles pour des questions de temps de sécurité et de temps de mise en œuvre. Nous verrons plus loin que ça n'a pas été un frein à la réalisation des living labs 'ameublement'.

Observations : choix du produit

- Dans les deux cas, les artisans sollicités étaient immédiatement intéressés à diffuser leurs savoir-faire et compétences, la transmission étant déjà au centre de leurs activités.
- Les savoir-faire peuvent être accessibles via des professionnels, des amateurs de la pratique, des procédures papier, des tutoriels en ligne...
- Le choix du produit peut être influencé par la présence d'acteurs de la filière à proximité. Ceci peut être un atout pour la représentation des acteurs lors d'un atelier.
- Il est plus simple de collecter des informations sur les enjeux et impacts sur des filières structurées (REP) mais tout type de produit peut être considéré.

Réflexion multi-niveaux

Lors de la phase de conception collaborative, en plus du support et de l'animation portée par les professionnels de la couture et de l'ameublement, les chercheurs des sciences pour l'ingénieur posaient des questions aux équipes pour initier une réflexion multi-niveau chez les participants. Il s'agissait ici de comprendre les freins à la réalisation de la solution collective à leur domicile (compétence, matériels...), de leur demander de se projeter dans une recyclerie et penser son fonctionnement (compétence, matière...) puis d'appréhender, avec eux, les conséquences de leurs décisions de conception sur l'organisation de leur recyclerie.

Les questions de relances utilisées sont listées dans le tableau ci-dessous.

Réalisation de la solution à domicile	Penser sa recyclerie	Conséquences de la réalisation de leur solution dans leur recyclerie
Accepteriez-vous de réaliser cette solution chez vous ? Pourquoi / pourquoi pas ?	Quel serait l'objectif, la mission de votre recyclerie ?	Quelle organisation pour réaliser votre solution ? Quelles étapes ?
Comment feriez-vous ? Quelles compétences, matériel... ? Avec qui... ?	Relance : apprendre à faire par soi-même, insertion, empreinte environnementale, modèle de consommation, trouver des vêtements uniques, le prix...	Comment feriez-vous pour intégrer / acquérir une nouvelle compétence ?
Si cette solution devait être réalisée dans une recyclerie, serait-ce acceptable ? Réalisable ?	En quoi la mission de votre recyclerie modifierait votre solution ?	Où trouver de la matière ? Et si vous deviez faire 100 pièces ?

Figure 42 – Questions de relance utilisées dans le cadre du living lab

Observations réflexion multi-niveau :

- Les participants n'ont pas de difficulté à se projeter sur la possibilité ou non de réaliser la solution chez eux. Les freins potentiels sont d'ordre pratique (matériel, savoir-faire, temps).
- Les participants n'ont pas été capables de se projeter d'emblée au niveau de la recyclerie ou des conséquences de leur prise de décision sur l'organisation d'une recyclerie.
- Une participante, couturière amateur dans une association de couture, a signalé que ce niveau de réflexion ne la concernait pas car trop éloigné de ses propres motivations (loisir et socialisation)

Discussion

Il apparaît que pour mener cet exercice réflexif sur les effets de leur solution sur l'organisation d'une recyclerie, les participants doivent avoir un intérêt à se poser cette question (elle ne concerne ni n'intéresse tout le monde). En outre, ils doivent bénéficier d'un temps de recul et ne pas être dans le temps de l'exercice de conception de produit. Il s'agit alors de penser cette relation produit-mission-organisation comme un processus dynamique entre les living labs. Des travaux complémentaires sont nécessaires pour explorer cette question.

Le rapport à la matière (les sens, l'absence)

Le protocole a été testé sur deux types de produits avec des contraintes propres : le textile et l'ameublement. Le textile est simple appréhender et à transformer. Le bois nécessite de la formation, des outillages complexes et un temps de mise en œuvre incompatibles avec nos sessions. Pour contourner les difficultés inhérentes au mobilier et aux outils et machines nécessaires à la réalisation, du matériel de maquettage avait été mis à disposition (carton, colle, peinture...). Ces moyens n'ont pas été utilisés par les participants qui ont préféré les schémas et croquis. Bien qu'ils n'aient pas eu le besoin de réaliser des prototypes pour se plonger dans les solutions. Ils ont tout de même formulé le regret de ne pas avoir pu faire. Le faire dans les living labs textiles était à la fois utiles pour l'apprentissage des savoir-faire et pour le côté ludique de l'activité. Bien que l'objet ne soit pas indispensable pour la conception collaborative, il apparaît important pour l'apprentissage et l'intérêt des participants.

Il est à noter le rôle important du contact direct avec l'objet. Le sens du toucher est particulièrement sollicité lors du choix de la pièce textile à transformer. Un groupe s'est réuni autour d'un peignoir particulièrement doux au toucher et cette sensation a conditionné la solution proposée : faire une veste « cosy » autour de ce peignoir en conservant le « doux » comme doublure. Les objets sont manipulés pour être appropriés.

Discussion

D'un point de vue pratique, ces ateliers ont permis, à partir d'observations concrètes, d'expérimenter la mise en pratique de solutions, à travers du maquettage, des dessins, mais également faire des prototypes. Si dans le cas du textile les participants avaient directement accès aux machines et pouvait réaliser des prototypes, dans le cadre de l'atelier bois, les prototypes proposés étaient sous formes de dessins et nouveaux scénarios d'usage.



A ce stade d'étude, nous ne pouvons analyser l'impact de ces prototypes sur la perception des participants quant à la réparation. Nous pouvons néanmoins noter que l'ensemble des partisans a élaboré des prototypes, et donc que la mise en pratique de la réparation n'a pas semblé être un frein.

Parmi les enseignements à retirer de ces ateliers, nous pouvons noter la difficulté pour les participants de réfléchir simultanément à différents niveaux (produit et atelier). En effet, les différentes questions posées pendant les ateliers pour aider les participants à se projeter dans le cadre d'une recyclerie n'ont pas permis de sortir les participants de l'activité en cours. Une réponse notable d'une participante a été que la pratique de la couture est une pratique de loisir (membre d'une association de couture) mais qu'elle ne voulait pas se projeter dans une structure comme une recyclerie, considérée comme un milieu plus professionnel. Cette réponse nous apprend que les parties prenantes attirées et concernées à un niveau ne le sont pas forcément par les autres, le choix des parties prenantes à inviter lors des ateliers à venir devra être réfléchi dans ce sens.

Il est également à noter un biais important pour ces ateliers : les couturières de niveau intermédiaire et expert étaient surreprésentées, seuls deux vrais débutants ont participé aux ateliers. Cet aspect invite également à élaborer de nouvelles stratégies pour toucher les citoyens non-initiés. Pour démocratiser cette pratique de la réparation et du réemploi via les living labs, le recrutement des parties prenantes est un aspect central qui demande de plus amples réflexions pour obtenir une représentativité satisfaisante.

Suite à la semaine d'atelier, nous avons envoyé un questionnaire à chaque participant pour recueillir leur évaluation de ces différents événements. Nous ne pouvons détailler ici l'analyse de ces questionnaires mais les quelques verbatims ci-dessous donnent un aperçu des retours positifs que les living labs ont reçus.

« La convivialité et le regard bienveillant des intervenants (et participants) a permis de laisser libre cours à l'imagination et aux changements d'orientation. »

« Cet atelier m'a donné de l'énergie et l'envie de reprendre la couture. Il m'a aussi aidée à m'autoriser à intervenir sur certains de mes vêtements... »

« Le fait de nous mettre au travail apporte bien sûr une joie liée à la création, mais aussi nous met pratiquement en face de solutions possibles en plus de nous sensibiliser à la richesse des matériaux rejetés. »

« Je serais vraiment intéressée par un atelier permanent, par exemple une demi-journée par semaine ou par mois ou un stage. »

« Merci encore de nous avoir fait vivre cet atelier jubilatoire. » « J'aurais aimé une proposition pour continuer à participer individuellement ou en groupe à ce type d'activités. »

« Super atelier ludique ! J'ai adoré. Cet atelier à un vrai potentiel de sensibilisation au plus grand nombre. »

Même si ces retours sont particulièrement élogieux, il est nécessaire de pousser l'analyse de la masse de données collectées pour formuler des nouvelles préconisations.

Perspectives

A la suite de ces ateliers, plusieurs perspectives sont envisagées, notamment en termes de collaboration futures et de transpositions du protocole et des résultats.

Une des premières perspectives est la transposition de ces ateliers à deux niveaux. Une première transposition est envisagée avec des lycées professionnels de couture (notamment le Lycée professionnel Ramiro Arrue de Saint Jean de Luz). Nous savons en effet que l'intégration de formation aux développement durable dès le lycée est primordiale pour faciliter la prise en conscience des étudiants. Lors des ateliers, des élèves du lycée professionnel Ramiro Arrue sont donc venus, en tant que participants, à l'atelier textile. Nous avons pu noter que la majorité d'entre eux étaient particulièrement passionnés par la mode et semblait dubitatif quant à l'utilisation de vêtement de seconde main pour leur création. Néanmoins, ils sont parfaitement rentrés dans le protocole mis en place, ce qui nous permet de penser que de tels ateliers sont des moyens pertinents pour susciter l'envie de prendre en compte des enjeux de durabilité dans leur pratique métier. Les étudiants peuvent ainsi directement comprendre comment mettre en pratique ces enjeux.

Une deuxième transposition envisagée est l'analyse approfondie des prototypes développés dans le cadre de ces ateliers. Il est ainsi prévu de reprendre l'ensemble des produits qui ont été élaboré et les retravailler avec les couturières d'Orratzetik Hari pour développer des plans davantage détaillés. Ces plans seront ensuite présentés à des industriels (Tribord) pour observer leurs retours et la faisabilité dans le cadre d'un projet industriel. Ce processus permettra d'atteindre l'objectif du projet de relier atelier de réparation et concepteurs industriels. De plus,

ces plans pourront être proposés dans le cadre de nouveaux ateliers pour tester quels supports permettent l'appropriation et l'amélioration des concepts par de nouveaux participants.

Enfin, une dernière perspective est la transformation de ce protocole de recherche en un protocole qui serait adapté dans le cadre d'atelier en entreprises. Les discussions avec des ingénieurs/designers d'entreprises textiles ont permis de comprendre que de tels ateliers – et le protocole – est intéressant dans les entreprises pour développer une démarche d'écoconception / réparation. Pour cela, le protocole doit être travaillé afin non seulement d'identifier les questions clés à déployer – et à quel moment – afin de stimuler le groupe projet, mais également de travailler sur la capitalisation des résultats de l'atelier afin de livrer un rendu adapté dans le contexte industriel.

3.4. Protocole « living lab niveau atelier »

Les objectifs des 'living labs atelier' sont doubles : d'un part un objectif de Sensibiliser les citoyens, entreprises et acteurs publics aux enjeux de la mise en place d'ateliers / centre de réemploi et réparation et d'imaginer collectivement des ateliers / centre de réemploi et réparation.

Les participants étaient appelés au cours de cette séance à questionner les attraits et limites de différents types de lieux existants (ressourceries, recycleries, fab lab, réparateurs, repair café...) et à imaginer en groupe ce que serait leur lieu idéal pour démocratiser le recours au réemploi et à la réparation : quelles valeurs ? quels types d'organisation ? quelles activités ? quels produits et services ?

Ainsi, un socle commun de connaissance sur les lieux de la réparation étaient partagé par les participants qui ensuite devaient, en groupe construire un socle de valeur commune et déterminer la stratégie et l'organisation de leur lieu pour y répondre.

3.4.1. Création du protocole et des fiches support

Le protocole niveau atelier suit la même logique que le protocole niveau produit :

- 1- Diagnostic individuel sur des cas réels documentés
- 2- Interlude d'information général sur le réemploi, la réparation et les recycleries
- 3- Conception collaborative d'un lieu de démocratisation du réemploi et de la réparation.


Travail individuel sur les ateliers et restitution au groupe (40 minutes)

Le temps d'analyse individuelle s'appuie d'une part sur 'fiche inspiration atelier' présentant des cas réels et d'autre part une fiche 'découverte atelier' qui a vocation à structurer l'analyse en proposant à chaque participant de

- Lister les différentes activités que l'on retrouve dans ce lieu (atelier réparation, restauration, insertion, vente, concerts...)
- Lesquelles vous parlent le plus ? pourquoi ?
- Quels sont les atouts/défauts de ce lieu ? qu'est-ce qui vous plaît, vous déplaît ? (Activités, implantation, aménagement, esthétique...)
- Compétences ? publics visés ? canaux de communication ? organisation ?
- Quelles valeurs sont importantes pour ce mieux ?

La fiche d'analyse prend la forme d'une matrice SWOT et d'une évaluation qualitative a priori selon différents critères : degré d'autonomie financière, potentiel de création d'emploi, potentiel en termes de réduction de déchets, sensibilisation à l'environnement, implication citoyenne, création d'activité sur le territoire et une catégorie autres aspects importants et remarques.






Analyser les forces, faiblesses, opportunités et menaces liées à ce projet

Projet:

FORCE	FAIBLESSE
Qu'est-ce qui fait que ce projet vous semble intéressant, viable, pertinent?	Qu'est-ce qui fait que ce projet vous semble fragile, risqué...?
OPPORTUNITÉ	MENACE
Sur quels éléments, tendances ce projet pourrait-il s'appuyer?	Qu'est-ce qui pourrait menacer la pérennité du projet?

Réparation & Réemploi du mobilier en Cœur de Savoie



Evaluer la pertinence du projet sur les différents critères ci-dessous

Projet:

Degré d'autonomie financière Pourcentage de subvention publique, autres entrées monétaires

Potentiel de création d'emplois Nombre et qualité des emplois créés

Potentiel en termes de réduction de déchets Volume de déchet pris en recyclerie

Sensibilisation à l'environnement Proposition de formation, proposition d'animation pour les habitants, écoles, etc ...

Implication citoyenne Implication citoyenne dans l'activité de la recyclerie, services directs à la population du territoire

Création d'activités sur le territoire Développement d'activité et création d'emplois accessibles à des personnes du territoire

Autres aspects importants et remarques

Réparation & Réemploi du mobilier en Cœur de Savoie

Figure 43 – Fiches découverte

Des fiches 'inspirations atelier' ont été réalisées pour présenter chacune des initiatives. Ces initiatives sont celles rencontrées sur les territoires (Aima, Recycl'arte...) et des initiatives issues du secteur marchand (Décathlon, Patagonia). Dix-sept fiches 'inspiration atelier' sont réalisées sur la base des entretiens du diagnostic territoriale et la communication institutionnelle de ces structures (site internet principalement). Elles comprennent

- Une brève présentation de l'activité,
- Des informations générales (année de création, statut, ressources humaines, portage, territoire d'implantation et le budget),
- Les objectifs visés par la structure
- L'activité principale et les services secondaires
- Les compétences mises en œuvre et les partenaires-clefs.



Patagonia

Présentation Dès les années 1980, la marque s'engage en faveur de la protection de la nature : création d'un programme d'étude d'impact écologique de ses produits, abandon du coton traditionnel au profit d'un coton 100% bio, mise au point d'un polyester recyclé...

Année de création 1972	Portage Yvon Chouinard (fondateur)
Statut Entreprise à profit	Territoire Le monde
Ressources humaines 2000+ employés	Budget 750+ millions US\$



REPAIR IS A RADICAL ACT

IF IT'S BROKE, FIX IT!

Objectifs Chez Patagonia, nous sommes conscients que toute la vie sur Terre est menacée d'extinction. Nous voulons utiliser les ressources à notre disposition (notre entreprise, nos investissements, notre voix et notre imagination) pour faire quelque chose à ce sujet.
Simplicité, Fabriquer les meilleurs produits, Causer le moindre impact environnemental, Utiliser notre entreprise pour protéger la nature, Nous ne nous contentons pas des solutions existantes


<p>Activité principale</p> <ul style="list-style-type: none"> Conception et vente de vêtement outdoor (montagne, surf etc.) <hr/> <p>Autre services</p> <ul style="list-style-type: none"> Garantie Ironclad sur tous les produits : Réparations et échanges pour problème de qualité Service de réparation ambulancier (USA) Campagnes de sensibilisation à l'environnement, autres mode de consommation etc. 	<p style="text-align: center; font-weight: bold; font-size: small;">Compétence clés nécessaires</p> <ul style="list-style-type: none"> Ecoconception textile Commerce international Lobbying environnemental Service réparation et logistique associée <p style="text-align: center; font-weight: bold; font-size: small;">Partenaires (associatifs, industriels)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1% for the planet (label créé par patagonia - une partie des bénéfices versés pour la sauvegarde de l'environnement) Save the Blue Heart (La lutte pour sauver les dernières rivières sauvages d'Europe) Blog the cleanest line Certification fair trade ...
--	--



Recycl'arte

Présentation Acteurs de l'économie circulaire de notre territoire, nous redonnons vie aux déchets donnés par les habitants et les entreprises. Il s'agit de réutilisation directe des objets ou de re-création à partir de la matière (on parle alors, suivant les cas d'upcycling ou de re-design).

Année de création 2015	Portage 8 habitants
Statut Association de l'économie sociale et solidaire	Territoire Agglomération Pays Basque Pèle sud et bassin de vie transfrontalier Bidasoa Txingudi
Ressources humaines 2 salarié	Budget 44500€ (CA) - 3000€ d'excédent 41400€ (contributions Volontaires)





Objectifs passer à l'acte et agir pour l'Homme (lien social, création d'activité économique et d'utilité sociale) et pour l'environnement (réduction des déchets, consommations responsables). Le but est de créer une entreprise employant une dizaine de personnes, qui soit largement auto-financée par les ventes d'objets et la réalisation d'actions de sensibilisation.

<p>Activité principale</p> <ul style="list-style-type: none"> L'association a pour but d'expérimenter des pratiques favorisant l'autonomie, les comportements solidaires et l'économie des ressources. <hr/> <p>Autre services</p> <ul style="list-style-type: none"> atelier vélo en auto-réparation Atelier textile, upcycling... Repair cafe 	<p style="text-align: center; font-weight: bold; font-size: small;">Compétence clés nécessaires</p> <ul style="list-style-type: none"> construction de partenariats, vie associative, organisation d'actions de sensibilisation mécanicien cycles pour <p style="text-align: center; font-weight: bold; font-size: small;">Partenaires (associatifs, industriels)</p> <ul style="list-style-type: none"> Habitants, entreprises et collectivités du territoire (complémentarité) Agglomération Pays Basque et la Commune d'Hiendaye (co-financement postes) Réseaux l'heureux cycle, réseau des ressourceries PTCE (incubateur ESS)
---	---

Figure 44 – Exemple de fiches inspiration ateliers

Suite au travail d'analyse individuel, les participants étaient invités à restituer leurs réflexions, coups de cœurs, interrogations.

Interlude (20 minutes)

Cette mini-conférence sur les enjeux de la réparation et les recycleries puis présentation des objectifs et des outils pour la partie conception collaborative en groupe (à voir en annexe).

Atelier collaboratif pour la conception d'un lieu de la réparation (120 minutes)

Comme pour les living labs produit, la réflexion est structurée autour de dimensions incontournables. Cette fiche concept est basée sur une version simplifiée du *business model canvas* (Osterwalder et Pigneur, 2010) qui reprend la proposition de valeur de l'atelier, les utilisateurs et bénéficiaires concernés par cette offre, une description des activités, ressources-clefs et partenaires nécessaires à la réalisation de cette proposition. Les participants devaient également réfléchir leurs centres de coûts et de bénéfices.



Atelier Réparation & Réemploi Mobilier Cœur de Savoie	
<p>Mon atelier en quelques mots : Quelle est ma proposition de valeur? Quelle offre/service aux différents bénéficiaires?</p>	<p>Description de l'atelier : Quelles sont les différentes activités et ressources indispensables à son bon déroulement?</p>
<p>Utilisateurs : Quels sont les utilisateurs? Quelles sont leurs attentes? quelles sont leurs frustrations? Pourquoi viendraient-ils?</p>	<p>Quels partenaires : Qui sont les différents partenaires qui me permettent de réaliser la proposition de valeur? Quelle participation attendue de chacun?</p>
	<p>Coûts : Quels sont mes principaux coûts?</p>
	<p>Revenus : Quels sont mes revenus potentiels?</p>

Figure 45 – Fiches concept atelier

Afin de soutenir la réflexion des participants, un autre outil de stimulation était mis à disposition : l'impact Canvas (IC) (Saari et al, 2018), outils en licence libre. Ce dernier outil a été développé dans le but de questionner un groupe projet sur des éléments critiques liés au développement d'un modèle économique prenant en compte les enjeux de durabilité. De manière très simple, cet outil se compose de 7 cases – elles même composés d'un jeu de 3 ou 4 questions - qui permettent de passer en revue et de détailler de manière systématique ; (1) la vision du projet, (2) le contexte dans lequel la proposition intervient, pour apporter (3) quels types de solutions à (4) quels utilisateurs? L'impact canvas propose également de décrire (5) les actions à mettre en œuvre pour la réalisation de cette solution, avec (6) différents types de ressources et (7) des équipes pour les réaliser.



Figure 46 – Outil « Impact canvas » utilisés lors des livings lab

Ces outils sont partiellement redondants mais complémentaires pour structurer une démarche de montage d'activité à impacts socio-environnementaux en questionnant le positionnement de cette activité dans son environnement et les moyens pour la réaliser. En effet, autant le *business model canvas* permet de structurer un modèle économique (voir social) d'une activité, l'impact canvas est avant destiné à stimuler le groupe projet par des questions clés.

3.4.2. Observation et résultats

Cet atelier a été réalisé une seule fois, en Cœur de Savoie, avec sept participants. Le protocole initial avait pour but d'imaginer les modalités de mise en place d'un atelier de réparation et répondre notamment aux questions suivantes quelles techniques sont nécessaires pour réaliser certain type de produits, quelles sont les expertises et connaissances nécessaires, quels sont les activités, parcours et processus à mettre en œuvre ? Ainsi cet atelier devait répondre à des enjeux pratiques.

Comme nous l'avons vu dans l'atelier du niveau produit, le lien entre les différents niveaux systémiques se sont avérés compliqués à mettre en œuvre et donc ne permettait pas de faire le lien entre les produits et processus à mettre en œuvre dans l'atelier.

Parmi les résultats observés, nous avons pu observer que les fiches exemples à évaluer se sont avérées pertinentes pour ouvrir le débat et la discussion. Ces fiches paraissent également être un bon lien entre les niveaux des ateliers (ces fiches sont notamment réutilisées au niveau territoire par exemple)

Le grand point faible de ces ateliers a consisté à la formation des modèles économiques et sociaux. La réalisation de ces fiches, et l'utilisation de l'Impact Canvas (IC) a été jugé difficile et très théorique. Si le living lab doit permettre d'intégrer les citoyens, habitants, usagers au cœur du processus d'innovation. il doit permettre, de manière plus ou moins forte, une application concrète. Dans le cas présent, les outils ont été jugés abstraits et ne répondant pas assez aux besoins identifiés par les porteurs de projets. Enfin, comme indiqué précédemment, le lien entre ce living lab – au niveau atelier – et le niveau produit était absent.

3.4.3. Perspectives

Comme vu dans le paragraphe présentant quelques résultats, le protocole initial avait pour but d'imaginer les modalités de mise en place d'un atelier de réparation. Au-delà de la construction du modèle économique, ce living lab devrait davantage permettre de construire les processus à mettre en œuvre dans un atelier pour concrètement réutiliser / réparer des produits identifiés dans les living lab précédents.

Une des principales pistes d'actions, qui sera construite en 2020, est de développer un « *serious game* », sous la forme d'un plateau de jeu reprenant les principes étapes / lieu d'un atelier de réparation, afin d'aider les participants à se projeter concrètement dans la formation d'un lieux « physique ». En développant des actions de jeu spécifique



à des compétences, de l'outillage et des scénarios de modèles économique, ce « *serious game* » permettrait de faire un lien fort entre les différents niveaux d'ateliers.

Pour cela, nous envisageons de développer et tester cette nouvelle forme d'atelier auprès de porteurs de projet, notamment dans les Pays Basques, qui sont actuellement à la recherche d'un lieu physique pour monter leur recyclerie, mais également auprès d'organisme d'accompagnement de ces porteurs pour valider l'intérêt de tel living labs.

3.5. Protocole « living labs territoire »

Ces living labs territoire visent à collectivement imaginer une recyclerie qui s'intègre dans les spécificités de son territoire (géographie, réseaux d'acteurs, ressources...). Ce living lab a pris la forme d'un *serious game* où les participants sont invités à incarner des personnages réunis en collectif afin de monter une recyclerie. Le contenu de ce jeu s'est très largement appuyé sur les informations collectées lors des entretiens.

L'introduction à ce *living lab* a été réduite à la présentation du contexte et du projet.



Figure 47 – Affiche de présentation de l'atelier territoire

3.5.1. Temps de jeu et nombre de participants

Le temps de jeu n'est pas une contrainte. Pour des raisons de temps de mise en place (25-30 minutes), le temps minimum est de 1h30 pour une séance. Au-delà de 2h, nous avons observé lors de la première séance, une fatigue importante des participants. Des aménagements sur le jeu ont été apportées à la suite et nous considérons que 2h est un temps de jeu suffisant dans l'état actuel de développement. Il est important de garder un moment de

discussion sur le jeu en tant que tel pour voir les points chauds durant les discussions et revenir sur des points manqués par les joueurs.

Plusieurs tailles de groupes ont expérimenté ce jeu de plateau de 4 à 10 joueurs avec 'deux maîtres du jeu'. Le nombre de participant a une influence directe sur la durée des débats et le temps de parole de chacun. Comme pour les autres living labs, aucune connaissance particulière n'est requise pour participer.

Les maîtres du jeu ont un rôle d'animation, de relance et de synthèse lorsque les discussions s'épuisent ou tournent en rond. Ils viennent également stimuler les participants par la mise en jeu d'évènements qui viennent poser un nouvel élément de contexte. Ils veillent également à donner en cours de partie des informations sur les différents domaines abordés (déchets, territoires, acteurs...). Lors des derniers essais, un animateur endossait le rôle « incubateur de l'ESS » détaillé plus bas. Un livret détaillant les différents éléments du jeu et les phase d'animation a été rédigé pour accompagner les futurs utilisateurs non experts.

3.5.2. Objectifs du jeu

Plusieurs types de jeu sérieux pouvaient être développés, la distinction sur les termes anglais aide à comprendre la polysémie du terme 'jeu'. Dans le jeu (*game*), les participants doivent atteindre un objectif et gagnent ou perdent en remplissant un 'contrat' (accumuler des points, construire des bâtiments, défaire une armée adverse...) Le succès est lié à une forme de comptabilité (points, argent...). Dans une approche de type PLAY (au sens comédie), les participants sont invités à incarner un personnage (fictif ou sa propre identité) pour réagir et s'adapter à des situations réalistes ou non. Il n'y a pas de notion de victoire mais on joue un rôle en réaction à des événements (scénarisés ou aléatoires). Dans le cadre du projet Recyluse, l'accent est mis sur les problématiques de représentations et d'interactions entre les parties prenantes. Il a donc semblé plus judicieux de faire un jeu de rôle où les participants endossent un rôle réaliste mais qui n'est pas le leur.

Ainsi, de manière expérientielle, chaque participant fait sienne les contraintes, attentes et besoins d'un personnage et les intègre pendant le temps de la partie. Les participants-acteurs sont invités à s'exprimer et à débattre sur de nombreux sujets qui émergent au cours de la partie.

La consigne donnée aux participants est de « développer un lieu pour favoriser la réparation et le réemploi, son modèle économique et social ». Aucune autre information n'est donnée sur la façon de réaliser cet objectif.

3.5.3. Plateau de jeu

Ce jeu se joue sur un fond de carte stylisé représentant la communauté de commune Cœur de Savoie ou la communauté d'agglomération Pays Basque. Cette carte reprend les reliefs, nœuds de communication, emplacement des villes et déchetteries. Il est à noter que d'après les observations et le rôle important des « parrains » souligné en première partie, des lieux hors périmètre administratifs sont également présentés. Le symbole 'monde' représente les réseaux numériques et l'accès à des informations dématérialisées.



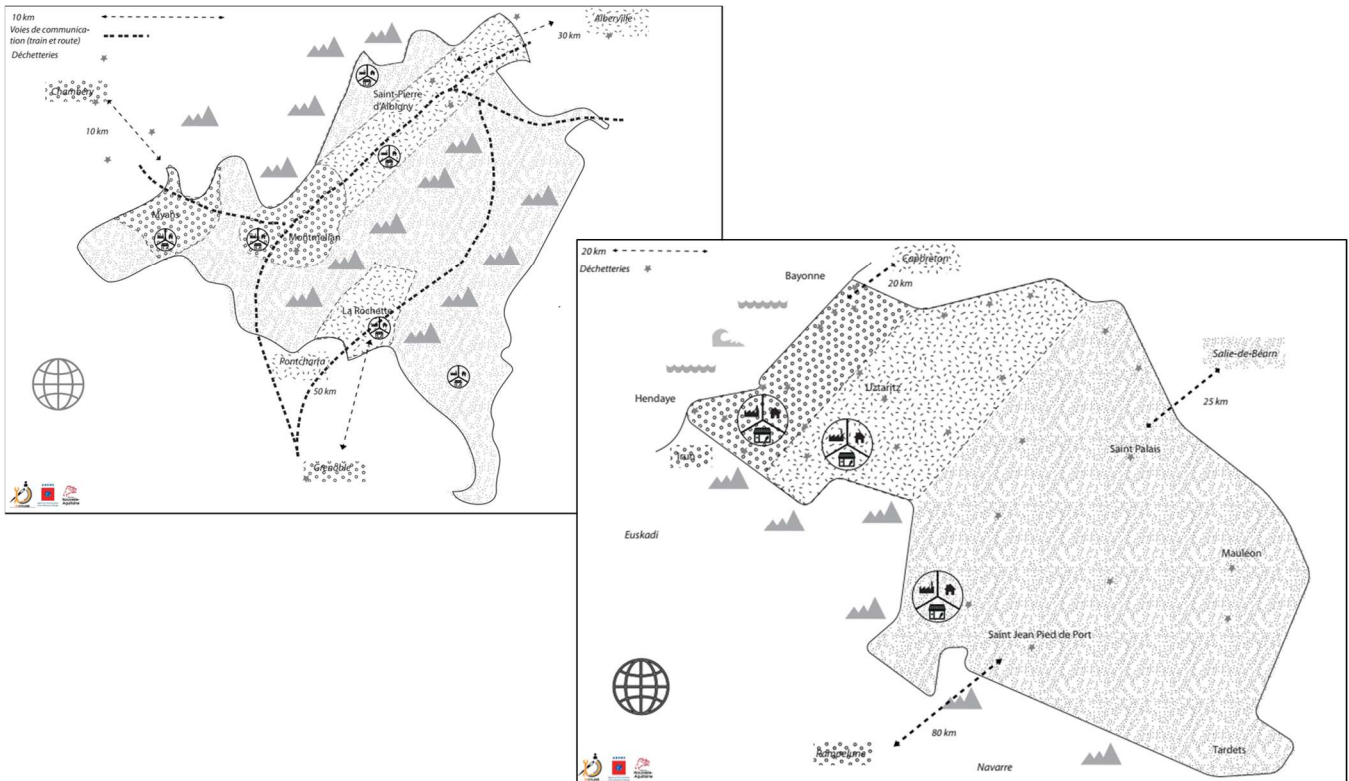


Figure 48 – Fond de cartes utilisés (Cœur de Savoie et Agglomération Pays Basque)

Lors de la phase d'introduction, les décors sont présentés comme détaillé ci-dessous dans le livret d'animation. Nous avons fait le choix de représenter les territoires de manière réaliste en conservant les vrais noms et de jouer avec des acteurs identifiables pour plus de réalisme. Toutefois, afin d'éviter des écarts de connaissances sur les lieux, des débats parasites et le report de conflits réels dans le jeu, nous avons décidé de faire jouer Cœur de Savoie au Pays Basque et inversement.

Décor 1 : Le décor de ce jeu de rôle est la communauté de commune Cœur de Savoie.

Ce territoire est représenté avec ses axes de communication, son relief et des zones caractérisées par la densité de population, l'accès au foncier (disponibilité et coût) et la présence de réseau de transport en commun. Par exemple, la zone autour de Saint-Pierre d'Albigny est une zone péri-urbaine moyennement peuplée caractérisée par une surface disponible mais assez chère et assez peu desservie par des transports en commun. La partie ne se limitera pas au périmètre administratif de la communauté de commune, on trouve aussi sur la carte les grandes villes environnantes (Chambéry, Grenoble et Albertville) et ce symbole (Monde) représente tout ce qui est en dehors de ce lieu : la région, le pays, le monde, internet...

Les symboles zones industrielles, résidentielles et commerciales interviendront plus tard dans le jeu.

« Avez-vous des questions et/ou commentaires à faire sur la carte ? »

Vous n'arrivez pas sur un territoire vierge : des acteurs privés, publics, habitants et citoyens sont déjà présents. En 2017, un collectif regroupant des associations caritatives, une régie de territoire (chômeurs et insertion), des élus, des industriels et des chômeurs, s'est formé dans la communauté de commune Cœur de Savoie, pour répondre à l'appel à candidature Territoire zéro chômeurs longue durée. Ce projet n'a pas été retenu pour l'expérimentation TZCLD mais l'idée du montage d'une recyclerie est restée.

Vous êtes un nouveau collectif et vous souhaitez reprendre l'idée d'un lieu dédié à la réparation et au réemploi.

Ressources sur place

- Association cantonale + aînés – en recherche d'activités (carte bénévole)
- Deux gestions différenciées pour les déchetteries (incinérateur VS réduction)
- Filière industrielle bois (toute transformation)
- Un artisan upcycling de mobilier

Alentours (les parrains)

- Grenoble – universitaire, fablab...
- Chambéry – associatif long terme (Emmaüs, chantier valoristes etc.)
- Albertville - zones commerciales, industrielles, fort passage

Décor 2 : Le décor de ce jeu de rôle est l'agglomération Pays Basque.

Ce territoire est représenté avec ses axes de communication, son relief et des zones caractérisées par la densité de population, l'accès au foncier (disponibilité et coût) et la présence de réseau de transport en commun. Par exemple, le Labourd, c'est-à-dire proche de la côte basque, est une zone urbaine densément peuplée avec peu de surface disponible, chère et relativement bien desservie par des transports en commun.

La partie ne se limitera pas au périmètre administratif de la communauté de commune, on trouve aussi sur la carte les grandes villes environnantes, (Irun, Pampelune, Capbreton, etc.) et ce symbole (Monde) représente tout ce qui est en dehors de ce lieu : la région, le pays, le monde, internet...

Les symboles zones industrielle, résidentielles et commerciales interviendront plus tard dans le jeu.

« Avez-vous des questions et/ou commentaires à faire sur la carte? »

Vous n'arrivez pas sur un territoire vierge : des acteurs privés, publics, habitants et citoyens sont déjà présents. Le 1^{er} janvier 2017 voit la naissance officielle de la communauté d'agglomération du Pays Basque, regroupant 158 communes pour un peu plus de 300 000 habitants. Ce nouveau périmètre administratif bénéficie d'un réseau de transport en commun qui permet de traverser le PB en 2h en transport en commun et d'un syndicat mixte de gestion des déchets (Bil Ta Garbi) qui assure la collecte et le traitement des déchets ainsi que des missions de prévention et de sensibilisation.

Le milieu associatif et militant est bien développé avec des associations culturelles et environnementales disséminées dans le territoire. Une grosse association sur la côte qui fait office d'incubateur de projets alternatifs parmi lesquels des initiatives concernant la réparation et le réemploi. Citons par exemple Txinrind'ola à Bayonne (fiche inspiration), Recycl'arte à Hendaye (fiche inspiration) ou Orratzetik Harri à Cambo-les-Bains (fiche inspiration).

Ce réseau associatif est structurant pour le Pays Basque et les initiatives en lien avec la réparation et le réemploi sont reconnues par les pouvoirs publics qui espèrent les fédérer.

D'autres initiatives alentours sont également notables : API'UP à Hossegor (fiche inspiration), Aïma à Salies-de-Béarn (fiche inspiration) ou de l'autre côté de la frontière avec deux Emmaüs à Irun (zone populaire) ou Pampelune.

« Vous pourrez aller à la rencontre de ses structures pendant la partie. »

Les plateaux de jeu sont découpés en zones définies par leurs spécificités en termes d'accès au foncier, de densité de population et d'accessibilité au lieu. Ces spécificités appellent des arbitrages que nous avons pu observer sur nos deux terrains : doit-on se positionner au plus proche des foyers de population ou nous éloigner pour avoir de la place ? Comment mes utilisateurs viendront jusqu'à la recyclerie si je suis dans un lieu trop éloigné ?



Zone densément peuplée.
Surface disponible rare et chère.
Réseau de transport en commun important



Zone péri-urbaine moyennement peuplée.
Surface disponible mais prix important
Réseau de transport en commun limité



Zone rurale / montagnaise et faiblement voire très faiblement peuplée
Surface disponible et abordable
Réseau de transport en commun très limité voire inexistant



Des types de zones sont également représentées symboliquement pour choisir le type d'environnement direct de la recyclerie. Ce sont des questionnements qui ont été soulevés quelques fois concernant la cohérence entre les missions de la recyclerie et ce que l'environnement direct « dit » de cette activité : est-ce que le lieu d'implantation améliore ou dégrade l'image de la recyclerie ?

Comment le lieu d'implantation soutient la vision et les objectifs de la recyclerie ? Mise en avant du réemploi comme mode « normal » de consommation avec une boutique de centre-ville ou en zone commerciale ? Mise en avant du « vrai » travail des personnes en insertion par des visites d'ateliers en zone industrielle ? Porte ouverte aux habitants avec un lieu en zone résidentielle ?



Figure 49 – Représentation des zones d'implantation d'un atelier de réparation

3.5.4. Les personnages

Une fois les terrains installés, la distribution des personnages a lieu. Chacun des personnages est construit d'après des profils caricaturaux inspirés du réel. Une vingtaine de personnages ont été créés, certains sont des individus (le retraité, le geek...) d'autres sont des organisations (association environnementale, la recyclerie...).

Figure 50 – Exemple de fiches « persona »

Il existe plusieurs catégories de personnages représentant des typologies de parties prenantes rencontrées sur les terrains. La possibilité était laissée aux participants d'en créer de nouvelles. L'activiste environnemental est un personnage ajouté à la demande des participants en CdS. (Nb. Toutes les fiches sont faites en écriture inclusive pour ne pas genrer les activités (bricoleur.se du dimanche)).

Les PP « financeurs »	Les PP « collectivités »	Les PP « société civile »	Les PP « production »
banque	Elu.e	Association culturelle *	Producteur, vendeur (de biens)
financeur engagé	syndicat mixte de déchet	Association environnementale *	Le chercheur, la chercheuse
financeur public		La grosse association	La recyclerie
Les personnages du collectif	Bricoleur ou couturier du dimanche	Artisan traditionnel	le nouvel arrivant, le curieux
	Ingénieur geek	La retraitée	La sans emploi
	L'activiste environnemental	Commerçante de seconde main	* Les associations ont pu être jouées comme personnage par les participants

Figure 51 – Liste des persona modélisées dans l'atelier.

Un personnage supplémentaire, l'incubateur ESS, a vu son rôle évoluer au cours des sessions. D'abord partie prenante du territoire à « activer » par les participants, ce personnage est, dès le début de la partie, incarné par un des MJ pour animer les échanges. L'incubateur veille aux questions de gouvernance, d'innovation sociale et environnementale. L'évolution du rôle de partie prenante à celui d'animateur de la partie est apparu comme un moyen intégrer dans le jeu d'interférer dans les discussions pour des apports de connaissances ou faciliter les débats et la distribution de la parole. Le personnage « incubateur ESS » était relié à la carte événement « votre candidature est acceptée ! » qui voyait le collectif accompagné dans un incubateur de projets de l'ESS. Cet événement est désormais le coup d'envoi de la partie (voir plus bas).

Chaque personnage est présenté par un court texte, des compétences particulières, ses apports et ses demandes.



Figure 52 – Présentation des fiches « persona »

La phase de jeu 'personnages' est présentée comme suit dans le livret d'animation. Les parties prenantes qui ne sont pas incarnées par un joueur sont remise sur le plateau de jeu et peuvent être sollicitée à la demande, les MJ assurant l'incarnation de ces personnages.



Les différents acteurs en jeu

Vous êtes un collectif d'habitants réuni avec la volonté de créer votre recyclerie, qui s'intègre au mieux dans les réseaux et le territoire. Vous allez incarner un personnage défini par des compétences particulières, des apports et des demandes. Tirez au sort chacun une carte (retraité, bricoleur, sans emploi, curieux, ingénieur geek, militant environnemental, association culturelle, association environnementale et artisan traditionnel).

//tirage au sort//

Nous allons faire un tour de table pour rencontrer vos personnages.

//chacun lit/raconte/joue son personnage

Certains personnages n'ont pas été tirés au sort, ce sont des habitants du territoire, vous pourrez les solliciter à tout moment de la partie. Vous avez [*autre persona*] //lire les résumés et les positionner en bordure de carte //

D'autres parties prenantes sont déjà présentes sur le territoire. Il s'agit de la banque //lecture carte//, des élus //lecture carte// et du syndicat mixte de gestion des déchets //lecture carte//

D'autres parties prenantes apparaîtront en cours de partie en fonction des événements et de vos choix.

Vous pouvez également créer des parties prenantes grâce à ces cartes vierges à disposition. Si vous le souhaitez, nous les créerons ensemble.

3.5.6. Lancement de la partie

La phase d'installation est terminée avec un rappel des objectifs et la mise en situation des personnages. Afin de ne pas éterniser la mise en place du jeu et submerger les participants avec d'autres éléments qui interviendront durant la partie (infrastructures, événements), le choix a été fait de les présenter pendant les tours de jeu.

L'objectif de la partie

Vous avez créé ce collectif autour de l'idée de créer une recyclerie / atelier de réparation, etc. sur le territoire. Au cours de la partie, vous allez construire ce projet en fonction des événements, des rencontres... Vous devrez vous interroger sur les différents aspects permettant à cette recyclerie de voir le jour.

Pour cela, l'objectif sera de remplir les différents éléments d'un modèle économique et social // montrer la fiche //

Cette fiche vous permettra de décrire votre projet sous trois aspects :

- Pourquoi faites-vous ce projet ?
- Pour qui ?
- Comment ?

A la fin de chaque tour, nous noterons ensemble la description du projet et ses évolutions.

Au fur et à mesure, vous aurez de nouveaux éléments pour construire votre recyclerie (infrastructure, produits, financement, partenaires).

Avant de débuter, avez-vous des questions?

Des fiches « modèle éco et socio simplifié » ont été construites pour structurer et enregistrer les discussions et décisions des participants. Ces fiches ont été construites sur la base d'un business model canvas étendu aux aspects sociaux et environnementaux et questionne également la mission que se donne le collectif.

<p>Pourquoi?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel est le CŒUR DU PROJET? • Qu'est ce qui est EXCLUSIF? • De quoi manquerait le monde si la solution n'existait pas? • Comment votre idée est liée avec les CHALLENGES SOCIÉTAUX ET CULTURELS ? 		
<p><u>Client et/ou Utilisateur final</u></p>	<p>Pour QUI?</p> <p>Echelle souhaitée</p>	<p><u>Canal de distribution, relation avec l'utilisateur</u></p>
<p>OFFRE PROPOSEE Proposition de valeur économique et sociale</p>		
<p><u>Principales activités et ressources nécessaires</u></p>	<p>Comment ?</p> <p><u>Partenaires et gouvernance</u></p>	
<p><u>Modèle financier</u> (Coûts et revenus)</p>	<p><u>Bilan social</u> (impacts et bénéfices)</p>	<p><u>Bilan environnemental</u> (impacts et bénéfices)</p>

Figure 53 – Fiches « modèle éco et socio simplifié »

Les participants doivent consigner leurs décisions sur ces fiches mais, en pratique, elles ont été peu utilisées et ne rendent pas compte de la densité des échanges et du contenu des débats ni des dynamiques induites par les changements externes qui se produisent pendant la partie (événements).

Etape 1 – montage du collectif

Nous sommes à la première réunion du collectif et l'ordre du jour de cette réunion est de répondre au POURQUOI de ce projet de recyclerie. Pour chaque tour, chacun prend un instant de réflexion et note ses idées sur un post-it puis vous mettez en commun. Quand vous jugez que vous avez fait le tour de la question, on prend note et on passe à la suite. Les décisions prises sont révisables d'un tour sur l'autre. Vous vous organisez comme vous le souhaitez.

« Evènement ! » : votre candidature est acceptée !



Votre candidature est acceptée!

Vous allez être accompagné pour le montage de votre projet par un incubateur d'entreprises de l'économie sociale et solidaire.

- Apports
 - Accès facilité au financement engagé (Financeurs engagés)
 - Accès au réseau des porteurs de projet de recyclerie sur votre territoire (Recyclerie)
- Demandes
 - Réflexion sur la gouvernance de votre projet et la participation citoyenne, les retombées sociales, environnementales et économiques envisagées sur le territoire.



Fiches financeurs engagés et fiches inspiration recyclerie



Il est rare que les participants convergent dès le premier tour sur une mission. Les discussions s'orientent rapidement sur les aspects plus pratiques de la réalisation : lieu d'implantation, activités, utilisateurs...

Les animateurs initient alors la suite de la partie qui introduit d'autres éléments dans le jeu : les produits/ressources, les infrastructures et les événements. Les cartes ressources et infrastructures représentent la part matérielle de la réflexion.

Etape 2 – Les tours de jeu

Maintenant que vous avez discuté le POURQUOI, vous devez déterminer POUR QUI et COMMENT vous allez réaliser ce projet de recyclerie. Pour ce faire, vous disposez de différents types de produits, d'infrastructures et de cartes événement.

A l'origine, votre collectif a bien sûr très peu de moyens.

Les produits

Vous pourrez avoir accès à différents types de produits et déchets à traiter dans votre recyclerie : vélo, textile, électroménager, DIB, déchets du bâtiment, mobilier. Ces flux de matière sont caractérisés par leur quantité, leur qualité et la stabilité du flux. Vous avez également la possibilité de créer de nouveaux flux de produits.

//montrer la carte vierge

Ces produits existent mais vous n'y avez pas encore accès. Vous y aurez accès grâce aux infrastructures et aux événements.

Les infrastructures

Les infrastructures sont des moyens que vous allez mettre en œuvre pour construire votre offre. Vous avez le point de collecte, le transport, l'atelier le stock et le magasin. L'implantation de ces infrastructures va être contrainte par le type de zone d'implantation (densité, coûts foncier et accessibilité d'une part et résidentiel, industriel et commercial d'autre part.)

Il s'agit d'un atelier ou le but est de montrer les tenants et aboutissants du montage d'une recyclerie sur un territoire. Donc ne vous formalisez pas trop sur les détails.

Les événements



//Classer les cartes selon Financement (recrutement, incubateur, AàP); Accès produit (contractualisation, convention, transformation); Information/inspiration (implantation recyclerie, internet, forum régional, séminaire, Alternatiba, TEPOS, etc.) et Locaux (caravane, bail...) //

Les événements sont des cartes qui vous permettront d'avancer dans la partie. Vous avez 4 tas distincts avec plusieurs événements dans chaque tas : financement, accès produit, information/inspiration et locaux.

Les produits et ressources

Les flux de produits à collecter et réparer, transformer, réemployer sont issus des filières de responsabilité élargie du producteur (REP) et des flux qui se retrouvent régulièrement dans les recycleries (vélo, textile, DEEE, déchets du bâtiment, déchets industriels banals et déchets d'ameublement). Ces flux sont qualifiés par leur quantité (faible ou forte), leur qualité (aléatoire ou homogène) et leur stabilité (ponctuel ou toute l'année). De plus, des informations générales sur le type de déchet est apporté aux participants au recto de la carte.

Quantité	Qualité	Stabilité
<input type="checkbox"/> Faible	<input type="checkbox"/> Aléatoire	<input type="checkbox"/> Ponctuel
<input type="checkbox"/> Forte	<input type="checkbox"/> Homogène	<input type="checkbox"/> Toute l'année


LE SAVIEZ-VOUS?

De nombreuses bicyclettes sont inutilisées (stockées dans les caves) ou destinées à la destruction (jetées en déchèterie), alors même que ces dernières peuvent être en état de marche ou nécessiter quelques simples réparations.

En grande majorité, les cycles sortants sont éliminés dans les filières classiques de traitement des déchets.

Chaque année, ce serait environ un million et demi de vélos qui seraient détruits : compte-tenu du poids moyen d'un vélo, les flux de déchets générés par la filière peuvent être estimés entre 15 000 et 22 000 tonnes.

Etude l'heureux cyclage, 2013



Composition d'un vélo adulte
(répartition du poids selon les matériaux)

- Métaux : 88% (dont cadre et composants métalliques)
- Pneumatiques : 7% (dont tube caoutchouc, métal)
- Matériaux composites et polymères : 7% (dont moule polycarbonate)




Figure 54 – Exemple de fiche produit

Une ressource centrale mais avec un statut particulier a été ajoutée suite au premier test : les bénévoles. En effet, le collectif voit vite ses limites en termes de compétences et de disponibilité, il faut donc « recruter » d'autres personnes. Elles ont différents niveaux de qualification (expert, intermédiaire ou débutant) et sa potentielle implication (ponctuelle ou toute l'année). Les bénévoles peuvent être recrutés via des partenaires (association environnementale ou culturelle, des événements (Alternatiba !). Les autres « ressources humaines » ou parties prenantes encore présentes sur le territoire (cf. Personnages) peuvent être sollicités et intégrer le projet pour leurs compétences particulières.



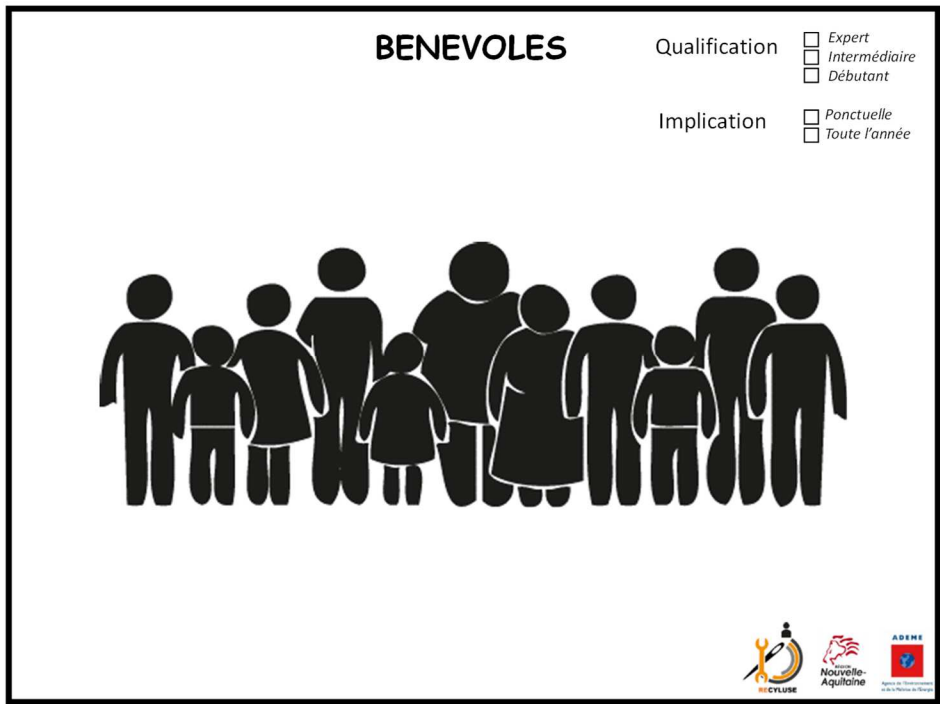


Figure 55 – Fiche « bénévole »

Les infrastructures

Les cartes infrastructures regroupent le magasin, atelier et bureau, stock, point de collecte, camion et mobilité. Ces cartes sont à positionner sur le plateau pour figurer leurs implantations.

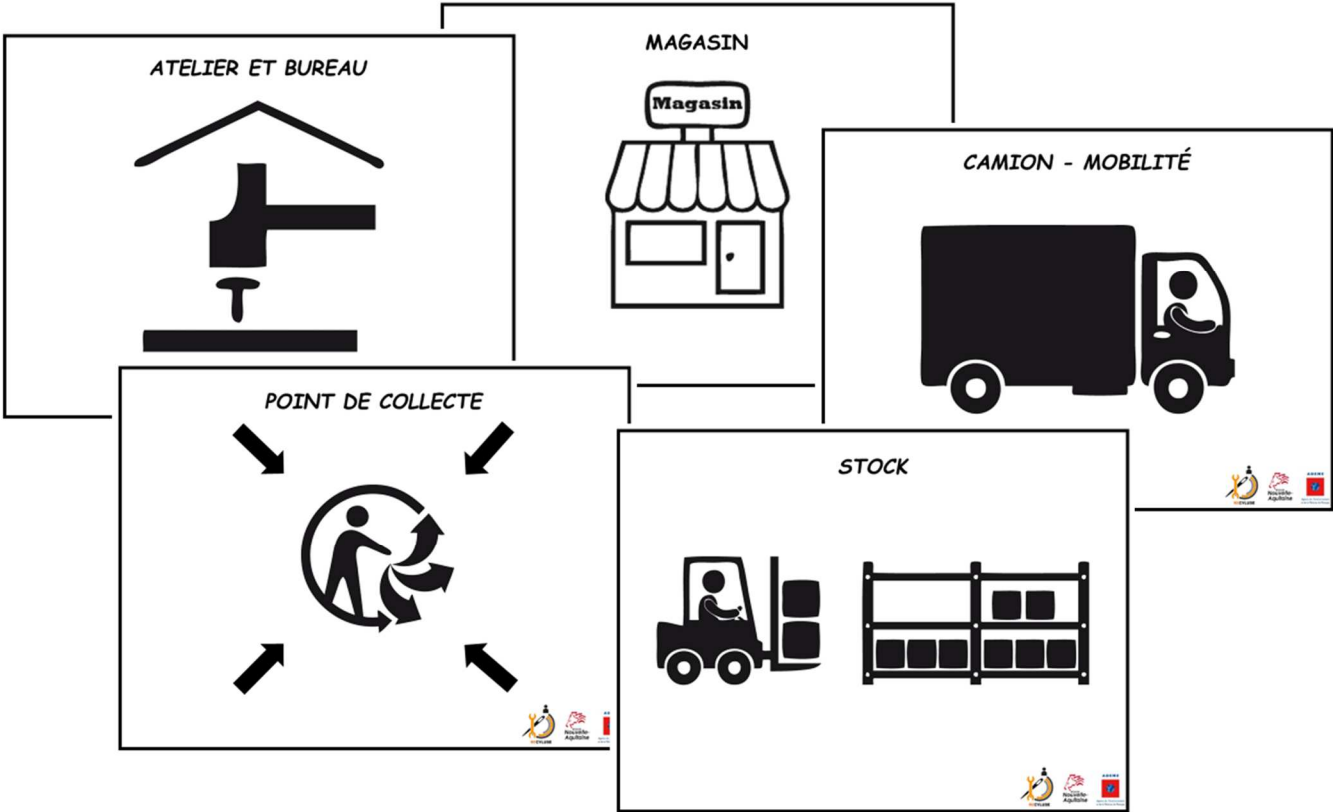


Figure 56 – Fiches Infrastructures

Les événements

Ces cartes viennent servir l'animation du jeu et permettent aux participants de se poser des questions sur des événements qui peuvent être bénéfiques ou contraires selon le positionnement qu'ils adopteront, leurs capacités du moment et l'alignement stratégique avec leurs objectifs et proposition de valeur. Ces événements donnent accès à différents types de ressources matérielles et immatérielles (flux de produits ou connaissances) ou des possibilités de rencontres. Une vingtaine d'événements ont été créés classés selon différentes typologies. Comme pour les autres cartes du jeu, ces événements se sont inspirés des enquêtes terrain et problématiques/opportunités rencontrés sur nos terrains. La possibilité était laissée aux participants d'ajouter des événements selon leurs vécus/inspiration.

Financement	Accès produit	Information/inspiration	Locaux	Autres
Appel à projet régional - expérimentation	Destockage !	Forum régional des recycleries	Don de Caravane	Votre candidature est acceptée!
Appel à projet régional	Conventionnement avec une déchetterie	Séminaire « les déchets au XXIème siècle »	Location de local (entrepôt industriel)	Implantation nouvelle recyclerie!
Appel à projet national	Contractualisation avec un producteur/vendeur	Alternatiba	Location de local (pied d'immeuble)	Transformation des déchetteries
Appel à projet européen	Création d'un point d'apport volontaire	Internet !	Bail privé	Recrutement
Subvention de la collectivité				Nouvelle offre
				Service vélo-partage en ville !

Figure 57 – Liste des cartes événements

Ces événements sont décrits avec un court texte, des apports et des contraintes associées. Les participants sont conviés à réagir à cet événement et à questionner les implications sur leur projet de recyclerie (nouveaux aménagements, activités, compétences, ressources, partenariats...).



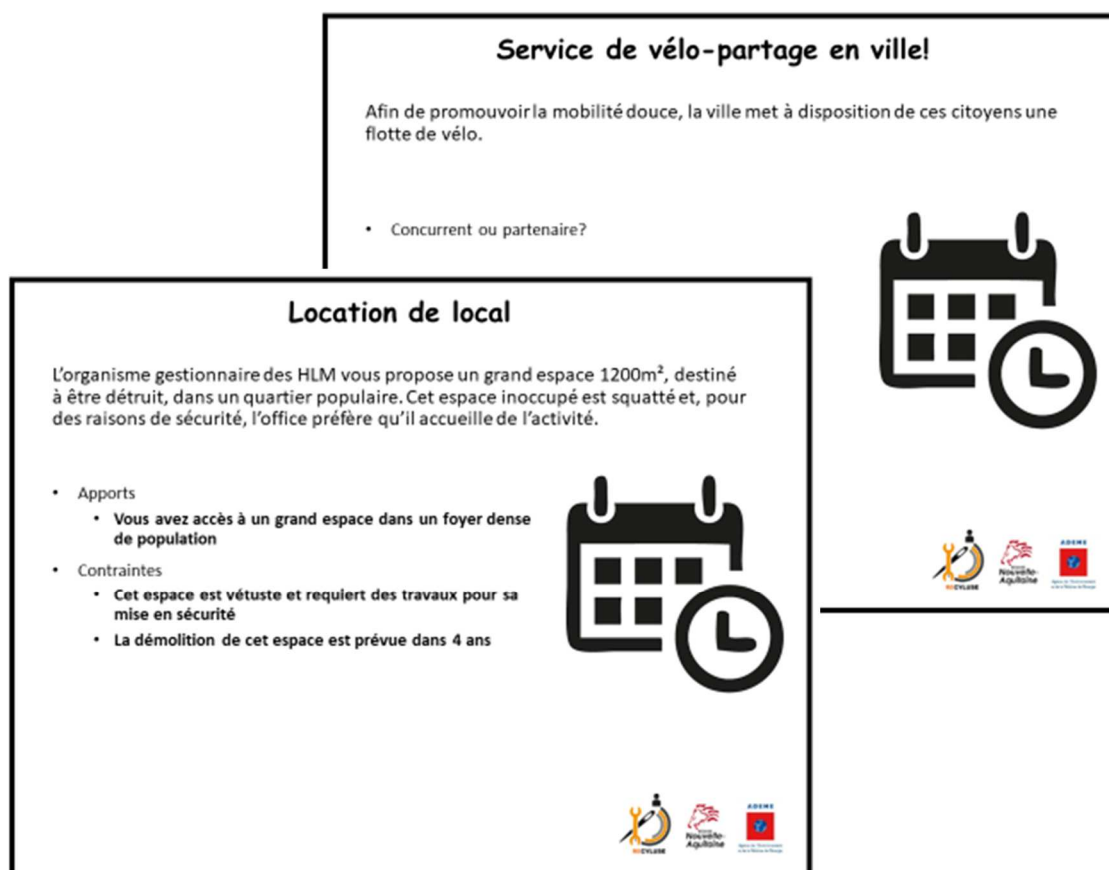


Figure 58 – Exemple de fiche Evènement

Initialement, les joueurs devaient choisir les évènements en fonctions de leurs besoins du moment. Cette première approche ne reflétait pas le caractère aléatoire des évènements hors du jeu.

A chaque tour

1- Réflexion individuelle puis débat sur la carte évènement à sélectionner

2- Vous choisissez un tas au hasard, vous lisez les cartes ensemble

//NB. Les cartes restantes sont laissées à disposition et peuvent être utilisées aux prochains tours.))

3- Définition des actions à faire

Vous devez vous poser la question : de quoi avons-nous besoin maintenant ? et qu'est ce qui change dans l'état actuel de la réflexion.

Vous devez identifier les actions à faire :

- On rencontre les parties prenantes (est-ce que les autres acteurs peuvent faire quelque chose?)
- On construit une infrastructure, on contractualise...
- Modifie-t-on les choix précédents? Pourquoi?

Une fois que c'est bon...

4- On complète le modèle éco et socio simplifié (Pourquoi? pour qui? comment?)

// Bien noter le numéro de tour à chaque fois//

Une fois les 4 paquets de carte ouverts, vous continuez en faisant évoluer vos propositions jusqu'à la fin du temps.

Les animateurs ont pris la gestion des évènements comme support à la réflexion, la transmission d'informations et pour faciliter/débloquer les débats. Ainsi, pour initier les discussions autour des locaux et de la localisation de ceux-ci, la carte événement « don de caravane » (cas réel) était souvent proposée provoquant des discussions sur l'activité (atelier mobile, sensibilisation...), les zones et utilisateurs visés par cette proposition de valeur, l'approche opportuniste de ce don ou rester concentré sur l'objectif initial.... Autant de stratégies justifiées et discutées par les joueurs selon leurs préférences de leurs personnages.

Fiche technique

Problème de représentation (grandeurs techniques et représentation du temps)

Parmi les retours des participants, la demande a été formulée d'avoir des référentiels, des ordres de grandeurs afin d'ancrer les discussions dans des réalités opérationnelles. Nous avons fait le choix de ne pas apporter d'éléments financiers qui écrasent les débats à la fois dans le jeu et dans le monde réel. Des retours contradictoires sur ce choix : manque de réalisme ou libération du carcan du coût.

La fiche technique est construite sur des données issues des terrains et de l'observatoire national des ressourceries (2017). On trouve dans cette fiche des informations sur :

- Les typologies de déchets collectés, leurs modes de collecte, des ordres de grandeur sur les volumes collectés selon nos zone (urbain, périurbain, rural)
- Les ventes de produits : la répartition par type, la taille du panier moyen, le chiffre d'affaire du magasin par tonne traitée selon le type de déchet, les plages d'ouverture des magasins et CA par heure d'ouverture
- L'emploi et les besoins en encadrement : direction, secrétariat, suivi technique, chargé d'insertion...
- Les types d'organisation et agréments.

3.5.5. Résultats

Quatre tests ont été réalisés jusqu'à aujourd'hui : un en Cœur de Savoie, et trois tests dans le Sud-Ouest (Tarnos et Pau). Un atelier est également en prévision avec l'agglomération Pays Basque.

Comme annoncé précédemment, si l'ordre des living lab (produit/atelier/territoire) semble convainquant, les liens entre les ateliers sont encore très faibles et nécessitent le développement de nouvelles versions de l'outil.

De manière globale, cet atelier peut se présenter avec deux objectifs clés :

(1) l'accompagnement d'un collectif souhaitant monter une activité de réparation sur le territoire. Dans ce cadre, les plateaux de jeu devraient dans ce cadre présenter des informations précises concernant les acteurs déjà en place, les gisements actuels et les relations existantes entre ces acteurs. Ainsi, l'atelier peut démarrer avec un contexte déjà bien décrit et le collectif a pour objectif de faire évoluer ce projet en fonction de ce contexte.

(2) une sensibilisation des acteurs (acteurs publiques, organisation d'accompagnement, ...) afin de montrer la complexité dans les montages de tels projets. Ainsi, la sensibilisation des participants par l'incarnation de persona permet à chaque participant de comprendre les contraintes des acteurs. Dans ce cadre, cet atelier peut prendre forme d'un accompagnement à une méthodologie de projet, pour donner des outils d'aide à la prise de décision, ou encore au management de projets.

Ainsi plusieurs niveaux de complexité du jeu sont envisagés selon le niveau et le type de participants.

L'animation du jeu a également soulevé des interrogations :

- **Sur les plateaux.** Il a été choisi dans un premier de ne pas faire travailler les participants sur un terrain qu'ils connaissent déjà, afin d'éviter les tensions potentielles liés à l'expérience de ces participants. Néanmoins, les séances ont montré que ce choix du plateau ne semble pas avoir d'effet particulier sur le jeu. Peut-être un effet de distanciation induit par le jeu de rôle.
- **Sur le(s) rôle(s) des animateurs.** Le rôle des animateurs de session est une tâche complexe, ceux-ci devant trouver un équilibre entre une intervention directe (en prenant le rôle de certains acteurs, tel que l'« incubateur ») et une intervention plus limitée pour laisser les participants en autonomie. Une attention particulière sera mise sur la possibilité de faire porter ce rôle par n'importe quel participant. Le livret d'animation a vocation à permettre à des non-experts d'animer. Les animateurs étant également en posture



d'observateur, la prise de note et des minutes de la séance s'est avéré compliquée. L'animation, prise de note en duo s'avère encore indispensable. Des dispositifs devront être pensés pour pister les moments de discussions étapes par étapes.

- **Sur le déroulement de l'atelier** : l'articulation et le minutage de l'atelier est un élément crucial dans tous les ateliers type « serious game ». A titre d'illustration, la mise en œuvre d'une carte événement peut être au hasard, chaque participant tirant au sort une carte, ou bien contrôlé par l'animateur qui, en fonction de l'avancé de la séance, décide d'intervenir avec une carte d'évènement spécifique.
- **Sur les fiches persona**. Afin de faciliter l'homogénéité des acteurs, il a été décidé au fur et à mesure des séances de distribuer les personnes à sélectionner selon des catégories pré-identifiées : sans emplois (chômeur, personne âgées), savoir-faire (bricoleuses, artisans), commerce (artisans, seconde main), militant (écologie, insertion). Certaines persona sont également en cours de développement, ceux-ci étant jugés manquants: militant 'droit humain', insertion, migrant, inclusif, ... Enfin, certaines persona ne sont pas 'actionnées' durant la séance. Ce living lab n'incite pas les participants à 'rencontrer' ces acteurs pour les intégrer dans le projet.
- **Sur les informations** : ce living lab requiert des participants d'intégrer un ensemble de notions et informations importantes : sur les persona, les gisements, les données techniques, ... Cette contrainte n'a jamais permis de vraiment utiliser toutes ces informations au cours d'une séance. Il a été décidé de développer un livret condensé pour les participants qui regroupe des informations sélectionnées pour les Personnages (apports), Produits/Ressources (« le saviez-vous ? »), les données techniques. Ainsi, en ayant directement à disposition ces informations, ils seraient plus à même de solliciter de nouveaux personnages ou ressources.
- **Sur le déroulé du jeu**. Un problème récurrent identifié au cours des séances concerne l'articulation des événements et leur impact sur la prise de décision. Une proposition venant de participants consiste à utiliser une frise chronologique (court, moyen ou long terme) pour donner de la profondeur temporelle aux événements et pouvoir les réaliser avec des niveaux de maturité plus importants (Ex. réponse AàP région ou Europe). Ainsi un des résultats de ces living lab serait la mise en place d'une chronologie des événements et des actions à réaliser (immédiatement / 1-2 ans / au-delà de 2 ans), et permettant également de mettre en avant les actions nécessaires (par ex. : on ne peut pas lancer d'atelier couture tant qu'on n'a pas de couturière, matériel, lieu...).
- **Sur la fin de la séance**. La discussion de clôture de la séance s'avère être particulièrement riche et nécessite une plus grande formalisation afin : de comprendre l'évolution de chaque persona entre le début de la séance et sa conclusion (souhaite-t-il rester dans le projet ? Quelle est sa position finale ? Les limites de sa participation ?)

3.5.6. Perspectives

Plusieurs perspectives sont ouvertes pour ce living lab. Une première perspective concerne l'optimisation de ce « jeu » en fonction des contraintes de temps. Nous n'avons en effet pas réussi à mobiliser l'ensemble des possibilités du jeu durant une séance. Un futur travail va consister à comprendre comment dérouler une séance sous un format accepté par de potentiels utilisateurs (soit entre 2 et 3h).

Une deuxième perspective concerne le passage d'un atelier de sensibilisation (tel qu'il est pratiqué aujourd'hui) à un véritable outil d'aide à la décision pour les porteurs de projet. Comme énoncé dans le paragraphe précédent, ce niveau d'intervention nécessite de décrire au maximum les territoires, les gisements, acteurs en présences, et l'historique des projets, afin d'aider les porteurs de projets à identifier les pistes de développement.

Une troisième perspective concerne l'évolution de ces ateliers sur de nouveaux champs de réflexions :

- A minima en ouvrant les possibilités de gisements (sport, puériculture, matériel professionnel)
- De manière plus ambitieuse, nous avons été contactés pour mobiliser ce « serious game » sur de nouveaux secteurs tels que sur un projet d'écologie industriel et territorial, afin de travailler sur les enjeux et synergies potentielles, sur l'optimisation de gestion de flux. Ainsi, il s'avère intéressant d'identifier les possibilités de modification de cet outil pour s'adapter à de nouveaux enjeux, secteurs, et problématiques.

3.6. Conclusion et mises en perspective des livings labs

Dans le cadre du projet RECYLUSE, l'objectif de la mise en place de living labs est de favoriser la collaboration multi acteurs (ce qui inclue les usagers/non usagers, concepteurs, pouvoirs publics), où les compétences de chacun trouvent leur place, et ainsi créer des interactions innovantes et construire des orientations pour définir la recyclerie du futur « avec une valeur ajoutée plus importante qu'actuellement tout en traitant plus de flux de matière ». Ces living labs permettent ainsi de définir de manière collaborative comment traiter les flux de déchets par la réparation, le développement de modèles économique et sociaux innovants, et enfin de créer de la valeur sur le territoire.

Les objectifs de cette proposition ont été partiellement atteints. En effet, si les living labs ont permis de regrouper au sein d'ateliers collaboratifs innovants diverses parties prenantes (porteurs de projets, consommateurs / citoyens, acteurs publiques, cellule d'accompagnement, étudiants), les entreprises (représentées par les concepteurs industriels) ont été absentes du processus (bien que rencontrées dans le cadre des entretiens réalisés). L'intégration des entreprises dans ces ateliers est pourtant un élément clé pour le montage de réseaux de réparation et dans la construction de modèles économiques innovants. Une des raisons que nous pouvons avancer réside dans l'agenda du projet. En effet, depuis 2019, les enjeux de réparation sont mis en valeur à travers les futures lois sur l'économie circulaire (indice de réparabilité) ou encore la pression sociale (citons par exemple la campagne législative « *Right to repair* »). Ces différents leviers, qui auraient fortement incités les entreprises à intégrer les living labs, sont arrivés tardivement par rapport au projet RECYLUSE. Nous envisageons ainsi de poursuivre ces travaux avec les entreprises en 2020 pour expérimenter les living labs avec les concepteurs industriels et les adapter en fonction de leur retour, afin d'en faire un vrai instrument de modification des pratiques industrielles.

Néanmoins, comme il a été dit dans le paragraphe précédent, de nombreuses parties prenantes de la chaîne de valeur de la réparation ont assisté aux ateliers et ont émis des retours positifs et encourageants, tant sur la mise en pratique de la réparation que sur la prise en compte du territoire dans l'élaboration des modèles économique et sociaux. Ils peuvent être ainsi considéré comme un média pertinent d'appropriation des enjeux de la réparation par l'ensemble des acteurs du territoire.

Les résultats de ce projet offrent de nombreuses opportunités et perspectives. Les living labs ont montré l'intérêt de prendre en compte les enjeux de réparation à trois niveaux : au niveau produit pour comprendre les pratiques de réparation à travers une problématique technique – au niveau atelier pour développer des processus et modèles économiques et sociaux adaptés aux projets de réparation, et au niveau territoire pour intégrer les enjeux de réparation au sein du réseau d'acteurs territoriaux et en prenant en compte les différents flux de matières du territoire. Néanmoins, si ces niveaux ont montré leur intérêt, la prise en compte des interactions entre ces niveaux par les participants restent encore à travailler.

Les living labs ont également permis de montrer qu'ils peuvent, à terme, répondre à différents besoins :

- Des besoins industriels : les différents protocoles développés dans le cadre du projet peuvent être adaptés pour répondre à des enjeux d'éco-innovation prenant en compte la réparation et le réemploi. Pour cela, le protocole actuel doit être adapté afin de répondre à des problématiques produits issus directement de l'entreprise.
- Des besoins des porteurs de projet et accompagnateur de projets : le protocole des living labs permet en effet aux porteurs de projet non seulement de sensibiliser les acteurs de son territoire aux enjeux de la réparation, mais également d'identifier les leviers pour développer son activité au sein du territoire (notamment dans le cadre des living labs au niveau territoire)
- Des besoins pour les politiques publiques : les living labs peuvent être un support pertinent pour accompagner les acteurs publics dans la mise en œuvre de la politique de gestion de déchet ou d'économie circulaire. Ainsi, les living labs peuvent-ils être déployés dans le cadre de réunions publiques (type Agenda 21, TEPCV) afin de sensibiliser les différentes parties prenantes du territoire sur les actions à mettre en œuvre.



4. Apprentissages réciproques sur la structuration de lieux de réparation et la culture de la réparation

Cette partie propose une montée en généralité à partir des données recueillies et analysées. Ainsi en quatre temps, sont investies le problème de la définition du terme réparer et de ce qu'il engendre ou non comme phénomène de reconnaissance ; la manière de considérer les flux de ressources et les gisements de ressources par les initiatives ; le manque de légitimité dont souffrent les structures d'économie sociale et solidaire malgré les partenariats tissés ; et finalement les disjonctions potentielles d'attente entre les porteurs de projet et les citoyens.e.s.

4.1. Réparer, reprendre, restaurer, bricoler : une question de définition ?

Travailler sur la réparation conduit à penser l'objet selon plusieurs trajectoires distinctes qui sont dépendantes à la fois de son utilisateur/propriétaire, de son état et de son lieu de dépôt.

Il est possible qu'un appareil tombe en panne, un vêtement se déchire... Son propriétaire peut alors décider de le réparer, de le reprendre par lui-même chez lui ou dans un cercle familial ou de voisinage. L'objet recouvre ainsi (ou non) sa fonctionnalité. Le propriétaire de l'objet peut aussi faire appel à un artisan spécialisé (menuisier pour les meubles, couturière...). Il peut par ailleurs le faire réparer ou le réparer lui-même dans des ateliers collectifs dédiés (repair-café, recycleries), le principe étant que ces derniers ne doivent pas faire concurrence aux artisans et ne pas faire gratuitement pour les propriétaires. Dans chacun de ces cas, le propriétaire reste le même ; il produit l'acte de réparation ou demande à une entité compétente de le réaliser.

Le possesseur d'un objet peut aussi se séparer d'un objet parce qu'il est usagé ou en panne et qu'il ne correspond plus à son esthétique ou à ses besoins. Cette personne peut donner (ou vendre) l'objet à un tiers individuel ou à une organisation spécifique. Il en perd la propriété et ce tiers peut le réparer, le reprendre... Le propriétaire de l'objet peut aussi le jeter, soit en déchetterie, soit avec ses déchets ménagers. L'objet peut potentiellement être récupéré pour être réparé ou transformé par des organismes spécifiques. Il y a ici un transfert de propriété et potentiellement d'usager.

Au gré de ces possibles trajectoires, le statut de l'objet peut varier : il reste un objet ou devient un déchet, ce qui a des conséquences juridiques^{xviii} et se traduit par des dénominations différentes. L'article L541-1-1 du Code de l'environnement indique les définitions suivantes. Le « réemploi » désigne toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus. Le produit est donné ou vendu par son propriétaire initial à un tiers qui, a priori, lui donnera une seconde vie. Le produit garde son statut de produit et ne devient à aucun moment un déchet. La « préparation en vue de la réutilisation » se matérialise par toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement^{xix}. La « réutilisation » nomme toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau. La réparation n'apparaît pas telle que nous l'avons décrite ci-dessus mais en filigrane en fonction du statut de l'objet et des manipulations qu'il subit.

Le terme « réemploi » ne revêt pas le même sens pour les personnes interrogées, de même que réparer peut renvoyer en fait à des réparations assez lourdes et conséquentes. Réparer peut nécessiter des compétences en électro-mécanique par exemple. Dans les entretiens avec les individus, le chercheur doit prendre soin de décrypter le terme (reprendre les vêtements, réaliser de menues ou plus conséquentes réparations) et surtout de l'appliquer à des objets divers (vêtements, petit électro-ménager, meubles, appareils électroniques) pour que les gens puissent percevoir ce que sous-tend le terme et potentiellement s'y reconnaître. Demander à quelqu'un s'il répare est inhibiteur, en revanche aller dans le détail de ce que peut recouvrir l'acte de réparation permet aux personnes interrogées de reconnaître qu'elles réparent « un peu ». Cette reconnaissance est importante pour que les personnes intéressées puissent penser à aller plus loin, essayer de porter la réflexion sur un approfondissement ou un élargissement des compétences et des savoir-faire. Aussi la plupart du temps les personnes ne se qualifient pas de réparateurs (car ils ne sentent pas en capacité par exemple de réparer un lave-linge), mais disent bricoler, s'être aventurées à trouver et réparer une panne.

Aussi utiliser le terme réparer seul sans mettre des synonymes ou des verbes qui qualifient l'acte de restaurer une fonctionnalité pour un vêtement (reprendre), pour un meuble, ou d'en rajouter via la transformation de l'objet/déchet (surcyclage) peut induire des réponses négatives alors même que les personnes ont potentiellement un savoir-faire, des compétences cachées qu'elles n'affirment pas comme une capacité à reprendre, à restaurer ou à réparer.

Leurs compétences peuvent être non formalisées, résultat d'une accumulation d'expériences personnelles, développées en situation professionnelle ou dans la vie sociale. Elles peuvent aussi s'être développées au travers d'interactions et d'échanges :

« Nous on se prête tout, c'est une pratique des villageois. Moi je vais récupérer des choses dans les bennes de chantier, qui vont être utiles pour mon voisin [...] Ce n'est pas une question écologique, mais c'est dans les habitudes. On répare aussi quand quelque chose ne fonctionne plus. [...] On apprend sur le tas, avec les vieux du village. » (entretien avec Aubin, habitant d'Arvillard)

Tout l'enjeu pour les tiers lieux est de se structurer comme des espaces de partage où chacun est accepté avec ses compétences et non-compétences.

Enjeu pour la puissance publique : Attention à ne pas déqualifier par l'usage d'un terme restreint et incapacitant des compétences en puissance. Essayer de valoriser les capacités déjà existantes des individus pour les amener à aller plus loin dans la réparation.

4.2. Les différentes trajectoires des déchets vers la seconde vie - Matières à composer et à recomposer.

Les structures cherchant à créer une seconde vie au déchet n'ont pas les mêmes attentes en termes de qualité et de quantité du déchet originel, que leur objet soit avant tout la réutilisation (avec le minimum de travail sur le déchet) soit la réparation/le surcyclage. Or le contrôle « qualité » ne correspond pas à ce qui existe en entreprise. La matière ou les produits utilisés viennent en grande partie soit d'apport volontaire d'individus/d'entreprises/de structures soit de prélèvements en déchetterie.

La manière de percevoir les gisements de déchets, leur potentialité à devenir ressources et à être intégrés dans un nouveau cycle varient en fonction des acteurs de la réparation/réutilisation et des usagers. Tous les opérateurs de la réutilisation, de la réparation, de l'upcycling ne répondent pas de la même manière à : qu'est-ce qu'un flux intéressant ? Comment le traiter ? Comment le réintégrer dans un nouveau circuit de consommation ? A quelles fins (détournement, réemploi, réutilisation...) ? Aussi le déchet ne connaît-il pas les mêmes trajectoires en fonction des acteurs qui s'en empare (Bonnot, 2002 ; Barbier, 2005). Certains vont s'intéresser à la matière en elle-même, d'autres à l'objet en tant que tel, et d'autres aux deux simultanément. Tous cependant vont de nouveau faire accéder le déchet au statut d'objet, susceptible de réutilisation par son propriétaire mais plus communément par un autre individu.

Un tri peut être effectué à la source afin de contrôler le gisement utilisé. Ainsi le processus de création de produits upcyclés, tel que travaillé par Api'up ou par Recycl'arte, part du gisement et donc de la matière disponible. L'objectif est de réaliser des prototypes répondant aux contraintes de la matière pour faire des séries. C'est pourquoi il y a un enjeu de « maîtrise » du gisement

Dans le cas de Recycl'arte s'ajoutent plusieurs conditions :

- le déchet doit être récurrent pour fabriquer des produits upcyclés qui n'exigent pas sans cesse de nouveaux tests, patronages... Cette condition pose donc des limites dans les coopérations avec des entreprises comme Tribord dont les déchets ne le sont pas, non seulement à cause de la saisonnalité des produits, mais aussi en raison du modèle d'affaire de l'entreprise, proposant toujours de nouveaux produits, de nouvelles matières...

Pour autant, une initiative comme Recycl'arte affirme également le souhait de ne pas être dépendant à un gisement d'une part pour que le modèle d'affaires ne s'effondre pas en cas de disparition d'une source de déchet. D'autre part parce que la persistance du flux de déchet montre in fine qu'aucun effort n'est potentiellement fait pour le diminuer.

- La gratuité de la matière/ des déchets car le processus de transformation a ensuite un coût : celui des personnes salariées, les coûts de structure. Le déchet va devenir un produit à part entière et prendre une valeur par le travail qui y est accordé.

Cette exigence n'est pas toujours facile à satisfaire, comme l'indique la représentante de Tribord, dont une partie des chutes sont utilisées par Recycl'arte :

« C'est [la systématisation] ce qu'essaye de faire C., de créer des produits types dont elle peut avoir besoin. Et de savoir exactement comment elle va les transformer de façon simple. C'est-à-dire elle a un patronage,



elle l'applique à ce produit et bim elle sort un produit. Sauf que bon cela est dans la vie idéale... sauf que nous les produits évoluent de collection en collection, que... donc ce sera jamais comme ça... » (Représentante d'une grande enseigne)

Sauf cas particulier, la quantité et le volume de déchets disponibles pouvant être réparés et réutilisés ne constituent pas un problème selon les différentes structures interrogées travaillant sur la réutilisation, la réparation ou le détournement des déchets... Il s'agit au contraire de maîtriser le gisement à la fois dans sa quantité, afin de ne pas se retrouver avec des stocks trop importants à gérer ou impossibles à mettre en réserve, et dans sa qualité, afin de pouvoir donner une seconde vie et/ou un nouveau cycle d'usage au produit.

« Moi de toute façon mon objectif, c'est pas de récupérer du bois, récupérer du bois pour le stocker. Parce que sinon je vais simplement stocker du bois en attente de quelque chose, moi l'objectif c'est de créer quelque chose de nouveau, qui part chez quelqu'un d'autre, chez un nouveau client. Et d'avoir utilisé une vraie récupération, sinon je fais du stockage. » (Entretien avec l'artisan spécialisé dans le surcyclage)

Les acteurs de la réutilisation ou de la réparation ne souhaitent pas apparaître comme une nouvelle déchetterie sur le territoire, même si par exemple un acteur comme Emmaüs peut être ainsi considéré par la collectivité de Chambéry. Ils veulent être reconnus comme des espaces où les objets en bon état, ou qui demandent à subir une réparation, peuvent avoir une seconde vie et être réappropriés.

D'ailleurs les structures peuvent refuser certains dons, considérant qu'elles ne pourront pas revendre ou revaloriser ce qui leur est apporté.

« Des choses repartent directement à la poubelle ; des choses qu'on n'accepte pas donc on essaie de plus en plus de dire aux gens : Attention ! On n'est pas une déchetterie ! Notamment parce que les déchetteries du territoire vont commencer à être payantes, donc les gens se disent : on va emmener à la recyclerie comme ça, ça ne coûtera pas d'argent. Ça, ce n'est pas possible. » (Entretien avec la représentante de la recyclerie R de Récup).

Il s'agit aussi potentiellement d'être en capacité de qualifier l'approvisionnement et son stock quand les acteurs de la réparation/réutilisation en ont les moyens humains, techniques et/ou numériques. La recyclerie R de Récup de Pontcharra utilise le logiciel GDR^{xx} recommandé par l'ADEME pour la gestion des flux et des stocks. Aussi a-t-elle mis en place une phase de pré-tri (acceptation ou non du déchet apporté après vérification, pesage et étiquetage), puis une étape de tri qui permet de voir sur quel atelier l'objet va être traité.

Le porteur de projet de la recyclerie de Cœur de Savoie avait également l'intention de l'utiliser car il permet d'enregistrer chaque produit, de pouvoir le suivre tout au long de son passage dans la structure et de présenter une comptabilité en adéquation avec les attentes des EPCI et des éco-organismes.

Au demeurant, dans de plus petites structures ou dans certains organismes, la comptabilité des flux est réalisée de manière plus simple, en général parce que reconnaître et qualifier le déchet-ressource demande des compétences, que le flux arrivant est trop important pour permettre un tri et un enregistrement immédiat et que l'organisation de la structure ne permet de dédier un poste à ce travail d'enregistrement.

« Moi par rapport aux DEA [déchets d'éléments d'ameublement] on est tenu de compter tout ce qui rentre. Mais c'est un truc de fou. Parce qu'il faut que donc les camions notent ce qu'ils ramassent. Mais t'es un peu speed t'as pas toujours le temps. Le dépôt il faut qu'ils notent tout ce qui rentre en meuble ; c'est la petite chaise à bébé, le sommier... le canapé... En salle ils notent ce qu'ils vendent. Et ensuite eux font une espèce de différence et après ils pèsent nos déchets. Ils voient si on est bon ou pas bon. (...) Mais si tu veux on n'arrive déjà pas à faire en sorte que les mecs comptent comme il faut. » (Entretien avec un représentant d'Emmaüs)

Identifier le potentiel d'un déchet demande une certaine lecture du produit amené : est-il vendable tel quel ? Est-il réparable ? Quelle est sa valeur ? Comment valoriser cet objet une fois lavé, réparé et/ou transformé ? Comment permettre aux clients de se projeter « dans » un produit qui a déjà servi ? Répondre à ces questions demande un certain nombre de compétences (savoir identifier, trier...) et peut donc faire l'objet d'une segmentation en différents postes de travail, segmentation qui diffère selon les organisations, leurs moyens et leurs objectifs premiers.

« Donc le principe c'était : notre responsable de la déchetterie pro met de côté dans ce box des déchets qu'il estime réemployables. (...) Après la difficulté c'est que nous on n'est pas spécialiste. On sait pas ce qui peut être réemployé, s'il arrive à revendre derrière, euh il a une ressourcerie, avec un magasin à Aix les Bains. On ne sait pas en fait. Ce n'est pas notre métier. Donc on met les choses de côté, en pensant que ça peut les intéresser, mais on n'a pas cette connaissance-là, on n'a pas cette compétence-là. » (Entretien avec une représentante d'entreprise en charge de la valorisation/recyclage de déchets)

D'ailleurs l'affectation aux postes de travail fait l'objet d'une attention particulière dans les structures d'insertion parce que les différentes étapes du tri et de la réparation, aussi sommaire soit-elle, demandent d'avoir ou d'acquérir certains savoirs, savoir-faire ou savoir-être.^{xxi}

Défi pour la puissance publique : Bien définir avec chaque répar'acteur son gisement et son périmètre d'action pour structurer son réseau territorial et construire des complémentarités entre acteurs de l'ESS, de l'artisanat et du monde de l'entreprise.

4.3. La difficile reconnaissance et montée en légitimité de la réparation

La réparation en tant qu'ensemble de pratiques et en tant que culture reste relativement dévalorisée dans les représentations communes et singulièrement dans le monde marchand et au sein des collectivités territoriales. Le volet réparation a souvent été mis de côté. Aussi les pratiques de réparation et les initiatives visant à en faire une stratégie pleine et entière de réduction des déchets souffrent de plusieurs déficits de légitimité. Les partenariats existants ne les résorbent qu'imparfaitement.

4.3.1. Monde de l'ESS/ économie traditionnelle : passerelles ou instrumentalisation

Les projets de recyclerie/ressourcerie développent souvent des liens avec les entreprises du territoire. Ces relations concernent notamment l'approvisionnement des structures d'économie sociale et solidaire en ressources (qui sont souvent des déchets de production). Ainsi Fibr'Ethik récupère les bâches non tissées d'entreprises et de collectivités, tout en devant dissimuler le nom et la marque du fournisseur. Recycl'arte, projet de recyclerie à Hendaye, travaille avec plusieurs entreprises pour valoriser les chutes (Tribord, Sokoa). En outre, des ateliers coopératifs entre designers, réparateurs sont mise en place. Les entreprises ont l'impression de réaliser une « bonne » action en sortant légèrement du cadre usuel pour valoriser les déchets :

« L'idée c'était de partir sur des produits qu'on a, de voir si on pouvait en faire quelque chose derrière et de les transformer. Jusqu'à présent tout ce qu'on lui a donné, c'était surtout pas pour être revendu. On n'a pas de marché parallèle... surtout pour être transformé réutilisé et revendu par eux une fois transformé pour que cela alimente leur business. Que cela leur apporte un peu d'argent. Pour moi c'est du développement local, de l'intelligence sociale. On a plutôt fait des tests sur des typologies de déchets aujourd'hui... on a fait un peu de textile et le truc qui lui a bien plu, c'est qu'on a fait des ateliers créatifs avec nos designers dans nos locaux et avec leur équipe technique. Comme cela ils ont pu partager, voir ce qu'on pouvait faire, c'est puis c'est assez... enrichissant... » (Entretien avec la représentante de Tribord)

Des synergies peuvent aussi être trouvées avec des réparateurs professionnels dans la mesure où les activités de réparation associatives doivent rester dans le domaine non compétitif et ne pas créer de concurrence aux entreprises. L'association Atelier vélo Txirrind'Ola a ainsi mis en place une relation particulière avec son voisin, vendeur de vélos :

« Il y a nos voisins qui, au début, nous voyaient d'un très mauvais œil, qui disait : ils vont nous concurrencer, etc. Après, quand ils ont compris comment on fonctionnait et surtout qu'ils pouvaient nous envoyer des gens dont les réparations les [enquiquinaient], on a eu de bonnes relations. Le voisin était même venu une fois pour nous dire : si voulez, on peut vous faire 10 % sur vos achats si vous voulez m'acheter des pièces. Parce que nous, on ne vend pas de pièces neuves à l'exception des câbles de freins et des dérailleurs pour la sécurité. Du coup, chaque fois qu'il y a quelque chose qui manque, que l'adhérent n'a pas la pièce qu'il faut sur son vélo parce que même dans les vélos classiques, il y a des tonnes de pièces différentes qu'on ne peut pas avoir forcément récupérées à l'association, on lui dit d'aller chez un professionnel. » (Représentant d'une recyclerie spécialisée dans les vélos)

Ces relations sont à double tranchant : elles peuvent structurer une collaboration vertueuse, mais elles sont le reflet d'un système de production/déchet, qui n'est pas fondamentalement remis en cause. Or les militants de la réparation ne souhaitent pas être les faire-valoir d'une stratégie d'entreprise de *greenwashing*.

« C'est aussi parce que finalement, notre objectif est de disparaître. On est là parce qu'il y a un problème global, puisqu'il y a des déchets. Nous, on aimerait bien ne pas avoir besoin d'exister et pour nous, c'est important dès le départ. Je finis juste sur ces cartons-là. J'ai eu cette horrible sensation de voir M. – la [personne] qui m'avait mis ça de côté – qui m'a dit : Ah ça va ! c'est une super belle matière. Genre : je suis contente pour toi et moi je suis contente de te donner ça. Mais non, je ne suis pas contente, moi. Je ne lui ai



pas dit, mais je n'étais pas contente en fait de récupérer ça. Et je n'étais pas contente de la voir contente de me le donner. » (Entretien avec une représentante de Recycl'arte)

Il existe parfois une défiance entre monde de l'économie traditionnelle et monde de l'ESS. Le sérieux et le professionnalisme des tenants de l'économie sociale et solidaire peut-être remis en cause facilement :

« La dernière fois que je suis allé à leur magasin de présentation, il m'a montré la machine et il me dit « ah elle est bien cette machine » « et tu as tout en place sur ta machine ? » « Bah ouai, c'est tout ce qu'on m'a donné » « bah écoute, bah tu ne peux pas travailler » « ah bon et pourquoi ? » « Bah tu n'as même pas de pied de biche » donc je l'ai renvoyé chez un spécialiste pour acheter un pied de biche et pouvoir s'en servir. La personne qui leur avait donné ne les avait même pas prévenus, ne leur avait même pas dit et ils n'étaient même pas au courant... ils ne pouvaient pas se servir de la machine. » (Représentant d'une entreprise collaborant avec une recyclerie)

La méconnaissance réciproque, même quand il existe des synergies ponctuelles, nourrit certaines incompréhensions. Les uns et les autres fonctionnent selon des principes supérieurs différents (Boltanski, Thévenot, 1991) et ne trouvent finalement la voix de compromis que sur des points relativement réduits. Là où les entreprises veulent maîtriser leurs cycles de production, être performantes pour limiter les coûts, les structures de l'ESS mettent en avant des objectifs environnementaux, sociétaux et sociaux. Leur conciliation reste donc limitée sauf quand les répar'acteurs proposent un service propre aux entreprises : enlèvement de déchets professionnels, structuration d'une gamme de mobilier. Ainsi Api'Up fait-il du surcyclage industriel pour les entreprises. Une partie des activités se réalise selon ce schéma : l'entreprise sociale collecte des objets en fin de cycle d'utilisation dans l'entreprise, elle les transforme en meubles selon un cahier des charges avant de les retourner dans l'entreprise initiale :

« Notre modèle n'est absolument pas basé sur la revente de matière, uniquement sur la prestation de service aux clients qui nous donnent ces déchets-là... (...) On va chercher les matières dans les entreprises plutôt petites, pas au-delà de 120 salariés et encore on n'en a pas beaucoup, c'est plutôt la PME familiale qui est notre clientèle, qui est mal desservie par les gros opérateurs ou de façon très coûteuse. Là on a un gros avantage sur le marché, avec un audit environnemental et social qu'on fait en amont de manière à proposer aux entreprises non pas le truc clé en main et après vous vous débrouiller... mais vraiment quelque chose qui est sur mesure pour l'entreprise et qui intègre non seulement ses capacités techniques mais aussi sociales et culturelles vis-à-vis du déchet, c'est pas la peine de demander aux gens de trier les déchets dans l'entreprise s'ils ne sont pas du tout prêts à le faire. » (Représentante d'Api'up)

De la même manière Aima, en lien étroit avec les éco-organismes, travaille avec des entreprises pour récupérer des produits et pouvoir les mettre à disposition d'autres acteurs. On est là sur une relation de prestation de service, qui ré-interroge moins les processus actuels de production/consommation/production de déchets, même si elle vise à diminuer les déchets non valorisés.

Défi pour la puissance publique :

- **Créer des événements où entreprises et acteurs de l'ESS se rencontrent, tissent des liens, comprennent le fonctionnement des uns et des autres et construisent des synergies. Créer une dynamique de rencontres pour favoriser l'émergence d'une confiance réciproque.**
- **Arbitrer en termes d'aide pour réussir à détourner le plus de déchets possibles, en créant de la valeur locale.**

4.3.2. L'engagement des collectivités territoriales

Le succès ou l'échec des initiatives prônant la réparation ne dépend pas seulement de l'implication personnelle des porteurs et de leurs compétences initiales mais aussi d'un environnement qui va pouvoir les aider à structurer le projet. Cet environnement n'est pas figé, il évolue également ; les collectivités locales par exemple sont aujourd'hui plus réceptives à ce genre de projets qu'elles ne l'étaient auparavant parce que les recycleries sont désormais dans l'air du temps. Plus encore cet environnement se nourrit de la manière dont les acteurs institutionnels du traitement du déchet (syndicat de traitement, entreprises chargées de la valorisation et du recyclage, éco-organismes) perçoivent ces nouveaux entrants et les intègrent dans leur cercle. Leur mettent-ils à disposition des gisements de déchets (source de matières et de produits) ? Les aident-ils au travers d'une véritable

politique spatialisée d'intégration ? Les considèrent-ils comme des acteurs à part entière ou bien comme des initiatives supplétives ?

Quelle action des collectivités territoriales pour favoriser la réparation ?

Au regard de nos retours d'expérience, il est à noter un engagement relativement faible des intercommunalités. Celui-ci peut s'expliquer en grande partie par la segmentation des compétences et la dépolitisation de la gestion des déchets dans la mesure où la plupart du temps, ce sont des syndicats techniques qui gèrent les déchets. Ces syndicats où les élus sont désignés par les assemblées délibératives des collectivités locales sont rarement des lieux de débat politique et souvent réduits aux questions techniques. Les enjeux débattus, les innovations potentielles percolent peu vers le citoyen sauf en cas de contestation de projets d'infrastructure, il existe des barrières dans l'appropriation des questions soulevées (Montsaingeon, 2017).

Les collectivités publiques peuvent pourtant intervenir à plusieurs titres pour favoriser l'émergence de réseaux de réparation et d'initiatives de recycleries.

La réparation est une partie intégrante de la stratégie de prévention des déchets, mais les collectivités ne peuvent l'assurer elles-mêmes.

« Ma vision en tant qu' élu, c'est : on accompagne, on aide, mais ce n'est pas nous qui portons les projets. Je crois qu'il faut arrêter avec cette vision d'assistanat, mais d'assistanat dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire : il y a un besoin ; bon allez, les élus vous faites. S'il y a un besoin, un besoin réel, je pense que les citoyens sont assez grands pour le porter. Ce qu'il faut qu'on fasse, c'est accompagner. » (Entretien avec un élu d'Hendaye)

« C'était aussi une volonté politique : on accompagne, mais on reste un peu en retrait. » (Directrice du service déchets, Communauté de communes).

Elles peuvent agir dans le cadre du soutien aux activités économiques (au niveau de la région) ou de leur compétence solidarité (pour les emplois en insertion). Des accompagnateurs semi-publics des activités de l'économie sociale et solidaire (à l'image du Tube à ESS'ai) peuvent également agir pour faire monter en compétences les porteurs de projet et les aider à frapper aux bonnes portes : à qui demander des financements ? Comment mettre en action une idée ? En ce sens, ils proposent une aide à l'ingénierie de projet pour que les porteurs intègrent bien l'ensemble des dimensions (financières, sociales, foncières), identifient les bons relais et interlocuteurs et puissent dimensionner leurs besoins au regard des réalités locales.

Les intercommunalités en charge du développement économique peuvent aider à trouver des locaux ou en mettre à disposition pour les initiatives de l'ESS. Au demeurant sur nos cas d'études, elles se sont montrées relativement frileuses sur cet aspect. Là où les porteurs de projet mettent en avant le besoin conséquent d'espace et la nécessité d'une visibilité (pour éviter que la recyclerie soit peu accessible et peu appropriée), les collectivités locales répondent qu'elles n'ont pas de foncier disponible aussi conséquent pour ce secteur d'activité. Cela est en partie dû à une méconnaissance de ces activités et à des préjugés à l'égard de l'ESS, même si elle est de plus en plus perçue comme un levier de développement économique et de création d'emploi local commence à évoluer, et singulièrement le regard à l'égard des porteurs de projets de réparation. Le « professionnalisme » des porteurs de projet est remis en cause. Les structures de l'ESS sont soupçonnées d'être dépendantes des subventions, d'avoir un modèle d'affaires non pérenne. A ce titre, elles doivent sans cesse se justifier et rentrer dans les cadres administratifs pré-établis.

« On l'aide à trouver un local donc on a quand même un chargé d'économie qui lui fait visiter des locaux, etc. Mais, c'est vrai que derrière... On lui a dit : dès que ça sort, au niveau de la com, on fera des supports de com, on fera tout ça ; il n'y a pas de soucis là-dessus. Mais c'est vrai qu'en fait, aujourd'hui, il y a aussi un flottement par rapport à lui: on lui dit quelque chose, on lui dit de faire quelque chose et en fait, il part dans l'autre sens. Donc, c'est assez compliqué pour nous aussi de nous impliquer dans le projet. » (Directrice du service des déchets dans une intercommunalité)

Il peut de ce fait exister des incompréhensions tenaces. Le syndicat Bil ta Garbi aimerait une plus grande lisibilité et rationalisation des initiatives autour de la réparation et a tenté de structurer le réseau. Son approche est cependant critiquée pour ne pas laisser à tous leurs chances au préalable et reconnaître d'abord ceux qui sont institués, légitimes, que les nouveaux arrivants.

« L'image que ça me donne c'est qu'ils ont la légitimité sur le territoire pour travailler cette question-là des déchets. Ils ne veulent pas s'emparer de projets de type ressourcerie/recyclerie – pour moi, ils n'ont pas tort, ce n'est pas leur fonction –, par contre, ils ne veulent pas non plus être forcément facilitants. Pour eux, c'est une question aussi, encore une fois de leur positionnement : est-ce que c'est à eux, pas à eux ? Est-ce qu'il faut qu'ils en soient ? Et s'ils n'y sont pas, est-ce que ça ne les décrédibilise pas ? J'ai



l'impression qu'ils ne savent pas se positionner. En tous cas, eux, qui pour nous auraient pu être de super leviers, n'en sont pas du tout. » (Extrait d'un entretien de juin qui recoupe les dires de plusieurs acteurs).

Les collectivités publiques peuvent également intervenir au travers d'un rôle d'animateur, de mise en réseau, disposant d'un « soft power » utile pour fédérer la chaîne d'acteurs et faire correspondre les besoins. Cela suppose toutefois d'être en mesure d'identifier les initiatives promouvant la réparation et la réutilisation sur un territoire donné (Vialleix et Mariasine, 2019). Cela requiert conséquemment d'agir pour structurer des réseaux locaux et pour aider à leur animation au travers d'événements particuliers : réunions entre acteurs, forums en direction des publics.

Ainsi le syndicat Bil ta Garbi initie-t-il des réunions tous les trimestres avec les acteurs du réemploi. Mais lors des réunions il se positionne comme un acteur comme les autres. Il ne souhaite pas animer. Parallèlement un certain nombre d'acteurs du réemploi, qui veulent créer une recyclerie, ou autres, se retrouvent de manière informelle sans Bil ta Garbi. Du côté de Cœur de Savoie cette initiative n'existe pas en tant que telle ; elle a ponctuellement existé lors du montage de dossier « Zéro Chômeurs de longue durée. », mais elle n'a pas perduré.

La gestion des déchetteries : un enjeu important pour favoriser la réutilisation/réparation

Le déchet n'est pas réellement un bien public (la non-rivalité et la non-exclusion). La non-rivalité d'un bien signifie que sa consommation par un individu ne prive pas un autre individu de le consommer de la même manière. La non-exclusion désigne le fait qu'une personne ne peut en aucun cas être privée de consommer ce bien. Or l'accès fait l'objet d'une régulation, d'un conditionnement, d'une logistique et parfois d'appropriations privatives ou limitantes pour les autres acteurs.

Les collectivités ont aujourd'hui des compétences sur la gestion des déchets qui leur permettent non seulement de réguler mais aussi d'avoir une approche en cascade, afin de prioriser la prévention. Pour ce qui est de la réparation/réutilisation, le travail sur les déchetteries constitue un dossier fondamental au même titre que les modalités de collecte (tri imposé, apport volontaire...) qui peuvent ou non rendre possible la conservation de l'intégrité de l'objet jeté. L'accès aux déchetteries répond à plusieurs contraintes. En premier lieu celle de la sécurité des personnes qui y interviennent et la fréquentent. En second lieu, leur agencement spatial pour accueillir des bennes différentes qui sont autant de filières potentielles de revalorisation. Mais cette capacité est aussi limitée par l'enjeu foncier, certains espaces étant très prisés (le littoral basque). D'où le principe exposé par Bil ta Garbi : « chaque association ne peut pas avoir son cabanon » et la volonté du syndicat de pousser aux partenariats et à la mutualisation entre associations (notamment en termes de transports).

En lien étroit avec la politique de ramassage et les modalités de tarification appliquées, la déchetterie reste un espace d'action extrêmement important puisqu'une restriction de la collecte en porte-à-porte via les politiques incitatives de tri, de pesage des déchets, cherche à induire des changements de comportements. L'un de ceux attendus est le dépôt volontaire dans des sites spécifiques de certains déchets, sites comme les déchetteries ou les recycleries. Les déchetteries deviennent des lieux de sensibilisation, d'apprentissage du tri puisque l'utilisateur est guidé pour mettre ses déchets dans les bennes adéquates. Aujourd'hui les acteurs publics travaillent en lien avec les entreprises de valorisation de déchets à bien distinguer les flux et à affiner les filières. De même, pour le travail avec les opérateurs de la réutilisation et de la réparation, l'accès à la déchetterie de ces derniers et le travail avec le gardien deviennent des enjeux fondamentaux, mais surtout de véritables casse-têtes. En premier lieu, les déchetteries ne peuvent sans cesse être étendues et rénovées pour des raisons de disponibilité foncières et de contraintes budgétaires. L'introduction de nouvelles bennes ou d'espaces de dépôt des déchets jugés réparables peut donc s'avérer compliquée voire impossible. La sécurisation de la déchetterie et singulièrement des espaces potentiels de stockage de matériels réutilisables et réparables pose question, car ils font souvent l'objet d'effractions. D'où le recours à des conventions entre les opérateurs de la réutilisation/réparation, la collectivité locale en charge de la gestion des déchets, voire dans certains cas, également le délégataire en charge des déchetteries, pour bien encadrer leur possibilité de venir sur site et de prélever des déchets.

R de Récup réalise des demi-journées de présence en déchetterie, mais aujourd'hui cet apport constitue une part négligeable de l'approvisionnement en comparaison avec les apports volontaires parce que les gens ne connaissent pas nécessairement le dispositif et que la présence reste ponctuelle.

« La déchetterie, c'est intéressant, mais pas sous cette forme-là. On y va parce que l'on considère qu'on fait un petit peu de prévention, on fait de la communication, tout ça, mais on aurait un tonnage cent fois plus... enfin cent fois plus... oui, je peux dire cent fois plus important si les collectivités acceptaient de mettre juste des bennes à disposition pour que les gens puissent déposer directement. C'est-à-dire que là, les gens ne posent que si on est là, donc nous, on n'est pas là beaucoup. Les déchetteries, on y va une demi-journée par semaine. Bien sûr, les gens viennent à ce moment-là si vraiment ils ont des choses à donner, mais c'est souvent le hasard, c'est-à-dire : « excusez-moi, est-ce que je peux récupérer ce que vous avez jeté ». (Représentante de la recyclerie R de Récup).

Les conventions intègrent souvent également l'accessibilité à la déchetterie à titre gratuit pour retourner les déchets qui n'auront pu faire l'objet d'une seconde vie.

Défi pour les collectivités territoriales : Redéfinir l'espace de la déchetterie pour permettre la préservation de l'intégrité des objets déposés. Conventionner avec les différentes associations pour qu'elles puissent collecter le flux d'objets réutilisables et réparables sur les recycleries. Faire attention à ce que la valeur des objets soit bien répartie et non pas captée par des structures ou entreprises au détriment d'une véritable logique locale.

L'infrastructure ou la cristallisation des futurs envisageables

Les phénomènes de verrouillage (ou de *lock-in*) technologiques, économiques, organisationnels sont bien connus de ceux qui travaillent sur les technologies nouvelles ou l'émergence de nouveaux systèmes socio-techniques. L'existant et les choix passés peuvent créer un manque de flexibilité et des phénomènes de *path dependency* ou dépendance du chemin à l'échelle des territoires (Vanloqueren et Baret, 2008). C'est le cas dans la gestion de déchets notamment au travers de l'investissement dans des infrastructures, qui non seulement pèsent ensuite sur les budgets (emprunt à rembourser, période d'amortissement) mais demandent à être rentables. En outre, au-delà des conflits d'acceptabilité qui peuvent se poser tout au long du cycle de vie d'une infrastructure, l'infrastructure est le reflet d'une manière de penser et d'envisager un problème et sa manière de le traiter, qui ne se modifient pas facilement (Gobert, 2018). En l'occurrence, certaines décisions lointaines ou plus récentes d'investissement, certains processus (notamment les collectes des encombrants et leur mode de traitement, la gestion des recycleries comme évoqué plus haut) peuvent rendre plus étroites les marges de manœuvre pour la promotion de la réutilisation/réparation.

Sur le terrain de Cœur de Savoie, une situation de verrouillage technologique se fait jour, dans la mesure où le syndicat SIBRECSA dispose d'un incinérateur, dont il concède la gestion et qui a été récemment mis aux normes. Or il faut l'alimenter en déchets pour atteindre la performance nécessaire. Ce qui demande dans un cadre de prévention des déchets d'étendre le périmètre de collecte des déchets et de ne pas diminuer trop drastiquement les approvisionnements de déchets par des politiques de tri sélectif et réutilisation/réparation à la source.

Sur le terrain du Pays Basque, la mise en place de l'infrastructure de gestion de déchets Canopia (tri et traitement mécano-biologique des déchets afin de séparer les déchets putrescibles) a agi comme le révélateur de visions différentes sur les déchets et une source de conflits. Le projet a eu un effet de prise de conscience pour les élus représentants au sein du syndicat de gestion des ordures ménagères Bil ta Garbi sur les questions de réduction et de revalorisation des déchets et a permis d'obtenir une cohésion certaine autour de la solution proposée. Pour le syndicat, se posait d'une part l'obligation de respecter la législation et, le schéma départemental qui prévoyait la mise en place d'une installation de traitement des déchets et la diminution du pourcentage de déchets partant en enfouissement (en Gironde et en Tarn-et-Garonne).

Ce projet a engendré l'entrée dans l'arène de la négociation du projet de certains acteurs proposant des propositions alternatives, comme l'association Bizi ! Ces propositions se basaient sur la volonté de changer le paradigme (aller vers la prévention à la source et donc le tri des matières fermentescibles par les ménages) plutôt que de laisser la solution technique prévaloir. Deux représentations différentes s'affrontaient ainsi en amont et en aval de la collecte des déchets, puisque l'usage du compost issu de l'infrastructure ou recueilli à l'échelle locale ou à l'échelle du bassin de collecte n'enclenche pas le système de revalorisation et ne bénéficie pas aux mêmes acteurs.

Ce conflit que nous n'étudierons pas ici mais qui a émergé dans les présentations des acteurs rejoue finalement au travers d'autres débats la question des déchets comme moteur de représentations et d'appropriations différenciées, chaque acteur ne disposant pas des mêmes ressources pour faire valoir son point de vue économique, social et environnemental du déchet. L'une des ressources importantes même si elle n'apparaît qu'en creux dans les discours est la légitimité (qu'elle soit institutionnelle...), laquelle ne repose pas seulement sur le pouvoir détenu par un acteur sur un autre. Il existe des jeux de domination plus ou moins visibles qui apparaissent dans le soutien ou non apportés à des petites initiatives, dans la manière dont sont considérés les acteurs industriels ou nationaux du déchet.

Bien qu'il existe des verrouillages possibles à plusieurs niveaux, cela n'empêche pas l'innovation territoriale sur la question des déchets. L'infrastructure contraint le champ des possibles, dès lors que les acteurs ne décident pas individuellement ou collectivement de transiter vers un autre système. Ainsi les déchetteries sur lesquelles nous sommes revenues dans les deux cas, pourraient être considérées comme des espaces/infrastructures bloquantes.



Mais d'une part, un travail peut être fait en amont de la venue en déchetterie (travail sur les comportements de tri sélectif pour inciter à aller directement vers les lieux de réemploi, réparation) et d'autre part des programmes de rénovation de déchetterie afin de les mettre aux normes peuvent devenir de véritables opportunités de brainstorming. La déchetterie de demain peut ouvrir des voies à la recyclerie du futur.

Défi pour les collectivités territoriales : Etre très vigilant dans le choix de nouvelles infrastructures de tri et de traitement de déchets, afin que les durées d'amortissement des projets ne lient pas indéfiniment les mains des collectivités et leur capacité à innover sur le plan de la prévention.

4.3.3. De la justification des porteurs de projet à l'adhésion ou l'indifférence des habitants : concordances et disjonctions

A l'aune des travaux menés par Boltanski et Thévenot (1991), il est possible de comprendre un certain nombre de disjonctions entre les acteurs^{xxii} et les raisons pour lesquelles les compromis ne peuvent pas être atteints dans la manière de se représenter et d'agir sur les questions de réparation et de réutilisation. Les acteurs (collectivités, porteurs de projets, entreprises industrielles de gestion des déchets...) s'identifient à des « mondes communs » différents. Ces mondes communs dont ils font implicitement partie possèdent chacun un principe supérieur commun qui leur permet de déterminer ce qui est juste et « bon » selon eux (Barondeau, 2017).

	Cité civique	Cité de projet	Cité inspirée	Cité marchande	Cité industrielle
Acteurs représentatifs	Collectivités locales	Initiatives de type de recyclerie/ressourceries	Répar'acteur remettent en cause la société de consommation et refusant l'institutionnalisation	Les magasins de vente de produits neufs	Les entreprises de production de biens manufacturés
Principe supérieur commun	Collectif, volonté générale	L'activité, l'extension du réseau	L'inspiration, la création	La compétition	La performance, l'avenir
Formule d'investissement	La règle de droit, l'animation territoriale	L'action concrète, la relation aux autres	La réflexion et l'action vers un nouvel horizon	La vente des produits selon des segments de clientèle	La conception, la production

Figure 59 – Grille d'analyse des acteurs des réseaux locaux de réparation (selon Boltanski et Thévenot, 1991, p.200 à 262 et Boltanski et Chiapello, 1999, p.178 à 207)

L'objectif ici n'est pas nécessairement de classer les acteurs dans l'une ou l'autre cité mais plus à comprendre ce qui dans la réutilisation et le réemploi se joue aux frontières des cités parce qu'on se situe sur des innovations organisationnelles, parfois techniques et institutionnelles. Des compromis sont possibles mais n'induisent pas le renoncement à son mode de pensée et ses intérêts.

Avec ou sans les pouvoirs publics : ambivalence

L'ensemble des acteurs de la réparation ne partageant pas la même vision de la circularité, tant sur les périmètres que sur les paradigmes associés (Vialleix et Mariasine, 2019). Certains porteurs affirment le souhait de ne rien avoir à demander de l'action publique, afin d'être indépendants et d'éviter toute récupération. Leurs projets sont souvent plus radicaux dans leur ré-interrogation du modèle de consommation et de société. D'autres vont au contraire chercher l'appui de celui-ci, avoir une démarche plus institutionnelle, pour pérenniser leur modèle. Ils peuvent percevoir « les autorités publiques et leurs multiples échelles à la fois comme des alliés, pourvoyeurs d'assistance technique, financière ou humaine (mise à disposition de foncier, financement d'études, subventions, etc.). D'autre part, ils peuvent les considérer comme un frein susceptible de remettre en cause la pérennité des projets (cloisonnement des institutions et des services, difficulté à parler le même langage, etc.) » (Vialleix et Mariasine, 2019).

A notre sens, ces dissonances nous obligent à déchiffrer la manière dont les acteurs se représentent le monde. Ainsi les collectivités territoriales qui mettent en œuvre des politiques publiques locales et qui peuvent jouer un rôle

d'animation territoriale, notamment sur la politique de prévention des déchets, ont pour principe commun l'intérêt général. Elles s'appuient sur la norme et donc leur capacité à imposer des décisions, tout en œuvrant pour une redistribution équitable des droits. Pour autant dans la manière de gérer les déchets^{xxiii}, elles travaillent en lien étroit avec le monde marchand et industriel (par le biais de délégation de services publics) et épousent en partie leur mode de fonctionnement et leur « état de grand » (Boltanski et Thévenot, 1991 ; Serra, Buclet, 2020), qui se base sur la volonté de maîtriser leur environnement, d'être fonctionnel, de formaliser les relations. Elles doivent gérer directement ou indirectement des infrastructures qui doivent « tourner » (incinérateur, usines de tri) et ne veulent/peuvent pas toujours intégrer des initiatives alternatives, dont le potentiel de traitement des déchets est moindre. Elles se placent de fait dans la position de traiter la question de la réparation dans une optique quasi-systématique du déchet (et en second abord seulement par la focale du développement économique, de l'insertion par l'activité économique) renforce cette perméabilité entre les valeurs des mondes marchands-industriels et celles de la « cité civique » propres aux collectivités.

De leur côté, l'ensemble des initiatives sur la réparation/réutilisation et leurs gérant.e.s ne répondent pas tous à la même vision du monde. Tous s'identifient au monde du projet, qui promeut l'engagement, la polyvalence et cherchent par le biais de leur initiative à structurer des alternatives au monde marchand qui structure la société de consommation et de rebut. Toutefois certains adoptent des démarches radicales de rupture avec le système institutionnel (en refusant par exemple l'aide des pouvoirs publics), là où d'autres veulent plutôt s'inscrire dans un environnement légal, dans une dynamique collective et/ou créer des coopérations avec le monde marchand. Ce qui explique en partie les concurrences qui peuvent exister entre elles (au-delà des problématiques d'accessibilité à la ressource).

« Si l'idée [créer une recyclerie] c'est juste de faire un objet commercial, cela ne marcherait pas pour moi. Sinon tu aurais des dérives... cela peut aller vite... de se dire pour choper ci faut faire cela... ce n'est pas écolo mais on le fait... Faut se poser les questions en mode bataille. Faire un outil qui fonctionne. Se poser les questions au bon moment. Et pas se dire, on fait du recyclage mais c'est juste pour se faire du fric ou se salarier... et non pour faire œuvre de laboratoire, d'expérimentation, d'apprendre des connaissances, de les partager avec le grand public, pour que les gens réalisent les coûts et la valeur de ce qu'ils utilisent. »
(Entretien avec un porteur de projet de recyclerie sur Bayonne)

Ces oppositions ne sont pas toujours réductibles dans des accords bilatéraux, ils le sont plus sûrement dans un travail multilatéral de la collectivité locale qui peut assurer que les initiatives ne se fassent pas concurrence et remplissent concrètement un besoin.

Les concurrences (ou possibles complémentarités) entre porteurs de projet

Le monde de l'économie sociale et solidaire qui œuvre sur la question du réemploi et de la réparation pourrait se diviser de manière rapide se diviser en deux :

- Les acteurs traditionnels de la récupération/réparation qui étaient essentiellement des associations caritatives comme Emmaüs visant à créer de l'activité et des revenus pour subvenir aux besoins de personnes particulièrement démunies...
- Les nouveaux entrants de la réparation qui veulent transformer des objectifs comme la lutte contre le gaspillage des ressources et la prévention des déchets en projets concrets qui visent à inciter à la réparation des objets abîmés, ne fonctionnant plus. Ils peuvent être spécialisés dans un produit (les vélos, les vêtements...) ou généralistes.

Cependant cette dichotomie ne résiste pas à un examen plus poussé. Certains nouveaux acteurs s'inscrivent plus fortement dans la dynamique Emmaüs, quand leur projet vise essentiellement l'intégration de chômeurs de longue durée (comme c'est le cas pour la communauté de communes Cœur de Savoie). En outre les acteurs traditionnels veulent résister à la diffusion de leur modèle d'affaire. Ils essayent ainsi de trouver leur place sur le créneau de la réparation/recyclerie parce qu'ils ne souhaitent pas rester en retrait et être mis de côté. Ainsi Emmaüs Chambéry avec différents acteurs cherche à structurer un nouveau pôle lié à la récupération.

De fait, le foisonnement d'initiatives autour des recycleries/ressourceries peut aussi soulever quelques craintes parmi les acteurs existants, déjà actifs sur la question. Si, comme on l'a bien vu dans nos études de cas, il n'existe pas vraiment de compétition sur la matière première (objets désappropriés qui sont donnés directement ou mis dans des bennes de réemploi) et l'accès aux gisements de déchets, les modèles économiques peuvent entrer en concurrence et défavoriser des acteurs traditionnels, tels qu'Emmaüs qui ne supporte pas les mêmes charges (hébergement des compagnons), ne perçoivent pas les mêmes aides (autonomie financière), ni n'indemnise de la même manière leurs salariés que les recycleries/ressourceries. Ces différences peuvent peser en termes de prix affichés.



Pour autant il existe des modalités de coopération fortes entre ces acteurs (via notamment le parrainage que nous avons mis en avant) qui demandent à être approfondies par la structuration de réseau de réparation et de réflexion commune sur les périmètres d'action. En outre, les éco-organismes jouent un rôle non négligeable dans la régulation actuelle du système, notamment parce qu'ils distribuent des ressources financières en fonction des volumes de déchets détournés.

Concordances et décalages entre les initiatives prônant la réparation et les potentiels utilisateurs

Très souvent les initiatives sur le réemploi/réparation ne conçoivent pas les « clients » et leurs attentes. Ils sont absents du discours. On conçoit un projet à partir d'un certain nombre d'objectifs (réduction des déchets, détournement des fonctionnalités des objets...) mais pas en fonction des attentes de ceux pour qui les produits ou le service sont créés. Implicitement on croit en l'adhésion d'un certain nombre de citoyens et consommateurs, en présumant d'un partage des visions du monde. L'utilisateur est « encapsulé » dans le processus de conception du lieu et de son concept via les représentations sociales du porteur et dans la manière dont les structures aidantes (comme les collectivités locales) définissent les contraintes (Akrich, Boulier, Le Goaziou, 1990). Les usagers réels potentiels ne sont eux pas convoqués (sauf l'initiative d'un porteur de projet à Bayonne).

Pourtant quand on décrit les registres d'engagement des citoyen.ne.s vers la réparation, il est notable que la démarche d'aller vers un lieu ou moment de réparation est très loin d'être naturelle. Elle se construit dans un parcours individuel et dans une logique de proximité cognitive (être un réparateur holiste ou une personne en quête de compétence ou de réparateurs) et de proximité territoriale du lieu ou du moment. La manière de penser les initiatives découle donc d'abord d'une logique d'offre qui ne pense pas les demandes potentielles, les détournements éventuels. La collectivité publique peut sans doute là jouer un rôle, mais aujourd'hui elle reste plutôt absente de cet enjeu visant à mieux cerner la demande et à répondre à un besoin de proximité.

La conséquence naturelle de cette absence quasi-systématique de l'utilisateur dans la manière de construire un projet est l'absence d'un marketing individuel ou territorial sur la réparation, d'un référentiel collectif pour attirer les citoyen.ne.s vers ces nouvelles pratiques et des nouveaux lieux.

Malgré ce déficit de pensée de l'utilisateur certaines initiatives fonctionnent bien, dans la mesure où elles collectent des dons directs conséquents et que leur lieu de vente est fréquenté. C'est moins vrai en réalité des initiatives de réparation. Sauf pour les structures qui ont réussi à structurer leur modèle et à diversifier l'activité (atelier vélo à Bayonne par exemple), les initiatives de réparation faite par et pour les citoyens ne recrute pas largement ; elles trouvent plus de demandeurs de réparation que de réparateurs.

Bien qu'il soit nécessaire de faire des investigations plus poussées dans les lieux alternatifs que sont les recycleries et ressourceries, les repair-café, ces entreprises sociales et solidaires peinent encore à être des lieux connus d'intermédiation, de confiance et de réassurance sur les questions de réparation. Il existe un enjeu fondamental de communication et de meilleure appréhension du positionnement des populations pour faire évoluer les appropriations des objets et étendre les pratiques de réparation, remodelage.

5. Conclusion

Cette recherche en croisant différentes méthodes (living lab, questionnaires, entretiens semi-directifs) et deux approches, l'une venant de la sociologie, l'autre des sciences pour l'ingénieur, a mis en lumière la manière dont les acteurs de la réparation se positionnent sur un territoire, l'absence de synergies entre eux, tout en s'intéressant aussi aux potentiels usagers de la réparation ou réparateurs eux-mêmes. Une série de disjonctions existe, empêchant d'approfondir la culture de la réparation sur les territoires. Au demeurant ces non concordances ne sont pas irréductibles et irréconciliables. Elles pourraient en partie être résolues par une animation territoriale plus volontaire et plus experte des collectivités qui permettrait d'accompagner les acteurs locaux et de susciter les appétences des citoyens en fonction de leur engagement dans l'acte de réparation.

Dans le cadre du projet RECYLUSE, l'objectif de la mise en place de living labs était de favoriser la collaboration multi acteurs (ce qui inclut les usagers/non usagers, concepteurs, pouvoirs publics), où les compétences de chacun trouvent leur place, et ainsi créer des interactions innovantes et de construire des orientations pour définir la recyclerie du futur « avec une valeur ajoutée plus importante qu'actuellement tout en traitant plus de flux de matière ». Ces living labs permettent ainsi de définir de manière collaborative comment traiter les flux de déchets par la réparation, le développement de modèles économiques et sociaux innovants, et enfin de créer de la valeur sur le territoire.

Les objectifs de cette proposition ont été partiellement atteints. En effet, si les living labs ont permis de regrouper au sein d'ateliers collaboratifs innovants diverses parties prenantes (porteurs de projets, consommateurs / citoyens, acteurs publics, cellule d'accompagnement, étudiants), les entreprises (représentées par les concepteurs industriels) ont été absentes du processus (bien que rencontrées dans le cadre des entretiens réalisés). L'intégration des entreprises dans ces ateliers est pourtant un élément clé pour le montage de réseaux de réparation et dans la construction de modèles économiques innovants. Au demeurant ce projet trace le chemin d'autres recherches sur les écosystèmes territoriaux de réparation et sur les motivations des acteurs sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Il ne faut toutefois pas oublier que travailler sur la réparation oblige à penser la manière dont la fin de vie des objets est envisagée à l'échelle du consommateur mais aussi des acteurs professionnels (industriels ou de l'ESS) de la réparation et des déchets. Elle oblige aussi à penser les modes de consommation et de production ; ce qui se fera par une association plus étroite des entreprises.



Recommandations à l'égard des pouvoirs publics

Problématique: Les tiers espaces de la réparation souffrent globalement d'un manque de légitimité et de visibilité. Pour y pallier il serait utile de créer des réseaux territoriaux de réparation.

Questions identifiées:

- Comment faciliter l'adhésion des consommateurs aux pratiques de réparation/réemploi dans la diversité de leurs profils, de leurs compétences et appétences concernant ces processus de restauration, de transformation de l'objet ?
- Comment mieux intégrer l'ensemble des acteurs concernés dans une dynamique territoriale via des réseaux de réparation/réutilisation ? Comment stimuler la collaboration d'acteurs hétérogènes dans le cadre d'ateliers collaboratif / living labs ?

La réparation en quelques mots

- Elle doit être comprise au **sens large** (et pas dans sa définition juridique) afin de ne pas dénier l'existence de compétences même minimales en termes de réparation. Elle s'effectue souvent chez soi, dans la famille rapprochée et/ou par les amis.
- La fréquentation d'espaces dédiés intervient pour des **objets spécifiques** (complexité de la réparation...).
- La non réparation n'est pas seulement une question de non appétence et de non compétence, mais aussi - et avant tout - de **temps**... La non réparation résulte d'un arbitrage entre différentes activités.
- Le réparateur est souvent une personne qui s'interroge sur sa consommation et qui ne veut pas céder à la logique d'achat dès la première panne. Cela relève moins d'une préoccupation environnementale ou économique, que d'une volonté de prolonger la durée de vie de l'objet.
- Tout le monde ne veut pas et ne va pas devenir réparateur! Le *Do it Yourself* a des limites. Il faut promouvoir toutes les formes de réparations: de l'autoréparation à celle réalisée par des professionnels.

Que peuvent faire les collectivités locales ?

- Faire une cartographie locale des acteurs de la réparation (artisans, initiatives de l'économie sociale et solidaire, activités associatives, propositions des grandes enseignes)
 - Identifier les exemples locaux modèles qui peuvent devenir des parrains, c'est-à-dire des personnes physiques ou morales qui peuvent aider, donner des conseils à des acteurs en cours de structuration d'une initiative.

Objectifs :

- Avoir une véritable compréhension préalable de l'écosystème de réparation
 - Éviter les concurrences entre les acteurs valorisant le réemploi des déchets et favoriser les synergies notamment sur la manière de collecter en déchetterie, de transporter les produits
- Accompagner les porteurs de projet (pour qu'ils puissent identifier les sources de financement, le **foncier disponible**, pour qu'ils puissent structurer leur projet)
 - Connaître les attentes des habitants (via des enquêtes locales : type questionnaires)
 - S'appuyer sur les parrains (les structures historiques de la réutilisation ou des acteurs de la réparation ayant réussi à proximité)
 - A l'inverse, ne pas se focaliser sur la création d'un lieu s'il n'y a pas de porteur et de réseau d'action
 - Favoriser la proximité, l'accessibilité et la lisibilité des lieux de réparation/réutilisation, via la décentralisation des moments ou de espaces où la réparation, le reprisage est possible

- Animer le réseau local de réparation et le faire connaître :
 - o Elaborer communication de la diversité de l'offre existante sur le territoire
 - o Créer des initiatives partagées (forums sur la réparation) et des moments d'échange via par exemple des living labs où sont testées certaines problématiques pour la mise en place d'actions sur la réparation



REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADEME, 2015, Réemploi, réparation et réutilisation, Synthèse, Édition 2015
- ADEME, Deloitte Développement Durable (Véronique MONIER, Manuel TRARIEUX, Alexis LEMEILLET, Vincent ESPERANCE). 2018. Rapport annuel de la filière des Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA). 75 pages.
- Akrich M., 1998, « Les utilisateurs, acteurs de l'innovation », *Education permanente*, n°134, p.79-89
- Allais R., Gobert J., 2019, "Conceptual framework for spatio-temporal analysis of territorial projects", *Environmental Impact Assessment Review*, n°77, p. 93-104
- Allais, R., Gobert, J., 2016. A multidisciplinary method for sustainability assessment of PSS: challenge and developments. *CIRP J. Manuf. Sci. Technol.* 15, 56–64.
- BALLON, Pieter, PIERSON, Joe, DELAERE, Simon, 2005. Open Innovation Platforms for Broadband Services: Benchmarking European Practices. 16th European Regional Conference, Porto, Portugal.
- Barbier R., 2005, *Le monde du résidu. Pour une sociologie politique des objets*, Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Université Paul Verlaine, Metz
- Barondeau R., 2017, Cadre théorique, <http://regisbarondeau.com/Chap.+2+Cadre+theorique>
- Bil ta Garbi, 2017, *Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA)*, 2016-2021, Document technique, 85 p.
- Boltanski L., Thévenot L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*. Gallimard, NRF Essais, 428 p.
- Bond, Steven, Caitlin DeSilvey, et James R. Ryan. 2013. *Visible Mending: Everyday Repairs in the South West*. Axminster: Uniformbooks.
- Bonnot T., 2002, *La vie des objets*, Ed. de la Maison des Sciences de l'homme, Paris
- BOUGHNIM, Nabil, YANNOU, Bernard, 2006. Vers une économie des fonctionnalités : changer nos rapports avec le produit pour des économies d'échelle et des nouvelles logiques de responsabilités. Ingénierie de la conception et cycle de vie du produit, Hermes Science Publications.
- Bridgens, Ben, Mark Powell, Graham Farmer, Claire Walsh, Eleanor Reed, Mohammad Royapoor, Peter Gosling, Jean Hall, et Oliver Heidrich. 2018. « Creative Upcycling: Reconnecting People, Materials and Place through Making ». *Journal of Cleaner Production* 189:145-54.
- Caillé, A., Chaniel, P., Cova, B., Gauthier, F. & Rémy, É., 2014, Présentation. Consommer, donner, s'adonner. Les ressorts de la consommation. *Revue du MAUSS*, 44(2), 5-24.
- Callon, Michel. 1990. « Techno-Economic Networks and Irreversibility ». *The Sociological Review* 38(1_suppl):132-61.
- Chantelat, Pascal et Bénédicte Vignal. 2002. « L'intermédiation du marché de l'occasion Échange marchand, confiance et interactions sociales ». *Sociologie du Travail* 44(3):315-36.
- Chapman, Jonathan. 2010. « Subject/Object Relationships and Emotionally Durable Design ». P. 459 in *Longer lasting products : alternatives to the throwaway society*. Farnham, Surrey [England] : Burlington, VT: Tim Cooper.
- Colmellere, Cynthia, Delphine Corteel, Volny Fages, et Stéphanie Lacour. 2019. « Dénouer l'écheveau des tiers lieux : tentatives généalogiques ». *Sociologies pratiques* N°38(1)..
- Communauté de Communes Cœur de Savoie, Plan local de prévention des déchets, 2017-2023, 71 p.
- COOPER, Tim, 2013. Sustainability, consumption and the throwaway culture. S. Walker & J. Giard (Eds.), *The handbook of design for sustainability*. London: Bloomsbury.
- Corteel D., 2015, « Des déchets faire surgir une capacité d'agir. Enquête dans une association berlinoise de récupération », *Ethnologie française* /3 (N° 153), p. 511-522.

- Cova, B. & Rémy, É., 2014,. La consommation en clé de don : état des lieux rétrospectif et prospectif. *Revue du MAUSS*, 44(2), 187-208. doi:10.3917/rdm.044.0187.
- Crocker, Robert et Keri Chiveralls. 2018. *Subverting Consumerism: Reuse in an Accelerated World*. 1^{re} éd. Abingdon, Oxon ; New York, NY : Routledge, 2018.: Routledge.
- Defalvard, Hervé et Julien Deniard. 2016. « Les organisations de l'économie sociale et solidaire dans l'économie des déchets et du réemploi en Île-de-France : une approche institutionnaliste ». *Mouvements* 87(3):69.
- Desjeux D., 2006, *La consommation*, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 127 p.
- Douglas, Mary. 2005. *Risk and Blame: Essays in Cultural Theory*. Digital Paperback ed., reprint. London: Routledge.
- Dubuisson-Quellier, S., 2009, Cible ou ressource : les ambiguïtés de la mobilisation des consommateurs dans la contestation contre l'ordre marchand. *Sociologie et sociétés*, 41 (2), 189–214. <https://doi.org/10.7202/039264ar>
- Dutrillaux C. et Henaff G., *Étude de faisabilité d'une ressourcerie sur le territoire Sud Pays Basque (Recycl'Arte)*, 56 p.
- FORTIN Julien, 2010. L'émergence du réseau des ressourceries. *Techniques, Sciences et méthode*. Vol 9,
- Gharfalkar, Mangesh, Zulfikur Ali, et Graham Hillier. 2016. « Clarifying the Disagreements on Various Reuse Options: Repair, Recondition, Refurbish and Remanufacture ». *Waste Management & Research* 34(10):995-1005.
- Gobert J., 2018, « La bioraffinerie : mythe structurant d'une infrastructure clé de la transition écologique », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [Online], 35.
- Gobert, J., Brulot, S., 2017. La mobilisation du capital territorial pour le développement d'une logique d'Ecologie industrielle territoriale. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 5, 881–903.
- GOBERT, Julie, BRULLOT, Sabrina, 2016. Diagnostic territorial en amont du projet d'EIT sur le pays de Vitry le François.
- Goodman, Michael K. et Raymond Bryant. 2013. « Placing the Practices of Alternative Economic Geographies: Alternative Retail, the Space of Intention and Ethical Ambiguities ». in *Alternative Economies and Spaces*, édité par H.-M. Zademach et S. Hillebrand. Bielefeld: transcript Verlag.
- Graziano, Valeria et Kim Trogal. 2017. « The Politics of Collective Repair. » *Cultural Studies* 31(5):634-58.
- Gregson N., Metcalfe A., Crewe L., 2009, Practices of Object Maintenance and Repair - How consumers attend to consumer objects within the home, Vol 9(2): 248–272 1469-5405
- Gregson, Nicky et Louise Crewe. 2003. *Second-Hand Cultures*. Oxford: Berg.
- Gregson, Nicky, Alan Metcalfe, et Louise Crewe. 2009. « Practices of Object Maintenance and Repair: How Consumers Attend to Consumer Objects within the Home ». *Journal of Consumer Culture* 9(2):248-72.
- Grimaldi André, 2010, « Les différents habits de l'« expert profane » », *Les Tribunes de la santé*, 2 n° 27, p. 91-91
- Guiot, Denis et Dominique Roux. 2010. « A Second-Hand Shoppers' Motivation Scale: Antecedents, Consequences, and Implications for Retailers ». *Journal of Retailing* 86(4):355-71.
- Gullstrand, Emma, Matthias Lehner, et Oksana Mont. 2016. « Exploring Consumer Attitudes to Alternative Models of Consumption: Motivations and Barriers ». *Journal of Cleaner Production* 123:5-15.
- Horne, Suzanne et Avril Maddrell. 2002. *Charity shops: retailing consumption and society*. London ; New York: Routledge.
- Lafaye Claudette, Thévenot Laurent. 1993, Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature. In: *Revue française de sociologie*, 34-4. pp. 495-524
- Lapolla, Kendra et Elizabeth B. N. Sanders. 2015. « Using Cocreation to Engage Everyday Creativity in Reusing and Repairing Apparel ». *Clothing and Textiles Research Journal* 33(3):183-98.
- Lascoumes P., Le Galès P., 2007, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 126 p.
- Lejeune, Christophe. 2015. *Manuel d'analyse qualitative : Analyser sans compter ni classer*. De Boeck.



- Liedtke C., Baedeker C., Hasselkuß M, Rohn H., Grinewitschus V., 2015, “User-integrated innovation in Sustainable LivingLabs: an experimental infrastructure for researching and developing sustainable product service systems”, *Journal of Cleaner Production*, 97, 15, p. 106-116, ISSN 0959-6526,
- Liedtke, Christa, Maria Jolanta Welfens, Holger Rohn, et Julia Nordmann. 2012. « LIVING LAB: User-driven Innovation for Sustainability ». *International Journal of Sustainability in Higher Education* 13(2):106-18.
- Martínez, Francisco. 2017. « Waste Is Not the End. For an Anthropology of Care, Maintenance and Repair ». *Social Anthropology* 25(3):346-50.
- Mitchell, Scott. 2018. « Narratives of Resistance and Repair in Consumer Society ». *Third Text* 32(1):55-67.
- MONT, Osaka, 2002. Drivers and barriers for shifting towards more service-oriented businesses: Analysis of the PSS field and contributions from Sweden. *The Journal of Sustainable Product Design*, Vol. 2(3-4).
- Ortar, Nathalie et Élisabeth Gessat-Anstett. 2017. *Jeux de pouvoir dans nos poubelles: économies morales et politiques du recyclage au tournant du XXIe siècle*.
- OSTERWALDER, Alexander, PIGNEUR, Yves, 2010. Business model generation: a handbook for visionaries, game changers, and challengers. John Wiley & Sons. SAARI, Ula, Aarikka-Stenroos, Leena, Köppä, Leena, Langwaldt, Jörg, Boedeker, Stina, Mäkinen, Saku, 2019. Sustainable Business Model Ideation and Development of Early Ideas for Sustainable Business Models: Analyzing a New Tool Facilitating the Ideation Process. *Sustainable Business Models*. Palgrave Macmillan, Cham.
- Pacreau F., 2016, « La récupération dans les déchèteries : formes, motivations et devenir », *Mouvements* 2016/3 (n° 87), p. 96-106. DOI 10.3917/mouv.087.0096
- Perret Cécile, 2018, *Vers une symbiose territoriale systémique. Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage en Pays de Savoie*. HAL.
- PIALOT, Olivier, MILLET, Dominique, TCHERTCHIAN, Nicolas, 2012, How to explore scenarios of multiple upgrade cycles for sustainable product innovation: the “Upgrade Cycle Explorer” tool, *Journal of Cleaner Production*, Vol. 22 (1).
- Région Nouvelle Aquitaine, 2017, *PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS - ETAT DES LIEUX*, 228 p.
- Roux, D., 2007, « La résistance du consommateur : proposition d'un cadre d'analyse », dans *Recherche et Applications en marketing*, vol. 22, n° 4 /2007, pp. 59-77
- Rumpala Y., 1999, Le réajustement du rôle des populations dans la gestion des déchets ménagers. Du développement des politiques de collecte sélective à l'hétérorégulation de la sphère domestique. *Revue française de science politique*, 49, 4-5, p. 601-630.
- SCAILLEREZ, Arnaud, TREMBLAY, Diane-Gabrielle. 2017. Coworking, fab labs et living labs. État des connaissances sur les tiers lieux. *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement*. Vol. 34.
- Schmidt D.M., Bauer P., Mörtl M., 2015, Product-Service Systems for influencing customer barriers and customer acceptance, *Journal of Economics, Business and Management*, 3, 10, 990-93
- Sennett, Richard. 2010. *Ce que sait la main: la culture de l'artisanat*.
- SIBRESCA, Programme local de prévention 2016 – 2020, 80 p.
- Territoire Coeur de Savoie, 2016, *Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée (ETCLD)*, Dossier de candidature, Octobre, 65 p.
- TERZIOĞLU Nazli, 2017. Do-fix: creating deeper relationships between users and products through visible repair, thèse, Royal College of Art.
- Thompson, Michael. 1979. *Rubbish theory: the creation and destruction of value*. Oxford ; New York: Oxford University Press.
- Tyl, B., Allais, R., Gobert, J., Bocken, N.M.P., Prendeville, S., et al., 2015. Towards synergies between local repairers, citizens, designers, and public actors: the REVALUE project. In: *Global Cleaner Production & Sustainable Consumption Conference 2015*, Sitges. UNEP, 2009.
- Vanloqueren G., Baret P.V., 2008, « Why are ecological, low-input, multi-resistant wheat cultivars slow to develop commercially? A Belgian agricultural 'lock-in' case study ». *Ecological Economics*, n° 66, p. 436-446

Liste des figures

FIGURE 1 - LISTE DES ENTRETIENS EFFECTUES EN SAVOIE	18
FIGURE 2 - LISTE DES ENTRETIENS EFFECTUES AU PAYS BASQUE	18
FIGURE 3 – PHOTOS PRISES DANS L’ESPACE BOUTIQUE D’R DE RECUP (GOBERT, 2018)	22
FIGURE 4 – PHOTOS PRISES A EMMAÛS CHAMBERY (GOBERT, 2018)	23
FIGURE 5 – CARTE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE SAVOIE DISTINGUANT LES PERIMETRES D’INTERVENTION EN REGIE OU DELEGUES AU SYNDICAT SIBRECSA	24
FIGURE 6 – SCHEMA DE LA SCENE D’ACTEURS PRESENTS OU INFLUENÇANT LA REFLEXION SUR LA REPARATION SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE SAVOIE – AU CHEVET DE LA FUTURE RECYCLERIE ?	26
FIGURE 7 - LES DIFFERENTES TEMPORALITES DU PROJET DE RECYCLERIE	27
FIGURE 8 – PHOTO DE LA BOUTIQUE HANGAR DU SPORT	28
FIGURE 9 – PHOTOS DE L’ATELIER ET DE LA BOUTIQUE D’OH	29
FIGURE 11. LES TEMPORALITES DU PROJET DE STRUCTURATION D’UN RESEAU D’ACTEURS DE LA REPARATION	34
FIGURE 12 - PRESENTATION DU PANEL D’ENTRETIENS	38
FIGURE 13 - NIVEAU DE RECOURS AUX PRODUITS D’OCCASION ?	40
FIGURE 14 - LIEUX OU TROUVER DES PRODUITS DE SECONDE MAIN	40
FIGURE 15 - MOTIVATION POUR L’UTILISATION DE PRODUITS DE SECONDE MAIN	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
FIGURE 16. MISE AU REBUT D’OBJETS ENCORE EN FONCTIONNEMENT	41
FIGURE 17 – QUE FAITES-VOUS DES OBJETS QUI NE FONCTIONNENT PLUS ?	42
FIGURE 18 - LE DEVENIR DES OBJETS EN ETAT DE FONCTIONNEMENT	42
FIGURE 19 - CONNAISSANCE DES LIEUX DE REPARATION EN FONCTION DES PRODUITS.	44
FIGURE 21 - LES MOTIFS DU RECOURS A LA REPARATION	44
FIGURE 22 – LES MOTIFS DE LA NON-REPARATION	45
FIGURE 23 – NIVEAU DE FREQUENTATION DES RECYCLERIES	46
FIGURE 24 - MOTIFS DE FREQUENTATION DES RECYCLERIES/RESSOURCERIES	46
FIGURE 25 - MOTIFS DE NON FREQUENTATION DES RECYCLERIES/RESSOURCERIES	47
FIGURE 26 – LES OUTILS UTILISES POUR REPARER	47
FIGURE 27 – VERS QUI VOUS TOURNEZ-VOUS POUR FAIRE REPARER VOS OBJETS DEFECTUEUX ?	48
FIGURE 28 - AIDES UTILISEES POUR REPARER	49
FIGURE 29 - INTERET POUR LES ATELIERS DE REPARATION	49
FIGURE 30 – TABLEAU PRESENTANT LES REGISTRES D’ENGAGEMENT VERS LA REPARATION	51
FIGURE 31 – LIVING LABS REALISES DANS LE CADRE DU PROJET	54
FIGURE 32 - EXEMPLE DE FICHE ‘VIEUX MEUBLE’	56
FIGURE 33 - EXEMPLE DE FICHE DECOUVERTE	56
FIGURE 34 - MAIALEN ZAMPONI (MALULA CRÉATION), VALÉRIE LALLEMAND (FILAO FABRIC) ET DÉTAILS DE LEUR PLANCHE D’INSPIRATION	58
FIGURE 35 - FICHE D’INSPIRATION PRODUIT	59
FIGURE 36 - EXEMPLE DE FICHE CONCEPT ET REALISATION DU PROTOTYPE	60
FIGURE 37 – AFFICHES D’INVITATION POUR LES ATELIERS	61
FIGURE 38 – AFFICHE DE SENSIBILISATION AUX ENJEUX TEXTILES	62
FIGURE 39 – PRESENTATION DE NAZLI TERZIOĞLU OZKAN SUR LA « RÉPARATION VISIBLE »	62
FIGURE 40 – PRESENTATION DE CYRIL BALDACCHINO SUR LES PRATIQUES DANS LE SECTEUR TEXTILE	63
FIGURE 41 – QUESTIONS DE RELANCE UTILISEES DANS LE CADRE DU LIVING LAB	65
FIGURE 42 – FICHES DECOUVERTE	68
FIGURE 43 – EXEMPLE DE FICHES INSPIRATION ATELIERS	69
FIGURE 44 – FICHES CONCEPT ATELIER	70
FIGURE 45 – OUTIL « IMPACT CANVAS » UTILISES LORS DES LIVINGS LAB	71
FIGURE 46 – AFFICHE DE PRESENTATION DE L’ATELIER TERRITOIRE	72
FIGURE 47 – FOND DE CARTES UTILISES (CŒUR DE SAVOIR ET AGGLOMERATION PAYS BASQUE)	74
FIGURE 48 – REPRESENTATION DES ZONES D’IMPLANTATION D’UN ATELIER DE REPARATION	76
FIGURE 49 – EXEMPLE DE FICHES « PERSONA »	76
FIGURE 50 – LISTE DES PERSONA MODELISEES DANS L’ATELIER.	77
FIGURE 51 – PRESENTATION DES FICHES « PERSONA »	77
FIGURE 52 – FICHES « MODELE ECO ET SOCIO SIMPLIFIE »	79



FIGURE 53 – EXEMPLE DE FICHE PRODUIT	81
FIGURE 54 – FICHE « BENEVOLE »	82
FIGURE 55 – FICHES INFRASTRUCTURES	82
FIGURE 56 – LISTE DES CARTES EVENEMENTS	83
FIGURE 57 – EXEMPLE DE FICHE EVENEMENT	84
FIGURE 58 – GRILLE D'ANALYSE DES ACTEURS DES RESEAUX LOCAUX DE REPARATION (SELON BOLTANSKI ET THEVENOT, 1991, P.200 A 262 ET BOLTANSKI ET CHIAPELLO, 1999, P.178 A 207)	96

NOTES DE BAS DE PAGES

ⁱ Il est à noter que Pontcharra n'est pas situé sur le territoire de la communauté de communes Cœur de Savoie mais sur celle, voisine du Grésivaudan en Isère.

ⁱⁱ En fonction du statut sous lequel l'activité est établie (Atelier d'insertion, entreprise d'insertion...) des postes en insertion peuvent être attribués par la DIRRECTE, exigeant l'embauche des personnes en insertion agréées par Pôle Emploi.

ⁱⁱⁱ Société Anonyme de tri et valorisation des déchets. Le capital est détenu par le fond AVIVE, Emmaüs, la banque populaire, le crédit agricole et ADISES. Mission d'insertion par l'activité économique.

^{iv} Association loi 1901, sociale et solidaire qui cherche à faciliter le parcours d'insertion de personnes, parmi les plus éloignées de l'emploi, par l'activité économique et développer le réemploi de matériaux ou de produits initialement destinés à l'enfouissement ou l'incinération.

^v Projet intitulé « zéro gaspillage : je m'engage », il concerne un territoire de plus de 450 000 habitants d'Annecy à Chambéry ; il intègre Chambéry métropole Cœur des Bauges, la Communauté de communes de Rumilly, Grand Annecy, et Grand Lac (Communauté d'agglomération du Lac du Bourget).

^{vi} La reprise en régie de certaines activités et de locaux a bousculé certains acteurs du déchet dont l'un des objectifs était la réinsertion de personnes éloignées de l'emploi.

^{vii} Communes de Betton-Bettonet, Bourgneuf, Chamousset, Chamoux-sur-Gelon, Champlarent, Châteauneuf, Coise Saint Jean Pied Gauthier, Cruet, Fréterive, Hauteville, Montendry, Saint Jean de la Porte, Saint Pierre d'Albigny, Villard Léger soit 11 700 habitants.

^{viii} Ce syndicat intègre également dans son plan de prévention des actions en lien avec la réparation : « collaboration avec une recyclerie » et la promotion d'ateliers de réparation, considérant la recyclerie comme un levier pour concrétiser cette tâche.

^{ix} Le territoire du SIBRECSA compte 53 214 habitants (population municipale 2015). Deux communautés de communes adhèrent au SIBRECSA pour les zones géographiques concernées : Communauté de communes Le Grésivaudan, Communauté de communes Cœur de Savoie.

^x La compétence n'est pas naturelle, particulièrement celle de savoir circuler dans les milieux urbains. Savoir rouler dans la circulation automobile fait partie du portefeuille de « droits d'accès » (Flamm, 2004) (compétences de mobilité acquises au cours de la vie : permis de conduire, connaissance du système de transport en commun, disposition d'un abonnement, savoir faire du vélo, etc.).

^{xi} Beaucoup mobilisée dans le domaine de la médecine, cette terminologie permet d'appréhender les savoirs, savoir-faire, connaissances que des particuliers acquiert au regard de leur expérience comme patients, comme militants et qui peut remettre en cause ou compléter l'expertise savante. Dans certaines interactions sur la gestion des déchets, cette opposition entre les savoirs administratifs, avec les pouvoirs associés aux compétences, et savoirs des porteurs de projet peut susciter des incompréhensions. (Grimaldi, 2010)

^{xii} Elle promeut la justice sociale et la protection de l'environnement. Elle met en valeur des alternatives concrètes et porteuses de valeurs au niveau écologique et social par l'organisation de l'événement Alternatiba.

^{xiii} Contrairement à notre travail de collaboration et nos espérances, peu d'acteurs du territoire se sont faits les ambassadeurs du questionnaire qui étaient laissés dans leurs locaux. Un questionnaire laissé dans un lieu sans intermédiation a peu de chance d'être rempli.

^{xiv} La maintenance doit être distinguée de la réparation. Usuellement les usagers de produits manufacturés font bien la distinction et ne confondent pas ce qui ressort de la maintenance de la réparation. Au demeurant, nous n'avons pas exploré systématiquement la manière dont ils réalisent ou non la maintenance de leurs appareils ou de leurs vêtements. La durée de vie d'un produit est en effet directement liée à l'usage qui en est fait et à l'entretien régulier et adapté, comme respecter les indications pour les lavages de vêtements, imperméabiliser les chaussures, détartrer régulièrement les appareils utilisant de l'eau, etc. Cette maintenance permet d'avoir à recourir à la réparation plus tard. (Gregson, Metclafe, Crewe, 2009)

^{xv} L'habitus se définit comme un ensemble de dispositions incorporées au cours d'un processus de socialisation qui guide inconsciemment les stratégies de pratiques (Bourdieu, 2000).

^{xvi} Les registres d'engagement vers la réparation qui n'ont pu être mis en lien avec l'habitus de consommation, car le questionnaire déjà relativement long n'a pu investir ces questions. Cela a été abordé lors des entretiens avec les citoyens.

^{xvii} Exposition co-réalisée par Timothée Durand, Benjamin Tyl et Romain Allais avec l'aide de Maialen Zamponi et Justine Roux pour Alternatiba 2018 à Bayonne.

^{xviii} La qualification de déchet entraîne l'obligation de respecter un certain nombre de précautions nécessaires pour assurer la bonne gestion des déchets, c'est-à-dire leur collecte, transport, valorisation et élimination dans le respect de l'environnement et de la santé humaine.

^{xix} Le propriétaire de l'objet va déposer son bien usagé dans une borne d'apport volontaire, par exemple, ou dans les déchèteries (hors zone de réemploi). Le bien usagé prend alors un statut de déchet. Il subit ensuite une opération de traitement des déchets appelée "préparation en vue de la réutilisation", lui permettant de retrouver son statut de produit.

^{xx} GDR (Gestion des Données d'une Recyclerie), logiciel de type ERP développé par le cabinet Cap3C.

^{xxi} Les affectations à R de Récup peuvent changer en fonction des jours car l'ambition poursuivie est de favoriser l'acquisition d'un éventail de connaissances, de savoir-faire et de compétences des salariés en insertion socio-professionnelle. Mais d'autres structures préférèrent placer les personnes en fonction des aptitudes qu'on leur connaît. Chez Emmaüs les postes sont occupés en fonction de la capacité des personnes qui sont accueillies, des présences sur site.

^{xxii} La justification consiste à « *décrire de la façon la plus précise possible, le genre de ressources auxquelles les personnes pouvaient avoir à faire au cours de leurs disputes en considérant qu'une grande partie de la vie sociale consistait à critiquer et à se justifier* » (Boltanski, 2010)

^{xxiii} Plus largement le néomanagement tel qu'il a été peu à peu introduit dans les organisations publiques remet en cause les règles du « monde civique » en privilégiant parfois la performance à l'enjeu collectif et à la solidarité.